



# Courrier international

N° 1653 du 7 au 13 juillet 2022  
courrierinternational.com  
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €, Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN, DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €, Italie 5,40 €, Japon 850 Y, Maroc 43 DH, Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40 €, Sénégal 3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF, TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT, Afrique CFA autres 3500 F CFA.



**ÉTATS-UNIS —  
UN PAYS AU  
BORD DE  
L'IMPLOSION**

**VOYAGE  
EN FRANCE —  
ENTRE LA LOIRE  
ET L'Auvergne,  
UN PARADIS  
MÉCONNU**



**Tanzanie.** Les Masai victimes du tourisme roi

M 03183 - 1653S - F: 4,50 €



# LA COURSE AUX OcéANS



*Extraction minière, surpêche, pollution... La ruée vers l'or bleu fait des ravages. Pour le New scientist, il est urgent d'établir des règles.*

*Et aussi: "Histoires de mer", notre série d'été.*



Aussi innovant qu'intuitif, l'Hyperscreen MBUX impressionne avec ses 141 cm de largeur et son intelligence artificielle hors du commun. Découvrez nos technologies de dernière génération sur [mercedes-benz.fr](https://www.mercedes-benz.fr)

# INNOVATIONS PAR





Consommations électriques EQE 300 (au 05/07/2022) : 15,7-18,4 kWh/100 km (cycle mixte WLTP).

Depuis le 01/09/18, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisé pour les véhicules légers (WLTP), permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO<sub>2</sub>, plus réaliste que la procédure NEDC. Hyperscreen disponible uniquement sur modèle EQE AMG. Mercedes-Benz France - RCS Versailles 622 044 287.

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer

**A** 0 g CO<sub>2</sub>/km

B

C

D

E

F

G



## LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

### La course aux océans

p. 32

**L'**accélération bleue" : voilà comment nous aurions pu titrer notre dossier de couverture cette semaine, à l'instar du **New Scientist**, qui, en avril, consacrait sa une aux océans. C'est l'article principal de ce numéro que nous avons choisi de traduire et de publier à l'occasion de la deuxième Conférence de l'ONU sur les océans, qui s'est tenue à Lisbonne du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet. Son objectif : renforcer l'action en faveur des océans fondée sur la science et l'innovation. En raison des événements aux États-Unis (le coup porté au droit à l'avortement par la Cour suprême), nous avons décidé de retarder la publication de ce dossier. Il n'en reste pas moins d'actualité. L'humanité

est confrontée à une "urgence océanique", a notamment déclaré António Guterres, le secrétaire général de l'ONU, à Lisbonne. Et il y a en effet matière à s'inquiéter, nous rappelle le **New Scientist**. L'expression "accélération bleue", explique le journal, désigne les répercussions de la très forte hausse de l'exploitation des ressources par l'homme depuis quelques années, et son impact sur la biodiversité et l'environnement. Or "l'océan concentre beaucoup d'espoirs et d'attentes, comme nouvelle frontière économique et comme moteur des futurs développements humains", avance l'un des nombreux chercheurs cités par le magazine d'information scientifique. "L'économie de la mer pèse 1700 milliards de dollars, dont près de la moitié est tirée de la production offshore de pétrole et de gaz polluants (830 milliards de dollars [790 milliards d'euros] par an), suivie de la construction d'équipements maritimes, de pêcheries et du transport

par conteneurs", détaille encore l'article du **New Scientist**. "Dans cette liste, les secteurs durables de demain sont quasi invisibles." C'est là l'un des nombreux problèmes soulevés par le magazine. Extraction minière des grands fonds, pêche industrielle, transport maritime... Depuis trente ans, le développement souvent anarchique des activités humaines fait des ravages dans un milieu où la réglementation est quasi inexistante. L'économie de la mer étant en plus concentrée dans les mains d'une "poignée d'entreprises", toutes installées dans six pays – États-Unis, Arabie saoudite, Chine, Norvège, France et Royaume-Uni –, les investissements dans les projets durables se font rares. Il est temps que cela change, veut croire le **New Scientist**, qui appelle à davantage de régulation. Mais il y a des raisons d'espérer. Soixante-dix pays se sont engagés "à protéger 30 % des terres émergées, des zones d'eau douce et des océans d'ici à 2030". C'est un début.

Partout dans le monde, les zones maritimes protégées se multiplient, comme dans le micro-État de Niue, dans le Pacifique, ou encore en République dominicaine... Un article à ne pas manquer. Dans un tout autre registre, mais toujours à propos des océans, nous entamons dans les pages 360° de ce numéro une nouvelle série, "Histoires de mer" (après notre "Voyage en France" estival), dont le premier volet fait largement écho aux problématiques évoquées dans le dossier. Mais sur un tout autre ton. Un journaliste de **Die Zeit** a embarqué sur l'*Elisabeth Mann Borgese*, un navire de recherche qui porte le nom d'une pionnière de l'exploration des océans, restée longtemps méconnue : la fille du grand écrivain allemand Thomas Mann. Un drôle de voyage dans la Baltique bercé des écrits d'un père qui aimait tant la mer : "La mer est présente dans chaque page de ses écrits", écrit l'auteur. *La mer est un lieu qui inspire*

la nostalgie, où l'on s'abandonne, où l'on ne fait qu'un avec la nature et le passé." Mais la véritable découverte de cet article, c'est Elisabeth Mann Borgese, qui consacra sa vie aux océans. "Une ivresse toutefois moins poétique et attachée au passé que politique, utopique, ouverte à l'avenir", écrit encore *Die Zeit*, admiratif devant cette visionnaire dont les travaux ont largement inspiré la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. À la fin de sa vie, selon l'hebdomadaire allemand, elle aurait dit : "Les réalistes d'aujourd'hui sont les morts de demain. Et les utopistes d'aujourd'hui sont les réalistes de demain." Un portrait à lire absolument.

**En couverture nationale :**  
Océans : dessin d'**Ale+Ale** pour Courrier international.  
États-Unis : dessin de **Bado**, Canada. Masai : dessin de **Glez**, Burkina Faso  
**En couverture régionale :**  
Photos **Théo Giacometti**/Hans Lucas



## Sommaire



VLAHOVIC, SERBIE

**ENVIRONNEMENT** p.38

### Les légions de la pollution

Le sujet est tellement tabou que personne ne sait évaluer l'impact des armées sur le climat. Pourtant, les conflits sont de loin l'activité la plus néfaste pour la planète, explique **Die Zeit**.

**RUSSIE** p.22

### Les "salauds" et les "traîtres" devront tôt ou tard revivre ensemble

Dans **Gazeta.ru**, cette chroniqueuse envisage une fin prochaine de la guerre en Ukraine avec le retour des citoyens russes exilés. Elle plaide pour la réconciliation.

**FRANCE** p.28

### Comment le pouvoir a traversé la Seine

Alors que le chef de l'État était en déplacement à l'étranger pour assister à plusieurs sommets internationaux, à Paris la République française s'est réorganisée. Le pouvoir siège désormais au Palais-Bourbon, constate la **Süddeutsche Zeitung**.

**TANZANIE** p.16

### Les Masai victimes du tourisme roi

Derrière la carte postale, une politique de dépossession : les Masai accusent les autorités de vouloir les expulser pour transformer leurs terres en safari, relate un géographe dans **Africa Is a Country**.

**LES SOURCES**



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**Africa Is a Country** (africasacountry.com) New York, en ligne. **Bangkok Post** Bangkok, quotidien. **Connectas** (connectas.org) Amérique latine, en ligne. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **Dawn** Karachi, Lahore, Islamabad, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **L'Espresso** Rome, hebdomadaire. **Gazeta.ru** (gazeta.ru) Moscou, en ligne. **The Guardian** Lagos, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **The History Magazine** (historic-uk.com/HistoryUK) Budleigh Salterton (Royaume-Uni), en ligne. **Iran Emrooz** (iran-emrooz.net), en ligne. **Kompas** Jakarta, quotidien. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Politis** Nicosie, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Times of Israel** (timesofisrael.com) Jérusalem, en ligne. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



**SUR NOTRE SITE**

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €  
**Actionnaire** : La Société éditrice du Monde  
**Président du directoire, directeur de la publication** : François-Xavier Devaux  
**Directrice de la rédaction, membre du directoire** : Claire Carrard  
**Conseil de surveillance** : Louis Dreyfus, président  
**Dépôt légal** Juillet 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.  
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com  
 Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef Adjointes Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

**ÉDITION** Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhiz (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkovsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bélaïché (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

**SITE INTERNET** Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Chmy-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

**TRADUCTION** Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **REVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

**PÔLE VISUEL** Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Erricchio (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathon Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66)

**AGENCE COURRIER** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

**DIRECTRICE DE LA FABRICATION** Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE** : Maury, 45330 Malesherbes

**ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Malek Abi Nader, Murielle Bachelier, Étienne Bianchi, Jean-Baptiste Bor, Emmanuel Bour, Anne-Françoise Cochet, Emma Collet, Marie-Ange Costantini, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Guillaume Deneufbourg, Céline Dompierre, Zineb El Mountassar, Jeanne Fourneau, Philippe Godefroy, Louise Henry, Mathilde Loire, Ophélie Négros, Claire Olivès, Jordan Pouille, Mélanie Tanous, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Yuta Yagishita, Zheng Yiqian, Chenxi Zhang

**PUBLICITÉ** MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75070 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe**, Marketing & Etudes Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international** Stevee Dablin (01 57 28 84) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.derem@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Stevee Dablin (stevee.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

**RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE** Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) **Droits Blandine Mosnat** (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

**Modifications de services** ventes au numéro, réassort 0805 05 0147 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél.** 03 21 13 04 31 **fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. **Autres destinations** : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H3E 7K1, Canada.



**Certifié PEFC**  
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
10-31-1282 pefc-france.org

**Origine du papier** : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophisations** : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. **Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.** Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart CFMM - Compagnie française des monnaies et médailles posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine. Et ce numéro comporte des pages spéciales Bretagne (22, 29, 35, 44, 56).



**SOMMAIRE**

- 7 jours dans le monde**  
**6. Italie.** Une tragédie inévitable  
**D'un continent à l'autre**  
**10. États-Unis.** Un pays prêt à imposer  
**14. Colombie.** Vers quelle gauche pour Petro en Amérique latine ?  
**15. Nigeria.** Nos dirigeants doivent agir maintenant !  
**18. Israël.** Une nouvelle course aux législatives  
**20. Pakistan.** Le minibus, c'était la vraie vie  
**22. Russie.** Les "salauds" et les "traîtres" devront cohabiter  
**25. Italie.** Giorgia Meloni, une chevauchée vers le pouvoir  
**28. France.** Comment le pouvoir a traversé la Seine  
**30. Série d'été.** Entre la Loire et l'Auvergne, un paradis méconnu  
**À la une**  
**32.** La course aux océans  
**Transversales**  
**38. Environnement.** Les escadrons de la pollution  
**40. Économie.** L'inflation tirée par les coupes de cheveux  
**41. Signaux.** Un peu plus près des étoiles  
**360°**  
**42.** Série d'été. Au vent salé de la Baltique  
**46. Cinéma.** Les fantômes de Java-Est vous saluent bien  
**47. Plein écran.** Les Nuits de Mashhad, dans la toile du tueur  
**48. Voyage.** Arpenter l'Angleterre et ses tourbières  
**50. Histoire.** L'espionne aux nerfs d'acier

## La France vue de l'étranger. Enfin, la revanche des Kevin ?

Le très britannique **Times** rebondit sur un article du *Point* et s'interroge sur le déterminisme lié au prénom Kevin, très décrié en France, en Belgique, mais aussi en Allemagne. Les politiciens et les footballeurs de haut niveau qui portent ce nom pourront-ils le sauver des poubelles de l'histoire ?

## Avortement. Un choc mondial

Depuis la décision de la Cour suprême américaine, la presse internationale se penche sur les conditions dans lesquelles les femmes peuvent ou non avorter. Le site **Inkyfada** examine la situation de la Tunisie, premier pays arabe et musulman à légaliser l'IVG, en 1973. Dans lequel pénuries, réticences du personnel soignant et inégalités pèsent sur l'accès à l'avortement.

## La pilule philosophique. Pourquoi nous avons besoin de fées

Chaque samedi, *Courrier international* vous propose un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne. Dans **UnHerd**, la romancière britannique Salley Vickers regrette l'absence des fées, anges et dieux dans la culture contemporaine. Des "réalités invisibles" qui nous manquent, dit-elle.

**L'horoscope de Rob Breznsny** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

### NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

**Brexit, pandémie, guerre en Ukraine... Et si les dernières crises relançaient l'Union européenne ? Les analyses de la presse étrangère.**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

### Offre d'abonnement

**Je m'abonne pour :**

- **1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €\*~~
- **1 AN** (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €\*~~

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ..... VILLE.....

**Je règle par chèque bancaire** à l'ordre de *Courrier international*

**Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :**  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>  
**ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)**

\* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr.

**Avantages abonnés :**

- Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

**Votre abonnement à l'étranger :**

**Belgique :**  
 (32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

**États-Unis/Canada :**  
 (1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

**Suisse :**  
 (41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

# Italie. Une tragédie inévitable

La rupture partielle du glacier de la Marmolada, dans le massif des Dolomites, a causé la mort de plusieurs personnes. Un accident qui puise son origine dans la hausse des températures mondiales, écrit ce journal milanais.



—Corriere della Sera Milan

**M**audit dimanche, qui avait attiré là-haut, au sommet, des flopées de touristes. Maudit soleil, qui cognait sur ces roches toujours plus incandescentes, qui émergeaient peu à peu des neiges éternelles. Et maudit sentiment de sécurité que tous éprouvaient : que pouvait-il se passer, par une aussi belle journée, sous le ciel de la Marmolada ?

Évidemment, c'est un coup du sort. Imputer cette tragédie à la seule fatalité n'en serait pas moins une erreur. Cela fait des décennies que les glaciers, italiens et autres, fondent, et Andrea Pasqualetto [journaliste au *Corriere della Sera*] ouvrait voilà quelques jours son reportage sur le majestueux massif par ces lignes : "Gris, pelé, aridifié, le glacier de la Marmolada n'est plus qu'un lointain parent du géant qu'il fut un temps. La roche y affleure, la mousse y pousse et sa couleur n'est plus celle de la neige. Vu d'en haut, on dirait une étendue désolée, possédant pour unique charme indiscutable le spectacle des sommets dolomitiques qui l'entourent..."

Une étendue suffisamment grande pour abriter voilà un siècle la "ville de

glace" creusée par les Autrichiens pendant la Première Guerre mondiale. Une forteresse composée de plusieurs kilomètres de galeries - réduite en 1959 à 3,5 km<sup>2</sup>, et à moins de la moitié en 2015, 1,44 km<sup>2</sup>. La calotte de la Marmolada, éblouissante sous le soleil, a perdu peu à peu ce qui faisait sa force intrinsèque.

Évidemment, c'est arrivé à tous les glaciers du monde. Mais "notre" Marmolada montre un visage qui fait peine depuis quelques années : "Elle donne l'impression aujourd'hui d'être divisée en trois glaciers différents qui se désagrègent peu à peu, expliquait voilà quatre ans le glaciologue Christian Casarotto. Résultat, la roche affleure petit à petit, se réchauffe au soleil et, en se réchauffant, fait fondre encore un peu plus la glace autour."

Carlo Callegari, à la retraite après des décennies passées à travailler comme garde forestier régional, les connaît bien, ces neiges qui furent naguère éternelles : "Je suis monté là-haut des centaines, voire des milliers de fois. J'y amenais aussi les enfants pour leur apprendre le ski de pente raide. On y allait le matin tôt. À 7 heures, parce qu'au fur et à mesure des années il y faisait de plus en plus chaud. Par exemple, il y a vingt ans, à l'heure où s'est produite la

catastrophe d'hier, en plein soleil on avait des températures négatives, là-haut. Les jeunes, à 1 h 30 de l'après-midi, ils avaient l'anorak. Hier, il faisait au moins 10 °C. C'est inimaginable."

"Au col de Fedaiia [à 2 056 mètres d'altitude], à 8 heures du soir, il faisait encore 20 °C, soupire Andrea De Bernardin, maire de Rocca Pietore qui se partage la Marmolada avec son homologue de Canazei. "En début d'après-midi, au soleil, il faisait très chaud." "Ce que je me suis dit, reprend Carlo Callegari, c'est qu'une sorte de grande flaque d'eau s'est formée en dessous, entre Punta Rocca et Punta Penia [deux des sommets du massif]. Et que ce mélange de glace et de roche a dévalé la pente."

Pouvait-on le prévoir? Peut-être pas la veille ou la semaine précédente. Mais la désagrégation du glacier qui s'accélère et le bilan d'hier, qui pourrait même s'alourdir avec le décompte des personnes disparues [7 morts et 13 portés disparus, mardi 5 juillet], ont de quoi donner la chair de poule quand on songe à tous ceux qui, ces dernières années, ont tenté d'exploiter toujours plus ces neiges éternelles.

Ils se moquaient même des défenseurs de l'environnement qui qualifiaient de folie, par exemple, le projet de construire un énorme pylône pour permettre aux skieurs du mythique itinéraire de la Sellaronda d'étendre le parcours à la Marmolada. La phrase d'un des maires les plus favorables au projet restera dans les annales : "L'avenir du tourisme hivernal, ce sont les liaisons. La Marmolada est vaste, elle peut supporter sans problème le double de skieurs."

—Gian Antonio Stella  
Publié le 3 juillet

## À la une



Un paysage idyllique devenu soudain "enfer de glace", titre *La Stampa* le 4 juillet au lendemain de l'effondrement du glacier de la Marmolada. "Les fortes températures d'hier (10,3 °C au sommet) et de ces derniers jours ont provoqué la fonte de la glace et la création d'un fleuve souterrain entre la base gelée et la roche, explique le journal turinois. L'effondrement était inévitable."

↳ Dessin d'Alex paru dans *La Liberté*, Fribourg.

## À l'unisson



**HONG KONG** — "Le président Xi : Il faut maintenir longtemps la formule 'un pays, deux systèmes'."

Ainsi titrait le 2 juillet, au lendemain du 25<sup>e</sup> anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, le *Shun Po (Hong Kong Economic Journal)* en référence au statut d'autonomie négocié avec les Britanniques. Comme le reste de la presse hongkongaise, le *Shun Po*, longtemps considéré comme le quotidien libéral de la région administrative spéciale, s'est contenté de mettre en avant les propos du président chinois et la prestation de serment du nouveau chef de l'exécutif, John Lee Ka-chiu. Sans évoquer la reprise en main implacable de Pékin sur la ville.

## Vent de colère

**LIBYE** — C'est une photo qui a mis le feu aux poudres, faisant éclater une colère sociale qui couvait déjà, rapporte *The Libyan Review* : celle d'un Libyen assis dans la rue à côté d'un générateur électrique pour faire fonctionner le respirateur artificiel de son enfant malade. Le 1<sup>er</sup> juillet, des centaines de manifestants ont défilé un peu partout, attaquant et incendiant des bâtiments gouvernementaux, dont la Chambre des représentants de la ville orientale de Tobrouk. À Benghazi, berceau du soulèvement de 2011, des milliers de personnes sont descendues dans la rue en scandant : "Nous voulons que les lumières fonctionnent." Les Libyens subissent des pénuries de carburant et des coupures de courant pouvant aller jusqu'à dix-huit heures par jour, alors même que leur pays détient les plus grandes réserves prouvées de pétrole en Afrique. Pour *La Repubblica*, cette colère "a la caractéristique d'un nouveau 'printemps arabe' : un soulèvement populaire né de la crise économique et du mécontentement face à la corruption de la classe politique".

## Le pouvoir se déchire

**ARGENTINE** — Martín Guzmán, artisan de la renégociation d'une dette massive de l'Argentine avec le FMI, a démissionné par surprise le 2 juillet. Une preuve de plus des déchirements de la coalition gouvernementale de centre gauche et de la place prépondérante de la vice-présidente, Cristina Fernández de Kirchner. Contrairement à l'ex-ministre de l'Économie et au président, Alberto Fernández, qui se sont engagés auprès du FMI à réduire progressivement le déficit du pays, celle qui, de facto, tient les rênes du pouvoir s'oppose à la rigueur budgétaire. Et c'est une proche, Silvina Batakis, qui, dès le 3 juillet, a pris les commandes d'un ministère que le site **Infobae** décrit comme étant "en flammes".

## Dimanche sanglant



**DANEMARK** — "Une fusillade au centre commercial Fields fait plusieurs morts", titre **Politiken** le 4 juillet. Le journal raconte que Copenhague "était toujours d'humeur festive après le départ historique du Tour de France" quand un homme de 22 ans armé d'un fusil a tué trois personnes et en a blessé une trentaine d'autres. Sur le moment, "la police n'excluait pas la piste terroriste". Mais le lendemain, l'enquête s'orientait vers les troubles psychiatriques du suspect.

## Disparition d'un "enfant terrible"

**THÉÂTRE** — "Ce ne serait pas rendre service à Peter Brook que d'évoquer sa vénérable mémoire avec trop de grandiloquence et de cérémonie", écrit **The Daily Telegraph**. Le Britannique, disparu le 2 juillet à 97 ans, a été "un des metteurs en scène les plus talentueux, actifs et influents du xxe siècle". Mais ceux qui l'ont croisé, entre Londres et Paris, n'oublieront pas de sitôt "ses yeux bleus perçants", son "humour", sa "modestie rafraîchissante", sa "quête de pureté et de vérité - dans l'art théâtral et dans la relation entre les comédiens et le public".

## La réforme qui ne passe pas

**OUZBÉKISTAN** — "Noukous défie Tachkent", titre le quotidien russe **Nezavissimaïa Gazeta** après les manifestations, le 1<sup>er</sup> juillet, dans la capitale du Karakalpakistan. Les habitants de cette région du nord-ouest dénoncent un projet de réforme constitutionnelle qui réduirait son autonomie. Elle est la seule à posséder une Constitution, un Parlement, un drapeau, un blason et un hymne. Si elle n'abrite que 5 % de la population totale, elle "couvre 40 % du territoire de l'Ouzbékistan" et dispose d'un "riche sous-sol", rappelle le site **Eurasia Daily**. Les manifestations ont fait au moins 18 morts et des centaines de blessés. Un état d'urgence et un couvre-feu ont été instaurés pour un mois. Mais, dès le lendemain, le président Mirziouïev s'est rendu sur place et a promis de "ne pas introduire les amendements altérant la souveraineté du Karakalpakistan".

→ "Les personnes avec un brevet de pilote sont priées de s'annoncer..."  
Dessin de **Chappatte** paru dans **NZZ am Sonntag**, Zürich.

## TRANSPORT AÉRIEN

# Dans les aéroports, le "chaos absolu"

**Vols annulés, attentes interminables, bagages perdus... Après la pandémie, c'est en Europe que la crise d'un secteur aérien incapable de redémarrer est la plus exacerbée.**



L'Europe "est devenue l'épicentre du chaos" des voyages en avion cet été, constate **Bloomberg**. "De Londres à Amsterdam en passant par Berlin, les scènes de désordre se multiplient dans les aéroports, alors que le jeu bien huilé entre les comptoirs d'enregistrement, le personnel de sécurité et les bagagistes se défait." En Asie, l'industrie du transport aérien est toujours sous le coup des restrictions dues au Covid-19. Aux États-Unis, la "pénurie de pilotes" pose quelques soucis aux compagnies aériennes. Au cours du long week-end de la fête nationale, "plus de 12 000 vols ont été retardés et des centaines d'autres ont été annulés", note **CNBC**. Mais, malgré tout, c'est l'Europe, où "convergent les turbulences", qui est la plus touchée.

Entre avril et juin, il y a eu deux fois plus d'annulations de vols par des compagnies européennes que par des transporteurs américains. En juin, ce sont 7870 vols depuis l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Espagne qui ont été annulés, soit près de trois fois plus qu'à la même période en 2019, compte **Bloomberg**. Dans le même temps, les prix se sont envolés : un Londres-Alicante coûte ainsi "trois fois plus que la même semaine l'an dernier", tandis que le prix d'un Paris-New York a "triplé depuis mars 2019", souligne **El País**.

Les causes de ce chaos estival sont multiples : la "reprise plus rapide que prévu du transport aérien s'est heurtée à une pénurie massive de personnel après les coupes

sombres pendant la pandémie". À Francfort par exemple, hub du transport aérien en Europe, 4000 personnes ont été licenciées. Aujourd'hui, cette stratégie se retourne contre les entreprises, relève **Der Spiegel**. "Les employés qui ont été remerciés manquent dans tous les services : aux comptoirs d'enregistrement aussi bien qu'aux points de contrôle, à bord des appareils ou chez les bagagistes."

Les grèves ajoutent au chaos. À Paris Charles-de-Gaulle, le personnel de l'aéroport a prévu une nouvelle action pour le week-end des 9 et 10 juillet, la deuxième consécutive. En Espagne, ce sont les salariés des compagnies à bas coût Ryanair et Easyjet qui multiplient leurs appels à la grève. C'est bien simple, résume **Bloomberg** : "Au lieu d'un retour fulgurant, l'industrie mondiale de l'aviation trébuche, incapable de relancer rapidement les opérations après la pire crise du voyage jamais enregistrée, et transforme ce qui relevait auparavant du voyage de routine en véritable odyssee."

Le **Spiegel** estime que la crise actuelle ne pourra être résolue en quelques semaines. L'Allemagne s'est néanmoins engagée à recruter en urgence du personnel supplémentaire, y compris à l'étranger. "On parle d'environ 2 000 personnes, notamment en provenance de Turquie", assure le titre de Hambourg. "En attendant, il y a fort à parier que des milliers de passagers de la Lufthansa vont encore rater leur avion et prendre d'assaut les standards téléphoniques."

— **Courrier international**

# 3000

**DAUPHINS**, au moins, seraient morts à la suite des opérations militaires russes en mer Noire. Telle est l'estimation du chercheur ukrainien Ivan Roussev, responsable du département d'études au parc national des Limans de Touzlovski, au sud d'Odessa. Interrogé par le journal bulgare **Dnevnik**, il explique que la principale cause de cette surmortalité réside dans les puissants sonars des nombreux navires de guerre qui croisent dans cette mer fermée, et dans les explosions sous-marines. Ces facteurs inhabituels détruisent "le délicat système de navigation" de ces mammifères marins, et les rend donc "pratiquement aveugles".

## UKRAÏNE

## Le Donbass en passe de céder ?



«Le 3 juillet, les forces armées ukrainiennes se sont retirées de Lyssytchansk et se sont repliées jusqu'à la frontière administrative de la région de Louhansk», écrit le journal en ligne ukrainien **Oukraïnska Pravda**. Après avoir revendiqué la prise de cette ville stratégique située dans l'est de l'Ukraine, Moscou a annoncé contrôler l'ensemble de la région de Louhansk. L'armée russe pourra désormais avancer vers Sloviansk et Kramatorsk, deux villes majeures plus à l'ouest. Et poursuivre son objectif de conquérir l'intégralité du Donbass.

## DÉFENSE

## L'Otan a retrouvé sa raison d'être

L'Alliance atlantique a réussi à se recentrer mais va faire face à d'«énormes dilemmes», selon cet éditorial publié après le sommet de Madrid.

—The Guardian Londres

Depuis la chute du mur de Berlin, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord semblait parfois avoir perdu sa raison d'être. Après le sommet de l'Otan [du 28 au 30 juin] à Madrid, la donne a changé. L'Otan a fourni la structure nécessaire pour coordonner les mesures d'urgence prises par les Occidentaux afin de soutenir l'Ukraine, à la suite de l'invasion injustifiée de la Russie en février. Quatre mois plus tard, cette alliance pérennise désormais cette assise sur le long terme avec d'importantes conséquences financières, stratégiques et régionales. Il reste cependant quelques incertitudes.

Le recentrage de l'Otan s'articule autour de quatre éléments. Le premier

## La fin de la neutralité de la Suède et de la Finlande montre à quel point la confiance accordée à la Russie est rompue.

est d'ordre stratégique – avec la reconnaissance de l'échec des tentatives de rapprochement avec la Russie. Quant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, inexcusable à tous les égards, elle marque également le début d'une confrontation de plus grande ampleur avec l'Occident. Le deuxième élément signe la fin de l'ère des restrictions budgétaires en matière de défense qui ont suivi la chute du Mur, en 1989. Cette nouvelle étape est fondée sur le concept de dissuasion étendu, caractérisé par l'aide à l'Ukraine, des dépenses militaires plus élevées pour les dix années à venir et une multiplication par sept du nombre de soldats en alerte, qui devraient atteindre les 300 000.

Le troisième élément est un revirement partiel sur les déploiements américains en Europe. Le rééquilibrage américain vers le Pacifique, pour contrer la montée de la Chine, n'est certes pas abandonné, mais le président Biden est actuellement en train de donner son feu vert au plus grand renforcement de la présence militaire américaine en Europe depuis la guerre froide. Et de façon significative, cette présence accrue se fera dans l'est de l'Europe, avec un nouveau quartier général permanent en Pologne, 5 000 soldats supplémentaires en Roumanie et des déploiements plus importants dans les pays Baltes.

Enfin, l'Otan est en train de s'agrandir et a invité officiellement la Suède et la Finlande, pays qui compte une frontière de plus de 1 000 kilomètres avec la Russie, à rejoindre l'Alliance. Pour ces deux pays nordiques, c'est la fin de plus de soixante-dix ans de neutralité. Un signe qui montre bien à quel point l'invasion de l'Ukraine a rompu la confiance accordée à la Russie. Mais cela a d'énormes implications militaires dans la Baltique. Cette décision a pu être entérinée après que la Turquie, un membre de l'Otan de plus en plus crucial dans le conflit actuel, a levé son veto, peut-être en échange de la promesse d'obtenir des États-Unis de nouveaux avions de chasse F16 ultra-perfectionnés.

Il s'agit de transformations de taille.

↓ Dessin de Ramsés, Cuba.

L'agression russe a poussé l'Occident à opérer un changement de cap politique énorme. Pourtant, à certains égards, il s'agit également d'un retour à un paysage géostratégique autrefois familier. Avec l'Otan qui retrouve ses missions datant du temps de la guerre froide. Et le début d'une nouvelle ère de mobilisation collective occidentale contre la puissance russe. Les implications en matière de politique intérieure et étrangère ne doivent pas être sous-estimées. Mais le monde – et l'Europe – des années 2020 est très différent de celui de la fin des années 1940.

Que la nouvelle stratégie de l'Otan se déroule selon le même schéma que lors de la guerre froide, peut-être sur une même durée et avec les mêmes succès à la clé, est impossible à savoir. Tout dépend en grande partie de ce qui se passera sur le terrain dans les mois à venir. Une chose est sûre, les démocraties vont toutes se retrouver confrontées à d'énormes dilemmes en matière



de dépenses d'armement et d'engagements militaires. Un changement d'administration à Washington pourrait venir bouleverser radicalement les perspectives, et l'Europe serait alors à la peine pour continuer à soutenir l'Ukraine, tandis que la Russie se contenterait d'attendre.

Mais ne nous emballons pas, surtout aussi prématurément. Les mots et les promesses ne sont pas la même chose que les plans, leurs exécutions, les déploiements, les formations des soldats et les dépenses militaires. Une grande partie de ce qui a été concédé à Madrid devrait prendre des années à être mis en place, et encore, si c'est le cas. Défendre l'Ukraine et repousser la Russie sont déjà des objectifs bien suffisants.—

Publié le 30 juin



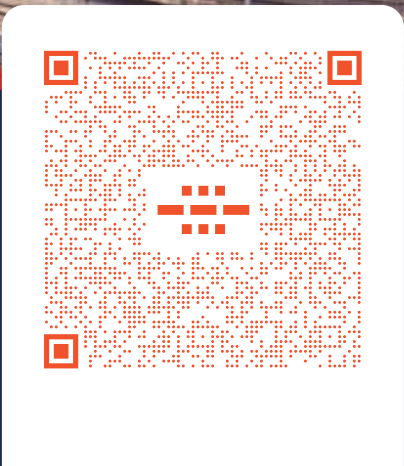
A photograph of a rescue team in an orange inflatable boat on the sea. Three crew members in helmets and life jackets are visible. One person is being pulled into the boat from the water. The scene is set against a bright, clear sky and blue water.

# RÉPONDEZ À CE SOS

© Laurin Schmidt / SOS MEDITERRANEE

**SOS**  
MEDITERRANEE

Votre don est vital  
pour sauver des vies.  
[don.sosmediterranee.org](https://don.sosmediterranee.org)



d'un  
continent  
à l'autre.  
amériques



Afrique.....	15
Moyen-Orient...	18
Asie.....	20
Europe.....	22
France.....	28

# États-Unis. Un pays prêt à implorer

Jamais le pays n'a été aussi divisé, et ce jusqu'au cœur de ses institutions, comme l'attestent les récentes décisions de la Cour suprême. Pour l'essayiste Stephen Marche, la grande confrontation a commencé et son issue est incertaine.

—The Guardian (extraits)  
Londres

Les brèches s'élargissent, se propagent et se multiplient dans les fondations des États-Unis. La révocation par la Cour suprême, le 24 juin, de l'arrêt *Roe vs Wade* [qui avait légalisé le droit à l'avortement en 1973] crée, quoi que l'on en pense sur le fond, une crise de légitimité.

Pour la droite, la fuite du brouillon de la décision de la Cour suprême sur l'avortement [sur le site *Politico*] début mai a révélé la rupture de la tradition bipartisane et consensuelle qui prévalait au sein de l'institution. Pour la gauche, elle a révélé la volonté, de la part de juges conservateurs à la désignation douteuse, de révoquer des droits acquis soutenus à 70 %, voire 80 % par l'opinion publique. Face à l'accélération des violences politiques, à l'image du massacre de Buffalo [la tuerie à caractère raciste qui a fait 10 victimes

africaines-américaines et 3 blessés, le 14 mai dans un supermarché de l'État de New York], il est de plus en plus difficile de faire le distinguo entre le mouvement politique conservateur et ces actes de pure folie meurtrière.

Il ne s'agit plus de savoir si une guerre civile aura lieu ou non aux États-Unis : la question est désormais de savoir où se placera la ligne de démarcation entre les camps, quelles seront leurs forces et leurs faiblesses, et en quoi ces forces et faiblesses décideront de l'issue de ce conflit.

**Apocalypse.** Il y a quelque temps déjà, au moins depuis la présidence de Barack Obama, que la droite se complaît dans un imaginaire de guerre civile. En 2016, alors que la candidate démocrate Hillary Clinton semblait en passe de remporter la présidentielle, le conservateur Matt Bevin, alors gouverneur du Kentucky, projetait ainsi un scénario d'apocalypse :



✓ *Sur les pancartes : Mon corps, mon choix ; Avorter doit rester légal et sans danger. Le républicain enragé : "Assassins !"*  
Dessin de **Ben Jennings** paru dans **The Guardian**, Londres.

*"Qu'est-ce qui irrigue les racines de l'arbre de la liberté? Le sang. Le sang de qui? Celui des tyrans bien sûr, mais de qui d'autre? Celui des patriotes. Quel sera le sang versé? Peut-être le sang des personnes présentes dans cette pièce. Peut-être celui de nos enfants, de nos petits-enfants",* avait-il lancé à ses partisans au Values Voter Summit, le congrès annuel des conservateurs sociaux.

Le spectre de la guerre civile est aussi, de longue date, un marronnier des talk-shows radiophoniques de la droite dure. Chaque fois qu'un individu met en application leur rhétorique belliqueuse, ces figures politiques et médiatiques de la droite sont scandalisées que l'on puisse faire le lien entre leurs propos et les actes d'autrui. *"Il nous faut comprendre que nous sommes attaqués, que c'est ainsi que se mène la guerre au XXI<sup>e</sup> siècle, il nous faut nous mettre sur le pied de guerre",* déclarait pourtant l'animateur radio Alex Jones quelques heures seulement avant l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021.

Selon le *New York Times*, le présentateur vedette de Fox News, Tucker Carlson, a fait référence à la théorie du grand remplacement plus de 400 fois dans son émission. Cela équivaut, qu'on le veuille ou non, à encourager la résistance violente à ce "grand remplacement". Pendant ce temps, aussi incroyable que cela puisse paraître,

### La droite a pour elle les armes à feu et un système électoral qui la favorise de façon démesurée.

la classe politique de gauche aux États-Unis continue de s'accrocher à ses vieux idéaux institutionnels, pourtant morts et enterrés. Depuis l'élection de Joe Biden, les démocrates viennent de gâcher deux ans à se bercer d'illusions de collaboration bipartite et à rêver en vain de restaurer la confiance en Amérique. Quand surviennent des tragédies violentes comme celle de

Buffalo, ils en sont réduits à implorer le camp d'en face de méditer sur les horreurs qu'il déclenche, et à déplorer les ravages du poison du suprémacisme blanc. Les émeutes du 6 janvier 2021 ne leur ont pas fait prendre la vraie mesure de ce qui les attend – c'est à se demander s'ils la prendront jamais.

Ce conflit en apparence si inégal, entre une droite exaltée et violente et une gauche démoralisée et désorganisée, ne l'est peut-être pas tant que ça. Car s'il est déséquilibré, il est aussi extrêmement asymétrique. La droite a pour elle les armes à feu et un système électoral qui la favorise de façon démesurée. La gauche a pour elle l'argent et la technologie.

La moitié des républicains sont propriétaires d'une arme, contre 21 % des démocrates. Cet écart, aussi important soit-il, tend pourtant à se réduire : en 2020, 40 % des personnes ayant acheté une arme le faisaient pour la première fois.

**Réseaux.** Le véritable avantage structurel de la droite n'est pas militaire mais électoral. D'ici à 2040, 30 % du pays contrôleront 70 % du Sénat. En d'autres termes, les institutions de l'État fédéral favorisent nettement ceux-là mêmes qui veulent les détruire.

Les Américains de gauche peuvent cependant trouver quelque espoir dans deux données cruciales de l'élection présidentielle de 2020. Les comtés ayant voté Biden représentaient 70 % du PIB national, et 60 % des électeurs diplômés du supérieur ont voté pour Biden. Autrement dit, l'Amérique de gauche est aussi l'Amérique la plus productive et la plus éduquée.

C'est l'une des lectures que l'on peut faire de l'état politique du pays aujourd'hui : l'Amérique de gauche a tissé les réseaux qui ont marginalisé l'Amérique de droite. Ces réseaux sont la grande force de la gauche.

Le combat autour de l'avortement vient déjà illustrer cette disparité. Les factions anti-IVG ont le contrôle d'un système judiciaire qui n'est que pseudo-légitime et il s'exerce sur les États les plus pauvres de l'Union. De son côté, le camp pro-IVG réplique avant tout et surtout grâce à sa force de frappe financière, plus importante. L'État de l'Oregon a ainsi doté son Reproductive Health Equity Fund [fonds → 12

## Repères

### Des décisions majeures

Le **Washington Post** a recensé le 30 juin les décisions prises récemment par la Cour suprême des États-Unis, à grande majorité conservatrice (6 juges sur 9). Voici quatre thèmes essentiels sur lesquels elle s'est exprimée.

#### ● La religion dans la sphère publique.

Elle est au cœur de trois décisions : la première autorise la prière à l'école et sur les terrains de sport ; une autre autorise les condamnés à mort à prier à haute voix et à pouvoir être "touchés" par le pasteur ; une troisième, enfin, autorise les subventions publiques pour les écoles religieuses.

#### ● L'avortement.

La décision avait filtré au mois de mai : la Cour suprême a invalidé le 24 juin l'arrêt *Roe vs Wade*, qui garantissait le droit à l'avortement sur le territoire fédéral. Les États peuvent désormais légiférer comme ils veulent sur l'IVG. Neuf l'ont immédiatement interdit.

#### ● Le port d'arme.

S'appuyant sur le deuxième amendement de la Constitution, la Cour suprême a étendu les droits des propriétaires d'armes à feu à les porter en public.

#### ● La politique climatique.

La Cour suprême a annulé la capacité de l'Agence de protection de l'environnement américaine à limiter les émissions de carbone dans les plans d'électricité existants, portant un coup aux projets de l'administration Biden pour lutter contre le changement climatique.

Le nouveau site de

 **Courrier international**

c'est le jour



et la nuit

Nouvelle maquette,  
nouvelle ergonomie,  
mode sombre...  
Et toujours le meilleur  
de la presse étrangère

**courrierinternational.com**

↓ Sur le dragon : Grossier mensonge. Au-dessus : sélectionné, alimenté, propagé, puis lâché le 6 janvier. Vignette de droite : en 2024, tremblez. Dessin de Kal paru dans **Counterpoint**, San Francisco.

## L'auteur



## STEPHEN MARCHE

Essayiste et romancier canadien, Stephen Marche contribue occasionnellement au *Guardian* ainsi qu'à de nombreux titres de la presse américaine, comme *The New York Times*, *The New Yorker* ou encore le magazine *The Atlantic*. Il est notamment l'auteur de l'ouvrage *The Next Civil War* ["La Prochaine Guerre civile", non traduit en français], publié en janvier 2022 aux éditions Simon and Schusters.

11 ← pour l'égalité dans la santé reproductive] de 15 milliards de dollars. L'État de New York est en train d'en lancer un dans le but de devenir un État "refuge pour l'avortement". Le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, prévoit une rallonge de 57 milliards de dollars dans le budget de son État afin d'accueillir les patientes d'autres États désireuses d'avorter.

En parallèle, les militants pro-choix se tournent aussi vers les technologies. Comme nous l'apprend le magazine *The Atlantic*, les réseaux d'aide aux femmes souhaitent avorter ont ainsi recours à des "services de visioconsultation cryptés et en logiciel libre". Il est déjà possible, et depuis longtemps dans certaines régions, de suivre anonymement sur Internet la procédure permettant l'IVG [médicamenteuse] à domicile.

Cette fracture n'est pas propre aux États-Unis. Partout dans le monde s'opposent une élite démocratique progressiste et des populistes autoritaires, et partout l'on constate la même asymétrie.

Au Canada, le premier "convoi de la liberté", qui avait pris Ottawa en otage fin janvier, a fini par être vaincu, non par la force, mais grâce à l'argent et à la technologie. D'autres pays ont eu des réactions plus frontales : la France a eu recours illico aux gaz lacrymogènes pour

dispenser ses convois anti-pass sanitaire en février, tandis que les États-Unis ont déployé la garde nationale avant même que les manifestants se soient mis en route pour Washington.

Au Canada en revanche, le gouvernement, soucieux de ne pas avoir du sang sur les mains, d'autant que de nombreux enfants étaient présents dans le convoi, a préféré s'en prendre aux réseaux financiers des manifestants, en gelant leurs collectes de fonds en ligne.

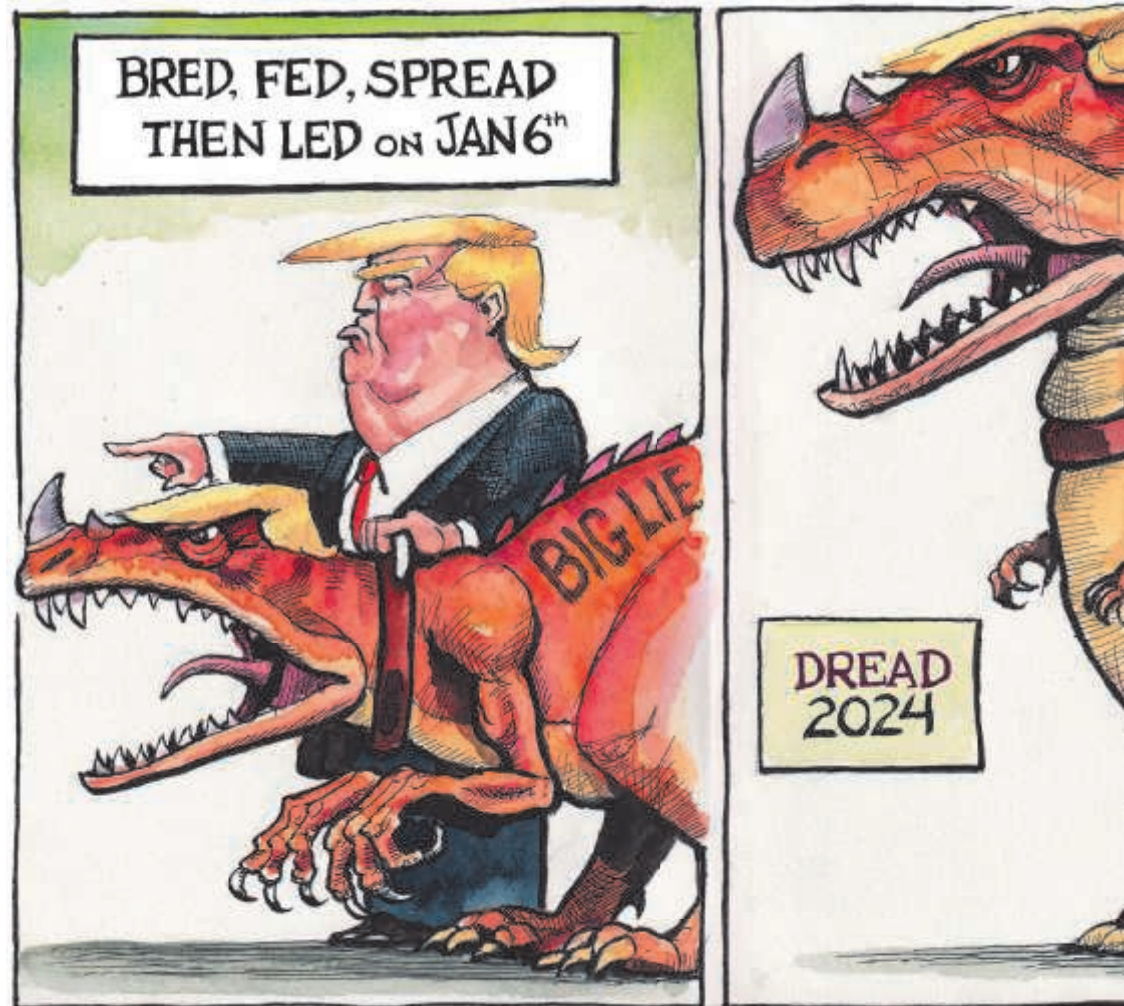
Et cette fracture existe aussi à l'échelle internationale, dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine. La Russie, dévorée par le ressentiment faute de pouvoir dignement rivaliser dans l'économie intégrée du XXI<sup>e</sup> siècle, a sombré dans un autoritarisme réactionnaire qui n'a plus d'autre exutoire que la violence.

Or l'Ukraine, elle, avait un meilleur accès aux réseaux financiers et médiatiques mondiaux. Les forces de l'Occident démocratique ont réagi en coupant la Russie du système financier international et en fournissant à l'Ukraine des technologies avancées. En somme, les réseaux technologiques et financiers se révèlent au moins aussi efficaces que la force brutale.

Aux États-Unis, cette guerre civile qui débute n'opposera pas des armées constituées autour de la conquête de territoires. Dans les deux camps, les techniques sont en train de se clarifier. Les responsables républicains vont instrumentaliser la Cour suprême, et toute autre institution politique sous leur contrôle, pour faire avancer leurs projets, aussi impopulaires soient-ils auprès du peuple américain. Parallèlement, leurs appels à la violence, sans jamais être directs, alimentent un climat de colère qui se traduit régulièrement par des actes de violence très concrets contre leurs ennemis.

Quoique plus balbutiante, la résistance à gauche prend forme elle aussi. L'issue n'est nullement courue d'avance. Aucun des deux camps ne possède un avantage décisif et ne peut espérer l'emporter facilement. Mais une chose est sûre : le combat est d'ores et déjà engagé, et il sera livré sur tous les fronts.

—Stephen Marche  
Publié le 26 juin



## Donald Trump, gourou en perte de vitesse

Les travaux de la commission d'enquête sur le 6 janvier commencent à porter leurs fruits. Certains supporteurs de l'ancien président s'en désolidarisent.

—The New York Times  
(extraits) *New York*

Les spécialistes des sectes ont un dicton : "Personne n'adhère jamais à une secte."

Bien sûr, des gens intègrent ce qui est perçu, de l'extérieur, comme des sectes. Mais aucun de ces groupes ne se définit comme tel. Ils se présentent généralement comme des mouvements religieux ou spirituels, des organisations de développement personnel ou des organismes de

formation. Keith Raniere, fondateur de NXIVM, proposait ainsi à ses adhérents des "séminaires de réussite professionnelle". À terme, le reste du monde a compris que c'était une secte reposant sur un embrigadement sexuel.

Les Américains verront peut-être un jour Donald Trump comme le gourou le plus efficace de tous les temps. Reste à savoir si la commission spéciale de la Chambre des représentants, qui enquête sur la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021

au Capitole, pourra guider une partie des fidèles de Trump vers le désendoctrinement dont ils ont tant besoin. Je commence à penser que tout n'est pas perdu, si ce n'est pour ses plus fervents adeptes, alors du moins auprès d'un nombre suffisant de ses électeurs.

À la séance du 28 juin, le témoignage frappant de Cassidy Hutchinson, l'assistante de Mark Meadows, le directeur de cabinet de Trump, a complètement changé la donne. Si elle dit vrai, la commission d'enquête ne vise plus seulement à mettre en lumière un ensemble de faits dont nous avions déjà connaissance.

Cette fois, c'est autre chose : selon le témoignage de la jeune femme, le président se fichait que la foule prenant d'assaut le Capitole soit armée; il a même voulu prendre la tête de cette attaque en attrapant le volant de sa limousine blindée [pour se diriger vers le Capitole, alors que la limousine devait le reconduire à la Maison-Blanche]. Cassidy Hutchinson a cité les



personnes qui ont pris d'assaut le Capitole étaient des patriotes enthousiastes, quelques hooligans incontrôlables et sans doute quelques provocateurs antifas. Le vice-président Mike Pence, protégé par ses gardes du corps, n'a jamais réellement été en danger.

Le travail de la commission d'enquête a toutefois fait voler en éclats cette version des faits. Trump savait parfaitement que sa défaite n'était pas due à la fraude : c'est ce que lui avait expliqué en des termes univoques son fidèle ministre de la Justice,

### L'ancien président pourrait être tenu responsable de complot insurrectionnel.

Bill Barr. La théorie selon laquelle le vice-président Mike Pence était habilité à suspendre le décompte des grands électeurs serait nulle et non avenue face à n'importe quel tribunal, selon celui qui avait lui-même émis cette théorie, l'avocat John Eastman. Nous avons appris que [l'ex-maire de New York et avocat personnel de Trump] Rudy Giuliani admettait n'avoir aucun élément attestant l'existence d'une fraude à grande échelle. Les républicains qui ont prêté main-forte au président ont demandé à être graciés, ce qu'on peut difficilement assimiler à un aveu d'innocence.

Peut-être Cassidy Hutchinson ment-elle, mais elle témoignait sous serment. Les sympathisants de Trump n'auraient peut-être aucun mal à ignorer des démocrates ou même des conservateurs anti-Trump. Cassidy Hutchinson est toutefois une source qui faisait partie du cénacle. Le 28 juin, son audition respirait la crédibilité. C'est peut-être ainsi que commencera à se lézarder le culte de Trump. Margaret Singer, psychologue clinicienne spécialiste des sectes, souligne qu'un des leviers de ces organisations est l'instauration, outre les croyances, d'une "logique fermée".

Cette méthode a toujours été un élément essentiel de la communication de Trump. Vous adorez Trump ou vous êtes un ennemi du peuple. Vous voulez "Rendre sa grandeur à l'Amérique" ou vous haïssez l'Amérique. Vous

admettez que Trump a toujours raison, même quand il contredit vos plus profondes convictions – ou quand il se contredit lui-même – ou vous faillissez à votre loyauté envers lui ou à votre haine pour ses ennemis. Vous restez fidèle à Trump ou vous n'avez de républicain que le nom – ce qui donne lieu en anglais à l'acronyme péjoratif Rino, pour *republican in name only*. Et on connaît les menaces que profèrent contre ces "Rino" les plus fidèles partisans de Trump, notamment Eric Greitens, candidat au poste de sénateur du Missouri au Congrès de Washington [qui promet, dans un spot de campagne, de les exécuter].

Tous ces éléments étaient au cœur de la stratégie trumpienne. Mais depuis le 28 juin, le risque d'une mise en examen est tout à fait plausible. L'ancien président pourrait être tenu responsable de complot insurrectionnel.

Aux yeux des sympathisants de Trump, son nom était pour ainsi dire synonyme de leur perception de l'Amérique. Ils voyaient en lui un fier doigt d'honneur adressé aux progressistes, plus critiques qu'élogieux à l'égard de leur pays. Aujourd'hui, ce raisonnement ne tient plus complètement la route.

Je doute qu'arrivera le jour où les animateurs de talk-shows tels que Sean Hannity et Laura Ingraham [tous deux animateurs sur Fox News] proclameront à leurs fidèles : Nous avons tort, nous nous sommes trompés d'idole. Une discrète désolidarisation du personnage est en revanche possible. Et dans un moment pareil, cela pourrait bien suffire.

— Bret Stephens  
Publié le 29 juin

### Dernière minute

●●● Une fusillade a éclaté lors du défilé du 4 Juillet, fête nationale américaine, dans la banlieue de Chicago, faisant au moins 6 morts et 30 blessés. Le suspect a été interpellé. Ses motivations restent inconnues, à l'heure où nous finalisons ce numéro.

## NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou par téléphone : 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



### Coffret 10 DVD Télérama volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de *Courrier international*.

45€\*

### DVD "Le Roundup face à ses juges"

*Le Roundup face à ses juges.* Un réquisitoire accablant, paroles de victimes et d'experts à l'appui.

20€\*



### 28 DVD "Le Dessous des cartes"

*Le Dessous des cartes, l'intégrale.* Vingt-cinq ans d'émissions de Jean-Christophe Victor. Coffret de 28 DVD.

100€\*



Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2022.

\* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

## COLOMBIE

# Élection de Petro : vers quelle gauche en Amérique latine ?

Le nouveau président semble chercher une ligne médiane entre progressistes du sous-continent et régimes dits "populistes". Une nouvelle donne qui pourrait modifier les relations avec les États-Unis.

—Connectas Amérique latine

Lorsque Gustavo Petro aura été investi à la présidence de la Colombie [le 7 août], dix pays et 51 % des Latino-Américains (soit 345 millions d'individus) auront des gouvernements de gauche. Et si Lula reprend le pouvoir au Brésil en octobre, 212 millions d'habitants viendront s'ajouter à ce nombre. Pour autant, il ne faut pas en conclure qu'un front commun va se former sur le continent, car il s'agit de gauches de tendances différentes : les uns progressistes, les autres plus populistes, certaines résolument plus autoritaires, comme c'est le cas au Venezuela, au Nicaragua et à Cuba.

Où se situe Gustavo Petro dans ce spectre politique ? Pour la politologue colombienne Sandra Borda, on peut le classer entre le président chilien, Gabriel Boric, et son homologue mexicain, Andrés Manuel López Obrador. Autrement dit, il appartient à une gauche moderne, progressiste, qui soutient les revendications de populations historiquement déplacées, comme les Amérindiens et les descendants d'Africains. Il soutient le féminisme et lutte contre le réchauffement climatique. Mais par certains aspects, il est l'héritier de la vieille gauche du xx<sup>e</sup> siècle, dont se réclament certains des membres de son premier cercle. "Il a un pied de chaque côté", assure Sandra Borda.

C'est pourquoi ses premiers mois au gouvernement seront essentiels pour savoir quelles seront, par exemple, ses relations avec la presse et les organisations de la société civile, qui vont le surveiller. Et aussi pour se faire une idée de la politique internationale qu'il compte mener.

À cet égard, lors de son discours de victoire, le soir du 19 juin, il a parlé de relancer le dialogue en vue d'une transition énergétique avec le reste du continent, y compris les États-Unis.

Pour Sandra Borda, le président nouvellement élu a étonné son monde en mettant l'accent sur les questions internationales, très absentes de la campagne : "On a le

**"Il est possible que Petro adopte une position moins pro-Washington."**

Gabriel Pastor, JOURNALISTE URUGUAYEN

sentiment que Petro entend promouvoir l'action collective en Amérique latine, mais qu'il veut le faire sans exclure aucun partenaire, sans désigner les États-Unis comme l'ennemi."

Quelques minutes après l'annonce de la victoire de Petro, les félicitations des présidents de tout le continent ont commencé à affluer sur les réseaux sociaux. Les plus enthousiastes étaient évidemment ceux du même bord idéologique. Gabriel Boric a écrit : "Nous sommes heureux pour l'Amérique latine. Nous travaillerons ensemble pour l'unité de notre continent." Andrés Manuel López Obrador, dans un message plus typique de la gauche traditionnelle, a formé le vœu qu'avec la victoire de Petro "une aurore se lève pour ce peuple frère et digne". Mais l'un des messages les plus commentés par les médias colombiens a été celui du président vénézuélien, Nicolás

Maduro, qui a écrit : "On a entendu la voix du peuple colombien, il s'est mobilisé pour défendre la démocratie et la paix. Des temps nouveaux s'annoncent pour ce pays frère." Le changement de gouvernement en Colombie laissait présager un virage diplomatique avec le Venezuela, en rupture avec la position du président sortant, Iván Duque, axée sur la confrontation et une tentative d'encerclement diplomatique de Caracas.

Gabriel Pastor, journaliste uruguayen et spécialiste des affaires internationales, juge possible un rapprochement avec le gouvernement de Maduro. "Si l'on considère ce qui se passe dans la région ainsi que la politique des États-Unis envers le Venezuela, Petro pourrait jouer un rôle intéressant. Il pourrait devenir un interlocuteur pour des élections démocratiques au Venezuela, mais il devra aussi faire preuve de pragmatisme envers les États-Unis." Mais pour Cynthia Arnson, analyste au Wilson Center, un groupe de réflexion de Washington, "ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à de l'amitié entre Petro et Maduro serait mal vu par une large frange de la population". Gustavo Petro, de son côté, a déjà dit qu'il poursuivrait la politique consistant à accorder le statut de réfugié aux Vénézuéliens [qui fuient la grave crise économique], ses détracteurs lui reprochant de n'avoir quasiment pas abordé ce thème important durant sa campagne. Par ailleurs,

**"Des temps nouveaux s'annoncent pour ce pays frère."**

Nicolás Maduro, PRÉSIDENT VÉNÉZUÉLIEN

la victoire de Petro menace-t-elle d'éloigner encore davantage l'Amérique latine des États-Unis ? La Colombie est historiquement un grand allié de Washington dans la région, et Petro est issu d'une gauche pour laquelle ce pays est la source d'une grande partie des maux latino-américains.

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a eu des mots aimables pour Petro, soulignant que Washington n'avait pas l'intention de refroidir les relations : "Nous espérons poursuivre notre solide partenariat avec le président élu Gustavo Petro et continuer d'œuvrer en faveur de la démocratie et de l'équité sur notre continent."

Gabriel Pastor, qui vit à Washington mais a longtemps résidé à Bogota, explique que "la Colombie est un allié stratégique des États-Unis dans la région, mais [que] cette relation s'est construite avec des présidents de droite et de centre droit. Il est possible que Petro prenne ses distances avec cet héritage et adopte une position moins pro-Washington - si tant est qu'il soit prêt à en payer le prix en matière de sécurité et de lutte contre le trafic de drogue". Pour Pastor, le plus probable est que

Petro fasse preuve de pragmatisme. Sandra Borda est d'accord avec cette analyse.

"Je ne crois pas qu'il faille s'attendre à des changements considérables et rapides dans la relation avec les États-Unis. L'équipe de Petro tient à faire passer un message de stabilité et de continuité." En revanche, la politologue pense que le gouvernement de Petro

cherchera à obtenir un traitement différent, plus horizontal. "J'ai été frappée qu'il veuille placer le changement climatique au centre des conversations avec les États-Unis, note-t-elle. C'est intéressant, parce que le dossier principal a toujours été le narcotrafic, un domaine dans lequel nous sommes censés être en tort : nous sommes la cause du problème, et ce sont toujours les États-Unis qui imposent les manières de le résoudre. Concernant le changement climatique, en revanche, ce sont bien les États-Unis, et plus généralement les pays développés, qui sont à l'origine du problème."

**Promesses.** Gustavo Petro deviendra-t-il, avec le temps, une nouvelle figure autoritaire et messianique comme il y en a eu tant en Amérique latine ces dernières années ? Ou bien sera-t-il un dirigeant progressiste, pragmatique et modéré ? Il est encore trop tôt pour le dire. Dans son discours de victoire, il a lancé un message d'unité au pays et a fait cette promesse : "[Nous allons] développer le capitalisme, non parce que nous l'aimons, mais parce que nous devons d'abord dépasser la prémodernité en Colombie." Il a assuré qu'il ne toucherait pas à la propriété privée et qu'il ne tenterait pas de rester au pouvoir au-delà de son mandat de quatre ans, conformément à la Constitution.

Après ces propos rassurants à l'intention de ses électeurs, il a jeté un froid en demandant au procureur général de l'État de libérer les jeunes les plus radicaux arrêtés lors des manifestations sociales de ces dernières années. Certains y ont vu une atteinte à l'indépendance de la justice. Mais, pour Cynthia Arnson, des institutions comme le Congrès et la Cour constitutionnelle sont de vrais contre-pouvoirs et devraient éviter que le populisme ne gagne du terrain.

L'avenir nous dira si le nouveau président colombien a bel et bien des tendances autoritaires. Quoi qu'il en soit, la Colombie, naguère encore l'allié latino-américain le plus stable des États-Unis, est à son tour gagnée par la vague de gauche qui déferle sur l'Amérique latine. Cela doit en inquiéter plus d'un à Washington.

—Cristian Ascencio  
Publié le 21 juin



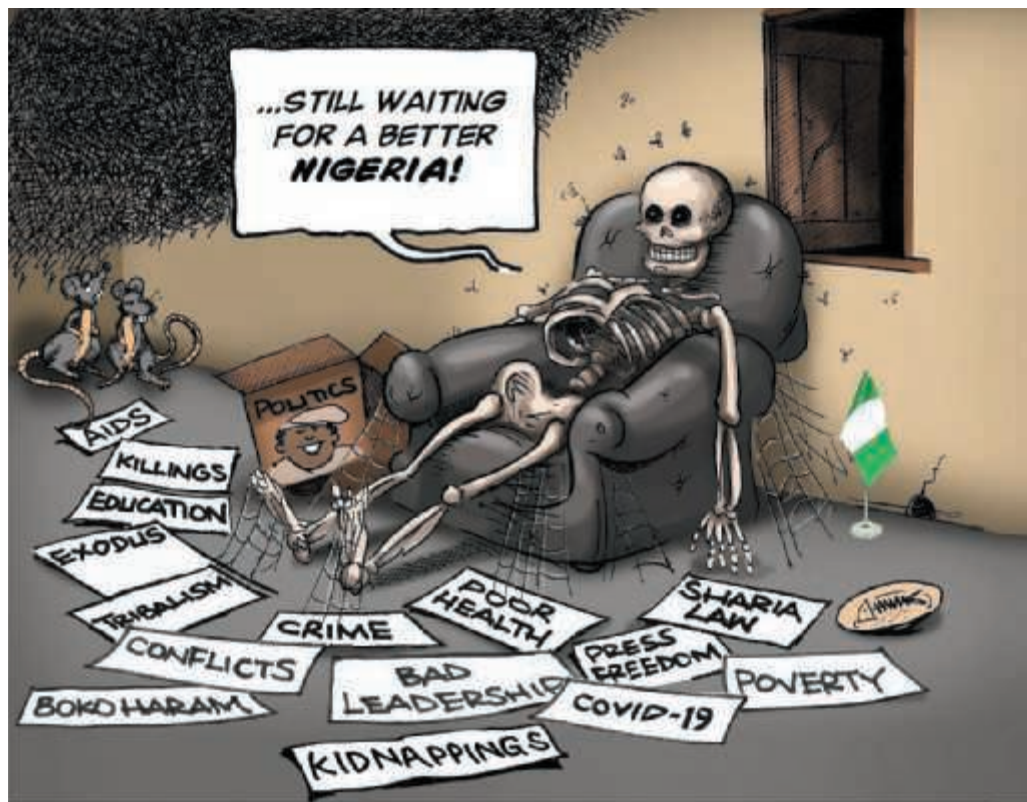
✍ Petro Gustavo.  
Dessin de Lauzan, Chili.



afrique

# Nigeria. Nos dirigeants doivent agir maintenant !

Alors que le pays entre en précampagne présidentielle, la rédaction de ce journal nigérian appelle à un sursaut citoyen face à l'insécurité endémique.



—The Guardian (extraits)  
Lagos

Malgré l'effervescence autour des primaires [en vue de l'élection présidentielle en février prochain], les violences qui frappent différentes régions et un sentiment d'insécurité généralisé laissent penser que les élections [générales] pourraient ne pas avoir lieu en 2023.

Après le terrible massacre à Owo [le 5 juin, lors d'une messe de Pentecôte, des hommes armés ont mitraillé les fidèles d'une église, faisant 40 morts], dans l'Etat d'Ondo, un vent d'insécurité semble souffler dans le pays, destiné à déstabiliser et à échauffer les institutions. Si de sombres desseins se cachent derrière ces agissements, les Nigériens de bonne volonté doivent s'unir afin de contrecarrer ces plans.

Pour ce faire, il leur faut assumer leur responsabilité de citoyen – s'inscrire sur les listes électorales et voter – et insister pour que la commission électorale mène à bien les élections. Ce qui permettra de dissiper toutes les craintes de cette dernière. Plus tôt cette année, la commission aurait émis des doutes sur la tenue d'élections libres et équitables en 2023 du fait de l'insécurité touchant de nombreuses régions du pays.

Ceux qui craignent que les élections ne puissent être organisées se raccrochent à une disposition constitutionnelle qui prévoit qu'en cas d'insécurité généralisée ou de guerre le président en exercice peut rester en fonction pour parer à cette situation. Mais est-ce vraiment ce que dit la Constitution?

Ni la thèse du "Nigeria en guerre" ni cette interprétation douteuse de la Constitution ne sont des

arguments recevables contre l'organisation des scrutins de 2023. Malgré la violence à l'œuvre dans plusieurs régions, le Nigeria n'est pas techniquement en guerre, et encore moins "en état de guerre" avec un autre pays. Comme l'a démontré le précédent de 2019, l'organisation d'élections est possible dans des États déchirés par des conflits. Des scrutins s'étaient tenus dans des parties du pays touchées par des insurrections, sans conséquences sur le résultat.

À l'approche des élections, les Nigériens doivent s'attendre aux mauvaises intentions de politiciens malveillants et d'autres personnes qui cherchent à tirer profit de la déstabilisation du pays. Ils doivent faire preuve de prudence face à ces mercenaires qui exploitent des situations politiques tendues pour créer la confusion. Ces agents déstabilisateurs agissent sous le

couvert du nationalisme ethnique, d'une croisade religieuse ou du militantisme pour fragiliser le pays comme ils l'ont toujours fait.

Depuis l'arrivée du gouvernement actuel – qui a construit son existence et sa légitimité sur les réformes et la lutte contre l'insécurité –, les autorités fédérales ont affecté des budgets considérables à la défense et à la sécurité, sans pour autant que les effets s'en fassent sentir. Sous le mandat [du président Muhammadu] Buhari, toutes les formes d'une violence savamment orchestrée ont eu le champ libre – depuis l'occupation étrangère de terres nigérianes et le terrorisme religieux jusqu'aux enlèvements et aux bandes criminelles motivées par l'argent. Malgré les succès dont se targuent les forces de sécurité nigérianes, un chef du Forum des aînés du Nord [groupe lié à la chefferie traditionnelle] a parlé d'un "effondrement cataclysmique de la sécurité".

## Les dirigeants du pays doivent dire la vérité sur l'insécurité.

Pourquoi le gouvernement fédéral s'est-il contenté de belles paroles au lieu de prendre en compte l'urgence de la situation et l'engagement nécessaire, sans même faire semblant d'être prêt à lutter intelligemment contre l'insécurité? S'agit-il d'un manque manifeste et délibéré de volonté politique? S'agit-il d'un immobilisme factice destiné à engendrer une série de crimes impunis qui finiront par ruiner le pays? Ou s'agit-il d'une tendance à la résignation frisant la haute trahison?

Le président Muhammadu Buhari a beau avoir l'air coupé des réalités, cela ne devrait pas empêcher de le mettre face à ses responsabilités en matière de sécurité. Les Nigériens ont envie de croire leur président lorsqu'il ordonne aux forces de sécurité de libérer toutes les personnes retenues captives dans le pays et de muscler le renseignement. Nous avons envie de croire qu'il ne s'agit pas d'un simple effet d'annonce. Ce ne serait pas la première fois.

Goodluck Jonathan [président du Nigeria de 2010 à 2015] s'est entendu dire, au plus fort de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord-Est, qu'il devrait s'ériger en chef de guerre. C'est la même chose pour le président Buhari.

↳ "Le progrès au Nigeria... je l'attends encore!" Sur le carton : vie politique. Sur les feuilles : sida, homicides, école, exode, tribalisme, conflits, Boko Haram, criminalité, mauvaise santé, mauvais dirigeants, enlèvements, Covid-19, liberté de la presse, charia, pauvreté. Dessin de Fatunla Tayo, Royaume-Uni.

À moins de ne pas être patriote, il doit montrer son engagement par des actes et des déclarations témoignant de son désir de venir à bout de ce climat d'insécurité.

Certains hauts dirigeants disent connaître les auteurs des violences qui dévastent le pays – et savoir où ils se trouvent et comment les capturer. Ont-ils seulement la volonté politique d'agir? Ne serait-ce pas le comble de la cruauté, de l'égoïsme et de l'insensibilité que de conceptualiser cette violence orchestrée dont sont victimes d'innocents Nigériens et de la maquiller politiquement? C'est injustifiable et c'est inacceptable.

Si le Nigeria mérite d'être sorti du borbier où il s'enfoncé, ses dirigeants doivent dire la vérité sur l'état d'insécurité du pays et révéler l'identité des auteurs de cette violence. Les Nigériens sont confrontés à une véritable menace, due à une bande d'agitateurs. Cette impunité généralisée et ce déferlement de violence sont sans précédent dans ce pays, et ils sont assimilables à une invasion de notre territoire et à une atteinte à son intégrité – c'est ce que doivent comprendre nos élites dirigeantes pour pouvoir s'y attaquer.

Les Nigériens doivent se soulever contre ces ennemis du progrès en exerçant leurs droits de citoyen. Toute stratégie qui vise à maintenir le gouvernement en place ou à faire obstacle aux élections ne peut être tolérée. Le reste du monde a les yeux braqués sur le Nigeria. Aucune nation ne peut accepter les conséquences de l'impasse politique qui guette le pays du fait de la passivité de sa classe dirigeante.

Il est temps pour les organisations de la société civile de s'unir et de contraindre les différents gouvernements, locaux et fédéraux, à réparer les dégâts qu'ils ont causés par leur inaction.

—L'équipe éditoriale  
Publié le 13 juin

## TANZANIE

# Les Masai victimes du tourisme roi

Derrière l'idyllique carte postale se cache une politique de dépossession : les Masai accusent les autorités de vouloir les expulser de leurs habitats pour transformer leurs terres en zones élargies de safaris, relate ce géographe.



—Africa Is a Country  
New York

Depuis l'année dernière, alors que des milliers de Masai risquent d'être expulsés, la réserve naturelle de Ngorongoro [l'aire de conservation du Ngorongoro est une zone protégée située dans le nord de la Tanzanie] fait l'actualité.

Cela fait plusieurs dizaines d'années que la présence des Masai à Ngorongoro préoccupe les autorités chargées de la protection de l'environnement, les ONG, les entreprises de tourisme et l'État tanzanien, qui leur reprochent de nuire à la beauté naturelle du Ngorongoro. Ce n'est certes pas la première fois que les habitants de Ngorongoro vivent sous la menace d'une relocalisation, mais le gouvernement tanzanien est cette fois apparemment déterminé à déloger des milliers de bergers masai au nom de la protection de l'environnement. Pour mieux comprendre pourquoi les Masai sont

perçus comme une menace pour le Ngorongoro, il faut se pencher sur l'histoire de la défense de l'environnement en Tanzanie, qui reste liée à la colonisation.

En déplaçant les Masai du Serengeti au Ngorongoro dans les années 1950 (où d'autres Masai vivaient déjà avant la création du parc national du Serengeti), l'administration coloniale britannique et les associations internationales de défense de l'environnement cherchaient à protéger le Serengeti des bergers. Ce faisant, ils avaient promis aux Masai qu'ils ne seraient jamais expulsés des hauts plateaux du Ngorongoro.

**Paternalisme.** À l'époque, l'administration coloniale et les écologistes occidentaux n'avaient apparemment pas compris à quel point la protection du Serengeti était absurde puisque les populations mises en cause avaient justement conduit à la création des célèbres plaines du Serengeti grâce

à leurs pratiques d'occupation des terres et de gestion de l'environnement. Pour les colonisateurs européens, le déplacement des Masai était non seulement une bonne chose pour la nature, mais aussi pour les populations expulsées elles-mêmes.

Aujourd'hui encore, les populations vivant autour des zones protégées de Tanzanie continuent d'être traitées de manière profondément paternaliste de la part de l'État, qui les perçoit comme des populations arriérées à qui il faut apporter modernisation et développement. L'État ressort son discours colonial de mission civilisatrice chaque fois que des Masai ou d'autres éleveurs sont délogés au nom de la "protection" et du "développement" en Tanzanie. Si cet héritage colonial persiste aujourd'hui, ce qui a changé depuis la fin du régime colonial, c'est le rôle primordial de l'industrie du tourisme dans la Tanzanie d'aujourd'hui. Au moment de la création de zones protégées en

Tanzanie, le tourisme était encore un secteur économique balbutiant et était mal intégré dans les circuits touristiques mondiaux. En outre, dans la Tanzanie socialiste de Nyerere [président de la République de 1964 à 1985], le rôle du tourisme avait fait l'objet de vifs débats et était profondément contesté, comme le montre l'ouvrage d'Issa Shivji publié en 1973 et intitulé *Tourism and Socialist Development* (malheureusement épuisé aujourd'hui).

Les Africains devaient-ils se prêter à ces "attitudes de soumission extrêmement humiliantes à base de 'memsahib' et de 'sir'" afin de "créer un climat hospitalier pour les touristes" en échange de devises étrangères? En d'autres termes, les promesses économiques du tourisme pouvaient-elles compenser le prix de l'"impérialisme culturel"? Ces questions étaient centrales il y a cinquante ans – des questions qui semblent presque totalement obsolètes aujourd'hui. Depuis la libéralisation de l'économie tanzanienne dans les années 1980, l'État travaille en étroite collaboration avec les ONG occidentales de protection de la nature, les donateurs et des entreprises touristiques privées afin de développer le secteur du tourisme en Tanzanie.

Aujourd'hui, le tourisme finance des projets environnementaux dans tout le pays et constitue une source de richesse et de pouvoir pour les élites politiques et économiques tanzaniennes. En 2017, près de 650 000 touristes se sont rendus dans le Ngorongoro pour un revenu d'environ 56 millions de dollars [53 millions d'euros] en droits d'entrée. Avant la pandémie, la contribution directe et indirecte du tourisme au PIB de la Tanzanie était de près de 11 %, et le secteur du tourisme

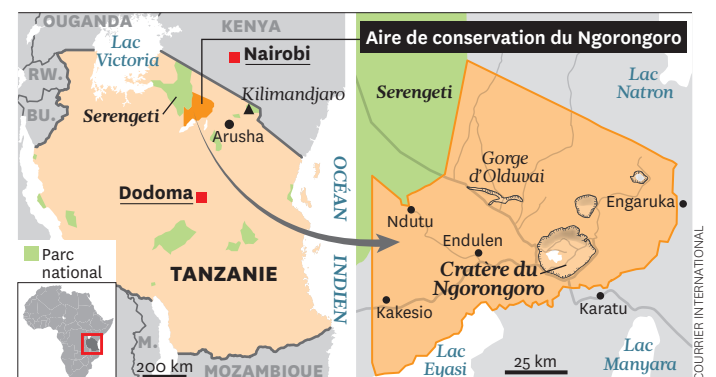
↙ – N'approchez pas de ces animaux!  
– Pourquoi personne ne nous demande notre avis?  
Dessin de Glez, Burkina Faso.

était la plus grande source de devises étrangères du pays. La protection des milieux naturels n'est donc plus tenable sans un secteur touristique international dynamique. Dans le même temps, le tourisme dépend presque entièrement de la sauvegarde des espèces phares de la Tanzanie – principalement ses éléphants et ses lions – dans certaines des réserves naturelles les plus célèbres du monde, comme le Serengeti et le Ngorongoro.

C'est cette collusion entre la protection du patrimoine naturel et le tourisme qui permet aux élites politiques et économiques tanzaniennes de justifier leur déplacement des populations rurales. Plus le secteur touristique tanzanien est prospère, plus l'État tente désespérément de protéger

**Le tourisme perpétue une économie politique colonialiste dans un monde postcolonial.**

sa vache à lait de tout risque potentiel. Le tourisme est ainsi devenu un piège. L'État ne peut s'en passer, tandis que certains de ses habitants en souffrent. En raison de ce rôle discutable du tourisme, l'État traite les populations rurales vivant autour des zones protégées comme des éléments de la biodiversité dont la contribution en tant que citoyens est principalement jugée en fonction de leur valeur pour le complexe touristique-environnemental. À travers les publicités et les brochures



touristiques, les Masai sont visuellement représentés et applaudis comme des protecteurs exotiques de la nature lorsqu'ils attirent davantage de touristes. En revanche, lorsqu'ils savent le potentiel touristique, ils ne sont pas épargnés par des campagnes médiatiques. En fin de compte, l'État et les autorités chargées de la gestion du patrimoine naturel considèrent comme saboteur économique tout groupe dont les pratiques d'utilisation des terres sont assimilées à un risque pour la manne du tourisme international.

À Ngorongoro, une fois que les gens ont été perçus comme une menace, un lent processus de marginalisation et de "dépossession insidieuse" a été mis en œuvre pour se saisir de leurs terres et déplacer les populations locales. Il ne faut pas négliger – ou, pis, refuser de voir – cette relation trouble entre l'État, la protection de l'environnement et le tourisme, ainsi que l'attitude condescendante à l'égard des populations rurales.

C'est un élément à prendre en compte lorsque nous discutons de la protection de l'environnement, lorsque nous sommes préoccupés par l'état de la faune et de la flore, ou lorsque nous envisageons notre prochain voyage dans les réserves naturelles de Tanzanie. En d'autres termes, nous ne devons pas oublier que "le tourisme perpétue une économie politique colonialiste dans un monde postcolonial". Les touristes qui se rendent en Tanzanie contribuent indirectement à renforcer ce statu quo et portent donc une certaine responsabilité.

Qu'ils soient d'accord ou non, les touristes étrangers qui visitent les zones protégées mondialement connues de Tanzanie sont complices de cette politique de gestion du patrimoine naturel. Que peut-on faire? Il faut soutenir les efforts de la société civile tanzanienne pour mettre fin aux expulsions. Les personnes soucieuses de l'environnement doivent reconsidérer leurs pratiques en matière

de dons et cesser de financer les organisations environnementales qui soutiennent – directement ou indirectement – le modèle rigide de protection du patrimoine naturel en Tanzanie et ailleurs.

**Boycotter.** Les touristes qui envisagent de se rendre en Tanzanie peuvent également faire leur part en exigeant des opérateurs touristiques qu'ils présentent la Tanzanie comme un pays peuplé d'êtres humains et d'animaux sauvages, et non comme un zoo non clôturé où seraient occultées les expulsions. Les touristes peuvent également envisager de boycotter les zones protégées dont le fonctionnement et la conservation sont liés à la dépossession des personnes vivant dans ces zones ou à proximité.

—Jevgeniy Bluwstein\*  
Publié le 4 mai

\* Jevgeniy Bluwstein est géographe à l'université de Fribourg, en Suisse, spécialisé en écologie politique.

## Le refus de l'exil

●●● "Leur patrie a été transformée en un parc de chasse pour les riches", explique le **Mail & Guardian**, qui revient sur le mouvement d'expulsion dont est l'objet la population masai en Tanzanie. Les autorités du pays ont en effet le projet d'expulser des "milliers d'éleveurs de leurs terres ancestrales" pour laisser la place "à la chasse aux trophées et au tourisme de safari", rapporte le quotidien sud-africain. Plus précisément, le gouvernement entend créer une zone de 1 500 km<sup>2</sup> où seront interdits pâturages et installations

humaines. Cette terre contestée est pourtant le seul refuge permettant le pâturage pendant la saison sèche, un lieu où les 75 000 Masai peuvent perpétuer leur mode de vie et préserver leur identité culturelle. Les Masai ont riposté par divers mouvements de protestation, et des affrontements violents les ont opposés aux forces de l'ordre. Ils ont en outre interpellé directement les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite et l'Allemagne, entre autres, en tant que principaux pays partenaires du développement de la Tanzanie.

**Plongez au coeur de la gastronomie ukrainienne à travers 100 recettes et souvenirs de la cheffe Olia Hercules !**

The advertisement features a central image of the book 'Summer Kitchens' by Olia Hercules. The book cover is white with a yellow and green floral border and a central illustration of a yellow house with a red roof. Surrounding the book are several small, framed photographs showing various scenes: a woman in a white dress in a field, a woman in a white dress in a kitchen, a woman in a white dress in a field, a woman in a white dress in a kitchen, a woman in a white dress in a field, and a woman in a white dress in a kitchen. The background is a light yellow color with a decorative border of green leaves and yellow lemons. At the bottom right, the 'hachette CUISINE' logo is visible.



# Israël. Une nouvelle course aux législatives

Après la dissolution du Parlement israélien, Benjamin Nétanyahou et Yaïr Lapid sont à nouveau en concurrence aux législatives anticipées de novembre. Mais à force de diaboliser le camp adverse, "Bibi" risque de se saborder.

—The Times of Israel  
(extraits) Jérusalem

La fin de la coalition Bennett-Lapid – entérinée [le 30 juin] par un vote de la Knesset qui a fixé au 1<sup>er</sup> novembre la date de nos prochaines élections, les cinquièmes depuis avril 2019 – était tout sauf un tremblement de terre. Il s'agit plutôt de l'aboutissement d'un processus implacable qui a conduit une alliance ambitieuse de personnes plutôt bien intentionnées mais trop disparates à être progressivement écrasée.

Quelques-uns de ses membres, issus des différentes couleurs de la coalition [Bennett-Lapid], se sont gardés de témoigner leur reconnaissance ou leur soutien à l'égard de l'alliance si improbable forgée par les dirigeants de leurs partis respectifs – une entente particulièrement hétéroclite, conçue dans un même élan d'hostilité envers Benjamin Nétanyahou, et dont les membres ont été obligés de laisser leurs divergences idéologiques de côté pour gouverner par consensus.

Quelques autres, membres de la liste Yamina, [du Premier ministre] Naftali Bennett, ont jugé qu'ils ne pouvaient pas vivre avec ces compromis idéologiques imposés.

Comme lors des quatre derniers matches électoraux, Nétanyahou, 72 ans, toujours aussi indomptable et fougueux, se retrouve dans un coin [du ring], cinglant et méprisant à l'égard de tous ceux qui osent le défier. En revanche, il a cette fois face à lui le titulaire du poste – et le Premier

ministre par intérim, Yaïr Lapid (ancien boxeur amateur), a précisément quatre mois [jusqu'aux législatives de novembre] pour convaincre les électeurs de le laisser le conserver.

Comme s'il n'était déjà pas assez épineux de battre un Nétanyahou blanchi sous le harnais, vif et impitoyable, au jeu de la campagne électorale, Lapid se retrouve désormais avec un autre défi à relever : celui de la composition démographique d'Israël.

Les communautés ultraorthodoxes et nationaliste orthodoxes du pays – les principales alliées de Nétanyahou – grandissent depuis longtemps plus vite que celle des laïcs. Cette mutation

**Nétanyahou n'a laissé aucun doute sur le fait qu'il conduira une campagne clivante.**

inexorable des forces électorales a été accentuée par deux décennies de droitisation du centre du champ politique, dans un pays traumatisé par les violences de la seconde Intifada et convaincu par le Hamas et le Hezbollah que la renonciation à certains territoires n'était pas un gage de paix.

La progression graduelle de l'électorat arabe en Israël compense en partie ce glissement démographique. En accusant le parti [arabe] Raam, de Mansour Abbas, de soutenir le terrorisme



– une accusation réitérée devant la Knesset [le 30 juin], et qu'il portera sans doute à nouveau dans les mois à venir –, Nétanyahou cherche à la fois à mobiliser son électorat et à détourner les électeurs arabes des urnes. De fait, un faible taux de participation de la communauté arabe le jour J renforcerait significativement les chances de retour de Nétanyahou.

Jusqu'à la toute fin, tous les dirigeants qui avaient joint leurs forces pour le défaire l'année dernière ont refusé de s'associer avec lui et de lui donner une majorité à la Knesset aujourd'hui dissoute.

Avigdor Lieberman, Benny Gantz et surtout Gideon Saar [les leaders des différentes formations politiques de la coalition] auraient préféré empêcher ce nouveau rendez-vous électoral. Bennett, pour sa part, s'est mis en retrait. Tous auraient pu conserver leur fauteuil quelques années de plus sous la férule de Nétanyahou. Mais tous ont tenu bon – les anciens partenaires sont visiblement fâchés de manière irrévocable.

Dans une première passe d'armes, le discours caustique d'un Nétanyahou sûr de lui à la Knesset [le 30 juin] n'a laissé aucun doute sur le fait qu'il conduira une campagne clivante

– défendant un camp patriotique fier et pugnace contre les supposés grinçants de la gauche et leurs supposés alliés terroristes arabes.

Maintenant que l'heure de l'élection a sonné, il n'est plus temps de courtoiser d'anciens alliés devenus des adversaires.

En attirant Bennett à ses côtés, Lapid était parvenu à trouver le soutien nécessaire pour évincer Nétanyahou en mars 2021 – et devancer la majorité confortable de la droite à la Knesset avec une courte majorité anti-Nétanyahou. Mais ces partenariats n'ont pas tenu la distance. Préférant visiblement se positionner au-dessus de la mêlée, jouant la carte de la discrétion, Yaïr Lapid, affable, calme et manifestement doué pour les alliances, va donc une nouvelle fois devoir reprendre l'avantage sur Nétanyahou.

Peut-être juge-t-il que la stratégie de la terre brûlée adoptée par son adversaire – tandis qu'il espère bien profiter des quatre mois qui viennent [jusqu'aux législatives] pour prouver sa constance et sa compétence – fera le travail à sa place et qu'une partie suffisante de l'électorat prendra ses distances avec Nétanyahou, comme l'ont fait Bennett, Saar, Gantz et Lieberman. Peut-être juge-t-il Nétanyahou capable de se saborder.

—David Horowitz  
Publié le 30 juin

↳ "Nétanyahou détrôné".  
Dessin de Niels Bo Bojesen  
paru dans Jyllands-Posten,  
Danemark.

## Chronologie

### UNE CHUTE ANNONCÉE

**13 juin 2021** — Le gouvernement Naftali Bennett-Yaïr Lapid obtient la confiance du Parlement, mettant fin à douze ans de pouvoir de Benjamin Nétanyahou.

**6 avril 2022** — La députée Idit Silman (parti Yamina) retire son soutien à la coalition gouvernementale, qui perd sa majorité à la Knesset.

**16 mai** — La députée de gauche Ghaida Rinawie Zoabi annonce qu'elle quitte la coalition gouvernementale, avant de faire machine arrière.

**6 juin** — Une majorité de députés se prononce contre la prorogation d'une loi en vigueur depuis 1967, fragilisant encore plus le gouvernement.

**13 juin** — Le député Nir Orbach (parti Yamina) menace de ne plus soutenir le gouvernement.

**20 juin** — Bennett et Lapid annoncent qu'ils vont présenter un projet de loi pour dissoudre le Parlement.

**30 juin** — Les députés approuvent la dissolution du Parlement et l'organisation d'élections législatives anticipées.

**1<sup>er</sup> juillet** — Lapid devient Premier ministre par intérim, conformément à un accord avec Bennett.

**1<sup>er</sup> novembre** — Élections législatives, les cinquièmes depuis avril 2019.

ALLIANCE

# Contre l'Iran, un Otan moyen-oriental?

Une coalition militaire anti-Téhéran, similaire à l'Alliance atlantique, serait en gestation à l'approche de la visite du président américain dans la région, selon ce journal iranien.



—Iran Emrooz

Après son déplacement aux Émirats arabes unis [le 23 juin], le roi Abdallah de Jordanie a déclaré à la chaîne américaine CNBC que son pays allait soutenir la formation d'une alliance militaire, similaire à celle de l'Otan, entre les pays alliés au Moyen-Orient. Le dirigeant jordanien a affirmé qu'il serait

“l'un des premiers à soutenir le lancement d'un Otan au Moyen-Orient”, soulignant la nécessité qu'une telle alliance soit dotée d'une “mission très très claire” pour éviter des “confusions”.

Il a également indiqué que les États alliés dans la région travaillaient ensemble depuis quelque temps pour relever les défis provoqués par la guerre en Ukraine, affirmant : “Nous allons nous

réunir pour voir comment nous pouvons nous entraider.”

Les propos du roi jordanien interviennent alors que la région connaît une activité diplomatique intense [à quelques semaines de la visite en Arabie saoudite du président américain Joe Biden, prévue mi-juillet], dans le but de former une alliance [militaire]. Le ministre de la Défense israélien, Benny Gantz, a fait état d'efforts avec des “partenaires régionaux” pour former une coalition militaire [dans la région] chapeautée par les États-Unis.

Inutile de rappeler qu'un tel projet n'est pas pour contrer Israël ou libérer des territoires palestiniens occupés. Au contraire, l'Otan régionale serait essentiellement centrée sur l'État hébreu. Il s'agit d'un stade avancé du pacte abrahamique que Trump avait entrepris en normalisant, et parfois révélant, les relations entre Tel-Aviv et plusieurs pays arabes et musulmans.

Former un Otan au Moyen-Orient entre les pays arabes, Israël et les États-Unis afin d'affronter l'Iran et l'axe de “résistance” qu'elle chapeaute dans la région, voilà l'objectif. Ces deux dernières années, Bahreïn et les Émirats arabes unis ont normalisé leurs liens avec Israël, et des liens secrets entre l'État hébreu et l'Arabie saoudite ont été rendus publics.

Toutefois, et de manière inattendue, les relations de Tel-Aviv

## L'ancienne idée d'un Otan arabe a été élargie à un Otan moyen-oriental incluant Israël.

avec Abou Dhabi se sont développées à grande vitesse, tandis que les liens avec l'Égypte et la Jordanie [avec lesquels l'État hébreu a respectivement conclu des accords de paix en 1979 et 1994] n'ont jamais atteint un tel niveau depuis des décennies.

Après les accords de Camp David [en 1979], l'Égypte s'était toujours considérée comme la porte d'entrée d'Israël dans le monde arabe. Le Caire bénéficiait ainsi d'une position de premier plan dans les politiques régionales et les échanges avec les États-Unis et l'Occident. Mais en raison de sa situation fragile sur le plan politique et économique et de sa dépendance à l'aide financière des pays du Golfe, Le Caire s'est trouvé contraint de suivre le rythme de ces développements et de renforcer ses liens avec Tel-Aviv et Abou Dhabi.

Une alliance à l'instar de l'Otan au Moyen-Orient est une version améliorée de l'ancienne idée d'un Otan arabe, née au Caire et mise en avant en 1988 par l'ancien ministre de la Défense Mohamed Hussein Tantawi, et évoquée de nouveau lors d'une visite en Jordanie, en

↳ Dessin de Mayk paru dans Sydsvenskan, Malmö.

février 2015, du président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi.

L'idée a refait surface pendant la présidence de Donald Trump avant sa visite à Riyad, en mai 2017. Et au cours des deux dernières années, à la faveur d'un réchauffement sans précédent des relations israélo-arabes, le projet a été élargi à un Otan moyen-oriental incluant Israël. Le déplacement de Joe Biden dans la région pourrait contribuer à faire avancer ce projet.

Cependant, la mise en place d'une telle alliance et sa raison d'être nécessitent l'entretien des tensions continues dans la région avec l'Iran, même si l'accord sur le nucléaire iranien est relancé.

—Saber Golanbari  
Publié le 25 juin

SOURCE



IRAN EMROOZ

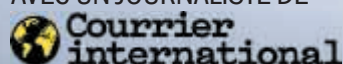
[iran-emrooz.net](http://iran-emrooz.net)

Fondé en 1998, le site Iran Emrooz (“Iran d'aujourd'hui” en persan) publie analyses de militants iraniens en exil et contributions d'intellectuels et de personnalités proches de la mouvance nationaliste. Il affirme défendre “les droits de l'homme, la démocratie, le républicanisme et la séparation entre la religion et l'État”.



# Le 6/9 du week-end

RETROUVEZ  
TOUS LES SAMEDIS À 6H46  
L'ACTU DE LA SEMAINE  
AVEC UN JOURNALISTE DE



JUILLET **HELÈNE FILLY**  
AOÛT **CHRISTÈLE REBIÈRE**

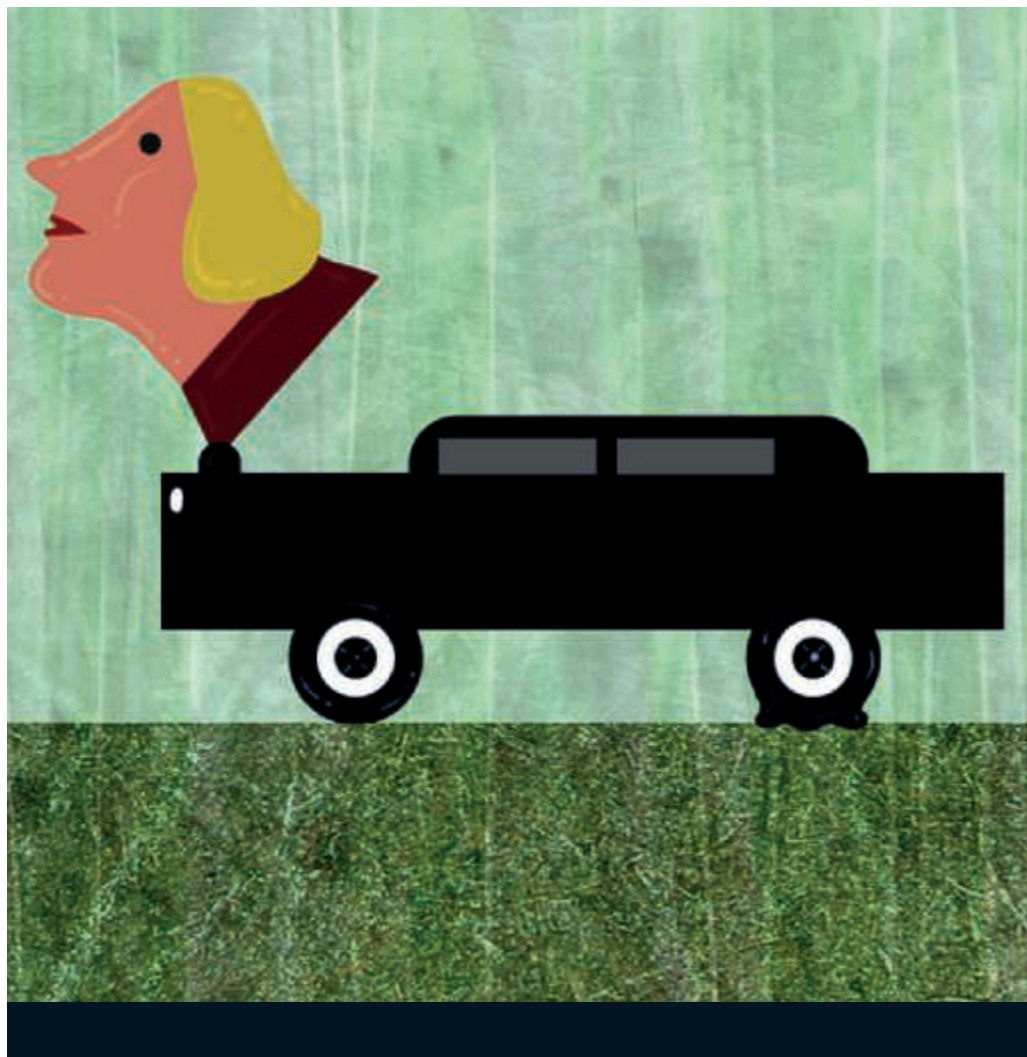




asie

## Pakistan. Le minibus, c'était la vraie vie

À Karachi, des services de bus à la demande sont suspendus en raison de l'augmentation importante du prix de l'essence. Conséquence : les femmes de la classe moyenne ont perdu un moyen de transport sûr et émancipateur.



— Dawn Karachi, Lahore, Islamabad

Récemment encore, Zahra Zulfiqar, 21 ans, jonglait entre la maison, le travail et les études, telle une super-héroïne. Elle aidait sa mère à tenir la maison, rendait tous ses devoirs à temps et se dirigeait tranquillement vers son rêve d'ouvrir un jour une agence de médias.

Sa progression dans la vie, difficile mais régulière, s'est cependant arrêtée brutalement, comme si elle avait été sabotée, quand le gouvernement a annoncé une augmentation – une

de plus – du prix des produits pétroliers. Zahra Zulfiqar veut atteindre son but le plus tôt possible. Malheureusement, il faut du carburant pour cela, et celui-ci est désormais hors de portée des gens ordinaires.

Zahra Zulfiqar fait partie des millions de Pakistanais qui sont affectés par la montée en flèche des prix du pétrole. Elle est également l'une des dizaines de milliers de femmes qui sont dans une situation financière critique parce qu'il leur est plus difficile et plus cher de se déplacer.

Le lendemain du jour où le gouvernement a lâché sa deuxième

“bombe pétrolière” – encore une augmentation de 30 roupies en une semaine –, le service de bus à la demande Swvl a décidé de suspendre son activité à Karachi, à Lahore, à Islamabad et à Faisalabad, compte tenu de la “crise économique mondiale”.

Cette décision, qui peut sembler normale pour une start-up comme Swvl, a été un choc pour les femmes de Karachi : beaucoup d'entre elles faisaient appel à ce service pour effectuer leurs trajets quotidiens. Zahra Zulfiqar est l'une de ces femmes qui prenaient les bus roses pour circuler entre travail, maison et université.

“Depuis que j'ai commencé à circuler toute seule, je démarre ma journée à 7 heures, confie-t-elle. Le soir, avant d'aller me coucher, je réservais un bus Swvl pour 7 h 46 afin d'arriver à temps à mon cours de 8 h 30. Le bus arrivait dans la rue d'à côté. Il me suffisait donc de prendre le pont pour piétons pour le retrouver, cela me prenait cinq minutes.” Le trajet lui coûtait entre 130 et 145 roupies. “Après la fin des cours, à 15 heures, je trouvais facilement un Swvl à l'arrêt de bus de la fac ou à la porte du Jubilé d'argent, et j'arrivais à l'heure au bureau. Parfois même avant l'heure à laquelle je devais commencer.”

**En toute sécurité.** Zahra Zulfiqar dépensait en moyenne 400 roupies pour ses trajets quotidiens jusqu'à la semaine dernière. Et elle avait en plus l'avantage de circuler dans des bus climatisés, sans se faire harceler et en toute sécurité.

Laxmi, 40 ans, une employée de maison qui travaille depuis près de dix ans [dans le quartier moderne de] Defence, dit quelque chose de très similaire. Sa vie est devenue plus facile quand la fille de son employeur lui a parlé de ce service de bus. “Elle a téléchargé l'application sur mon téléphone et j'ai commencé à utiliser le service. Tout ce que j'avais à faire, c'était choisir une heure, entrer les destinations et les bus étaient là, raconte-t-elle. En plus, l'arrêt est littéralement à deux minutes de la maison, donc c'en était fini des longues marches et des heures d'attente.”

Maintenant que Swvl a mis fin à son activité, Laxmi songe à quitter son emploi et à en chercher un autre plus près de chez elle. Pour quelle raison ? À cause de la longueur du trajet et du prix de l'essence. Elle explique : “Je ne peux pas me permettre de prendre un Uber ou un Careem tous les jours. Cela me coûterait plus de la moitié de mon salaire.” Quant aux transports publics, Laxmi en frémit : “Je ne vais pas mettre ma sécurité en jeu pour quelques roupies.”

Selon une étude réalisée par Shehri, une ONG qui étudie les problèmes d'urbanisme de Karachi, les femmes dépendent davantage des transports publics que les hommes et sont 30 % plus susceptibles d'utiliser bus et taxis collectifs. “C'est en partie parce

que les autres possibilités, c'est-à-dire la moto et le vélo, qui sont des moyens de transport courants pour les hommes, sont taboues pour les femmes”, précise l'étude.

Depuis des décennies, les transports publics de la ville souffrent du désinvestissement et de l'absence d'entretien. “On peut commencer par le problème le plus basique. Les minibus, qui sont l'un des moyens de transport les plus utilisés, ne fournissent que quinze sièges dont peuvent bénéficier les femmes par véhicule, explique Farhan Anwar, un urbaniste, également professeur à l'université Habib. Karachi est une ville de 20 millions d'habitants dans laquelle les transports publics sont inexistantes.”

Les arrêts de bus se trouvent à des distances considérables les uns des autres et demandent de longues marches aux usagers. Ils ne sont pas sûrs, en particulier pour les femmes, dont ils ne satisfont en outre pas les besoins de base en matière d'intimité, d'espace et de protection contre le harcèlement.

**“Je ne vais pas mettre ma sécurité en jeu dans les transports pour quelques roupies.”**

Laxmi, EMPLOYÉE DE MAISON

Selon la Banque asiatique de développement, près de 40 % des femmes évitent de circuler une fois la nuit tombée au Pakistan, ce qui limite gravement leurs possibilités de poursuivre des études ou d'avoir une vie sociale.

D'après une étude réalisée par la Fondation Aurat – une ONG qui lutte contre les violences faites aux femmes –, sur les 85 % de femmes qui doivent se déplacer pour gagner leur lieu de travail ou d'étude, 15 % finissent par rester chez elles en raison du harcèlement.

Si les utilisatrices de Swvl trouvent ce service si fiable, c'est pour deux raisons : la sécurité et le coût. Hurmat Majid enseigne à l'université NED d'ingénierie et de technologie. Ses frais de transport quotidiens sont passés de 1600 à 400 roupies quand elle a commencé à faire appel à Swvl – soit quatre fois moins qu'avec les autres possibilités, en particulier Careem.

✓ Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.

↳ Dessin de Martirena, Cuba.

THAÏLANDE

# Du rififi dans la loterie

Afin que les Thaïlandais paient enfin leurs tickets au prix officiel, la loterie nationale lance le jeu sur smartphone et se débarrasse petit à petit des intermédiaires.

—Bangkok Post (extraits)  
Bangkok

Devant un centre commercial de Bangkok, une femme d'une cinquantaine d'années scrute le stand de loterie. Le tirage approche. Elle fait une prière et choisit trois tickets à 100 bahts [3 euros], chacun parmi la multitude qui s'offre à elle. "J'espère que vous allez toucher le gros lot", s'enthousiasme Sudta Tamnudee, la vendeuse. C'est sa première cliente du jour.

Cela fait maintenant deux mois que Sudta Tamnudee vend des tickets pour arrondir ses fins de mois. Née à Ubon Ratchathani [dans l'est du pays], elle s'est installée à Bangkok il y a plusieurs dizaines d'années. Elle est aide-soignante à domicile, mais elle a perdu une partie de ses revenus en raison du décès de l'un de ses patients âgés.

Ses ventes de tickets de loto sont en berne depuis que le gouvernement a ouvert un service de loterie en ligne au début du mois pour lutter contre la surtarification des tickets. Depuis le lancement de l'application, près de 5 millions de tickets numériques ont été vendus, à 1,2 million de Thaïlandais. Ce qui n'empêche pas certains passionnés de continuer à acheter leurs tickets chez Sudta Tamnudee, malgré un tarif plus élevé. "Ils veulent peut-être avoir une version papier ou alors ils n'ont pas de smartphone", suppose-t-elle.

Même si le gouvernement refuse de l'admettre, le coup porté aux marchands de tickets est rude. Certains s'attendent même à voir disparaître leur métier. La création du service de loterie en ligne ne résoudra sans doute pas tout

de suite la question des prix abusifs, mais il fragilise les revendeurs en introduisant la vente directe.

L'échoppe de Thongmuan Kanpakdee est décorée de talismans et de yantras [dessins tantriques] censés attirer la bonne fortune. "Ils me redonnent le moral", explique la vendeuse. Son activité s'est réduite de moitié depuis que des tickets sont disponibles en ligne à moindre coût. Elle s'attend à traverser "une très mauvaise passe" une fois

que les Thaïlandais se seront familiarisés avec l'application. "Je ne peux pas baisser mes prix car mon revendeur me fac-

ture les tickets plus de 90 bahts [2,5 euros]. Et ce n'est que le début : le gouvernement va éditer de nouveaux tickets numériques et les marchands comme moi vont disparaître petit à petit", confie-t-elle d'un ton résigné. "Je suis trop vieille pour me reconverter, alors je retournerai vivre chez mes parents, dans ma ville natale."

Au départ, les affaires marchaient à merveille, se souvient Thongmuan Kanpakdee. "La chance du débutant, sans doute." Alors elle a demandé à recevoir un lot de 500 tickets, mais elle n'a jamais obtenu de réponse. Si ces marchands avaient la possibilité d'acheter les tickets à prix coûtant, soit 70,40 bahts [1,90 euro], sans passer par un revendeur, ils pourraient les revendre au tarif légal de 80 bahts [environ 2 euros]. "En fait, on dégagerait même une plus grosse marge, et les ventes seraient meilleures", conclut la vendeuse.

**Loteries imaginaires.** Mais ceux qui reçoivent ces lots de tickets les vendent à des intermédiaires, qui les revendent ensuite aux joueurs à un tarif plus élevé. C'est de là que vient la surtarification, analyse Thanakorn Komrit, secrétaire général de la Fondation de lutte contre les jeux d'argent. "Le marché est totalement hors de contrôle, car l'Office national de la loterie (GLO) ignore combien de revendeurs non déclarés achètent leurs tickets au marché de gros."

Le GLO a établi une feuille de route pour résoudre ce problème. Laquelle consiste à augmenter d'abord progressivement le nombre de vendeurs officiels pour permettre aux Thaïlandais qui ne possèdent pas de smartphone d'acheter des tickets à 80 bahts; puis à permettre aux petits distributeurs de se

procurer leurs tickets à l'avance via une application mobile; et enfin à lancer son service de loterie en ligne. Ce passage au numérique pourrait avoir d'autres effets.

"Le développement de la loterie en ligne va aggraver les problèmes liés aux jeux d'argent", avertit

Pratuangwut Limrossukon, président de l'Association thaïlandaise des vendeurs de tickets de loterie. Il redoute notamment la généralisation des *huay tip* ("loteries imaginaires"), des tickets numériques vendus en ligne sur des plateformes non officielles. Il s'agit en fait de copies de véritables tickets vendues à de multiples clients. "Ce n'est pas la création de la loterie numérique mais ce sont les *huay tip* qui mettent à mal nos ventes, explique-t-il. Pendant que les gros revendeurs récompensent les vainqueurs, les petits, eux, disparaissent. Et ces pratiques ont une mauvaise influence sur les jeunes. Mais les gens veulent quand même tenter leur chance, c'est dans leurs gènes."

Les détracteurs des jeux d'argent et certaines instances officielles militent aussi pour une inter-

## 700 000 enfants et jeunes de moins de 20 ans auraient acheté des tickets de loterie l'an dernier.

diction de la vente aux mineurs. D'après les estimations du Centre d'étude des jeux d'argent du département d'économie de l'université de Chulalongkorn [à Bangkok], 700 000 enfants et jeunes de moins de 20 ans auraient acheté des tickets l'an dernier.

"Les gens continueront à acheter des tickets, peu importe le format et le prix", assure Kanjarat Deenonpo, une autre marchande. "Ça nous donne de l'espoir. Même les vendeurs comme moi tentent leur chance. On ne sait jamais, tout peut arriver!" Elle sort une photo de la boutique de son frère. Un jour, l'un de ses clients y a acheté trois tickets et a touché le gros lot : 18 millions de bahts [500 000 euros]. "J'aurais bien voulu être à sa place."

Sudta Tamnudee, elle, ne mise jamais d'argent, car elle ne s'estime pas très chanceuse. Ce qui ne l'empêche pas de rêver au jackpot. "Si j'étais riche, je pourrais rembourser mes dettes, mais j'ai trop peur d'acheter des tickets. Je ne peux pas me permettre de perdre de l'argent. Mais si je connaissais les numéros gagnants, je ne me priverais pas."

"Et vous? propose-t-elle. Vous voulez tenter votre chance?"

—Thana Boonlert  
Publié le 14 juin



### Indépendance.

Pour Laxmi, la première raison d'utiliser Swvl, c'est la sécurité. "Je travaille depuis plus de dix ans et je me suis fait peloter par des hommes des centaines de fois dans les minibus." Ses horaires de travail ne sont pas conventionnels. "Parfois, je suis de retour à la maison à 17 heures, parfois je travaille jusqu'à 22 heures. Et il n'y a personne chez moi qui puisse venir me chercher ou me déposer. Je dois tout faire toute seule."

Les femmes de la classe ouvrière ne peuvent accéder à la ville de Karachi que par les transports publics. D'après une étude réalisée en 2015 par l'Association pour le développement du Pakistan, le manque de transports sûrs est l'une des raisons pour lesquelles les femmes sont sous-représentées dans la population active. "Le travail apporte une indépendance financière à beaucoup de femmes. De plus, les transports publics sont le moyen de locomotion le moins cher en ville, ce qui leur permet d'économiser de l'argent", précise le document.

Quand les femmes ne peuvent plus se déplacer facilement et librement dans la ville, elles ne sont pas les seules à en souffrir : l'économie en pâtit aussi, de même que leur place dans la production de richesse et leur participation à la sphère publique.

—Muzhira Amin  
Publié le 9 juin



europa

## Russie.

# Les “salauds” et les “traîtres” devront tôt ou tard revivre ensemble



FOCUS

Dans un texte très personnel, cette chroniqueuse de la presse russe, qui est restée au pays, envisage dans un avenir proche la fin de la guerre en Ukraine et le retour des citoyens russes qui se sont exilés. Alors que la violence est à son paroxysme entre les “rustres” et les “éclairés”, elle plaide pour la réconciliation.

—Gazeta.ru (extraits) Moscou

**A** la fin de février, des centaines de personnes m'écrivaient quasi quotidiennement pour me traiter de racaille, d'ordure, de salope. Pour me promettre une attaque de drone sur mon village. Me menacer de me casser la figure, me photographier et montrer à ma fille à quel point sa mère est pitoyable et méprisante. Et pourquoi ? Parce que je suis restée en Russie, que je ne me suis pas empressée de renier ma nationalité, ma culture et mon histoire.

On m'a promis un procès à La Haye et la potence pour avoir écrit que, malgré ce que j'ai pu penser des autorités russes par le passé, je ne souhaiterais jamais la mort de nos soldats. Par la suite, le protagoniste d'une de mes enquêtes journalistiques, pourtant sans rapport ni avec l'Ukraine ni avec l'armée, a tenté de me faire inscrire sur la liste

des cibles de sanctions. On m'a adressé des lettres ouvertes, que j'ai refusé de signer, et on m'a encore une fois promis la potence.

Et quelques autres bricoles encore : que nos compatriotes en exil allaient revenir et nous juger, qu'on allait moisir au goulag, si on ne mourait pas de faim avant. Nos chers concitoyens qui ont retiré leurs économies au taux de 150 roubles [il est aujourd'hui à 52 roubles] pour 1 dollar et ont fui sans se retourner vers Tbilissi, Erevan et Istanbul nous ont traités de rustres, certains que bientôt en Russie le bouillier remplacerait l'ordinateur, qu'on roulerait en Lada Jigouli après plusieurs années sur liste d'attente.

Dispersés aux quatre coins du monde, nos concitoyens ont milité pour le boycott de Dostoïevski, désavouant leurs distinctions nationales et faisant des dons à l'armée ukrainienne, vivant comme si la Russie n'existait déjà plus ou que sa fin était

imminente. Les Russes de l'intérieur n'ont pas été en reste. Ils ont demandé que les exilés soient privés de leur nationalité. Que leurs maisons soient confisquées. “Ne les laissez pas revenir !”, “Licenciez les troupes de théâtre !”, “Qu'ils soient maudits !”

### Les Russes se parlaient entre eux comme s'ils n'allaient jamais se revoir.

Un mois plus tard, les deux camps ont baissé d'un ton, le doute s'est installé. Encore un mois et, des deux côtés, la crise de nerfs a pris le dessus. Au troisième mois, les “salauds” d'ici se sont un peu détendus, parce que finalement rien ne s'était effondré, et les Russes “éclairés” de là-bas ont craqué en constatant avec horreur les pertes subies.

La plupart des Russes, toutes tendances politiques confondues, se sont comportés en février et en

mars comme si la Russie, du moins sous sa forme actuelle, n'existerait plus en avril. Chacun bâtissait ses plans, son attitude, sa stratégie d'interaction avec l'autre et avec le pouvoir, partant de l'idée que tout était en train de s'écrouler. Mais certains ont choisi de fuir, et les autres de rester dans leur patrie, héroïquement ou pas. Certains ont retiré leurs enfants de l'école à la veille des examens, changé toutes leurs économies contre des devises sur le marché noir et sont partis à Petaouchnok. Certains pensaient que la Russie était finie et qu'il fallait sauver sa peau. D'autres pensaient eux aussi que la fin était proche, mais, sages, épris de liberté et justes, comptaient revenir dans un mois pour fêter cette mort annoncée.

Ils ont pris un aller simple pour Dieu sait où. Ont loué pendant un mois ou deux un appartement en banlieue de Tbilissi ou d'Istanbul. Pour finir en mai dans une colocation ou une auberge

de jeunesse, se nourrissant de la gloire de la libre-pensée.

Ceux qui sont restés ont eu un comportement tout aussi bizarre. Comme si le rideau allait se baisser d'un instant à l'autre et qu'ils allaient rester dans notre héroïque entre-soi pour toujours. Ils ont rompu leurs contrats avec leurs partenaires européens, coupé les ponts avec leurs proches exilés ; certains ont même brûlé publiquement leur passeport pour l'étranger et découpé leurs cartes bancaires.

Franchement, entre février et avril, une bonne partie des Russes ont vécu dans un état de fureur sans précédent. Ils se parlaient entre eux comme s'ils n'allaient plus jamais se revoir. Personne n'imaginait que, fin mai, l'euro s'évaluerait à 60 roubles, que le prix des auto-culseurs et des télé serait divisé par deux et que les matériaux de construction seraient moins chers qu'en janvier.



← Dessin d'Otto paru dans Der Freitag, Berlin.

J'ai été parmi ceux qui ont justement donné le conseil suivant : chers concitoyens, prévoyez un plan B au cas où rien ne s'écroulerait. Ce genre d'appels était alors pratiquement inaudible dans la frange politisée de la société. Personne ne prenait le temps de se demander : que vont devenir ceux qui se sont réfugiés à Erevan et à Tbilissi, ils ne peuvent pas y rester éternellement, il leur faut bien un moyen de subsistance ? Et ceux qui sont carrément partis en Israël sans réfléchir, laissant ici leur travail, leur famille, leur avenir ? Ils ne prévoyaient pas de s'exiler pour des années.

Tchoulpan Khamatova [célèbre comédienne engagée dans la société civile], par exemple. Comptait-elle vraiment passer le restant de ses jours en Lettonie ? Ou ce cadre d'une entreprise de la tech qui s'est envolé un 25 février pour Istanbul et se morfond depuis sur le balcon d'une auberge de jeunesse. Ou encore ce couple de bobos, elle écrivain, lui musicien, qui ont pris un vol pour Paris avec leurs nombreux enfants sans y avoir ni logement ni titre de séjour.

**Une seule Russie.** Que vont-ils devenir ? Comment allons-nous cohabiter avec eux ? Comment ceux qui appelaient à nous éradiquer vont revenir vivre aux côtés de ceux qui demandaient qu'on les prive de leur nationalité ? Ils reviendront, c'est un fait. La plupart n'ont nulle part ailleurs où aller, et on ne peut pas les laisser à la porte, ce sont des citoyens russes. Boris Grebenchtchikov [vétérain du rock soviétique, leader du groupe Aquarium], qui a collecté 12 millions de dollars pour l'Ukraine, et une vieille militante nationaliste du Mouvement de libération nationale ont les mêmes passeports. Il ne leur restera qu'à se tourner le dos, mais nous allons devoir trouver de nouvelles règles de vie commune.

Avant, nous étions une nation composée de "rustres" et de "gens éclairés", comme se qualifiaient les

deux camps. Complicé mais pas insurmontable. Maintenant, ça se joue entre "salauds" et "traîtres". Pour ceux qui sont partis, nous sommes des salauds ; pour ceux qui sont restés, les exilés sont des traîtres, en particulier ceux qui ont appelé de l'étranger à nous bombarder et à nous affamer. Mais il n'y a qu'une seule Russie pour nous tous. Et, pour beaucoup, ce constat est bien plus amer que le fait que la Russie ait résisté à ces trois mois et qu'elle soit restée intacte. Ceux qui ont sabordé leur vie et celle de leurs enfants rentrent petit à petit. Aucun d'entre nous n'a le pouvoir ni le droit de s'y opposer.

### Les exilés reviendront, c'est un fait. La plupart n'ont nulle part ailleurs où aller.

Tout ce que nous pouvons faire, c'est agir en accord avec nos valeurs de civisme et de bienveillance. Oui, notre pays va accueillir des gens qui ont écrit que nous étions du bétail et que nous méritions d'être réduits en miettes. Oui, nous ne pouvons rien à part hausser les épaules ou éviter de leur tendre la main. Non, nous ne devons pas verser dans l'hystérie ni appeler à la répression, nous devons être intérieurement prêts à l'idée que ces personnes apparaîtront à nouveau à la télévision, donneront des concerts, organiseront des fêtes et des événements, écriront dans la presse. Certains ne retrouveront pas leur travail et leur vie d'avant, d'autres y parviendront. Et tout ce qu'il nous reste, à nous qu'ils ont traité de rustres et de salauds, c'est le pouvoir du rouble, le droit de ne pas acheter un billet de spectacle ou de ne pas lire un article.

Seulement, l'autre camp, celui qui appelait à priver les "traîtres" de la nationalité russe, est-il prêt à en rester là ? Et quid du Comité anti-guerre de Russie, qui voulait distribuer des passeports de "bons Russes" [l'opposition russe en exil a envisagé de donner des → 24

## Politique

### Le retour des purges

●●● Le 3 juin, centième jour de l'"opération militaire spéciale" en Ukraine, a démarré en Russie la campagne électorale pour les scrutins régionaux qui se tiendront le 11 septembre.

Quinze gouverneurs et les assemblées de six régions seront notamment élus à cette occasion. Pour le quotidien moscovite de centre gauche **Nezavissimaïa Gazeta**, "la présentation de la Russie comme une forteresse assiégée par l'Occident est un élément central de la propagande électorale" pour le parti de Vladimir Poutine.

Ce qui entraîne comme conséquence directe la "chasse aux ennemis de l'intérieur, parmi lesquels peut se retrouver tout un chacun". Selon le titre, les "purges" ont déjà commencé au sein de l'appareil d'État et du parti Russie unie. Mais les premiers à avoir entrepris leur ménage de printemps sont les partis d'opposition, "sans doute sous la pression du pouvoir". Ainsi du parti communiste, deuxième force politique du pays, qui essaie de se délester des membres trop "extrémistes" ou qui ne soutiennent pas l'intervention en Ukraine. Le même processus de "resserrement de ligne idéologique" a eu lieu au sein du parti libéral démocratique Iabloko. Les experts ne pensent

pas que les purges seront "massives", mais certainement "ponctuelles". "Il ne fait presque plus aucun doute que l'opération spéciale ouvre la voie à une uniformisation politique, celle qui prévalait dans l'ancien modèle", estime le titre.

## Résistance

### Le langage du pacifisme

●●● Chaque jour, dans de nombreuses villes de Russie, les citoyens trouvent de nouvelles formes d'expression de leur opposition à la guerre, écrit le journal russe en exil **Noviaïa Gazeta Europe**. Alors que la répression des manifestations, déjà dure avant la guerre, s'est encore renforcée, et que les leaders des mouvements d'opposition se trouvent soit en prison, soit en exil, les pacifistes ordinaires ont recours à des procédés "imagés", au sens propre et au sens figuré, pour faire passer leur message. Le titre parle de "contestation visuelle" comme "nouvelle voix du pacifisme". "Il n'y a pas d'abjection que la guerre ne tolère, pas de crime qu'elle ne justifie", signé du célèbre écrivain russe du xx<sup>e</sup> siècle Maxime Gorki, a ainsi scotché sur un mur un anonyme de la ville de Chtchelkovo, dans la région de Moscou. Un tag, un dessin, un ruban, une colombe en papier, une citation n'empêchent cependant pas toujours les verbalisations. "La langue d'Ésope aussi peut être criminalisée", dénonce le journal.



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Natalia Zoubarevitch : "Russes et Européens ne mènent absolument pas la même vie."**

À lire sur le site de *Courrier international*, un entretien mené par le journal tchèque *Deník N* avec l'économiste moscovite Natalia Zoubarevitch sur la vie quotidienne et la situation économique de la Russie depuis le déclenchement du conflit armé en Ukraine. Liée au régime de Vladimir Poutine, l'experte, qui n'entend ni émigrer ni cesser de dire ce qu'elle pense, présente un tableau riche, complexe et sans concession de la situation actuelle dans son pays.

## SOURCE



### GAZETA.RU

Moscou, Russie

[www.gazeta.ru](http://www.gazeta.ru)

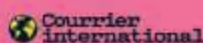
Fondé en 1999, ce site plutôt libéral est devenu l'un des principaux médias électroniques généralistes russes. Il figurait en 2014 dans le top 5 des sites d'information les plus visités de l'Internet russe. *Gazeta.ru* couvre quotidiennement l'actualité russe et internationale. Son équipe de chroniqueurs, parmi les plus lus, a beaucoup fait pour sa réputation.



# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



23 ← passeports spécifiques aux Russes “pacifistes” pour qu’ils ne pâtissent pas des sanctions occidentales? Pendant trois mois, ils ont fait du lobbying pour inscrire des milliers de personnes sur les listes des sanctions internationales, y compris des défunts. Ils appelaient à tout interdire à la Russie, à tout verrouiller. Mais il s’est avéré que ni l’Europe ni les États-Unis n’ont suivi. Ce qui signifie que bientôt les “mauvais Russes” referont leur apparition là-bas. Les journalistes de la télévision publique russe pourront y retourner, tout comme les troupes des grandes scènes russes aussi. Et notre émigration va devoir se faire à cette idée.

Nous devons nous mettre d’accord entre nous sur le moyen de coexister, mais la communauté internationale aussi doit arriver à ce consensus. Elle non plus n’a pas l’intention de se serrer la ceinture pendant des années. La Russie, ce n’est pas l’Iran, impossible de la mettre sous cloche comme ça. La communauté internationale doit à son tour se demander si elle est prête à subir des pertes ou non.

**On fera des selfies.** La vie a plus ou moins repris son cours partout. La fièvre est retombée, les plus émotifs ont retrouvé leur calme. Les catastrophistes ont haussé les épaules : la catastrophe n’a pas eu lieu. Les pensions de retraite sont en hausse. Le rouble est devenu fort... On construit des routes, on rénove les écoles, les cinémas fonctionnent...

Mis à part la question de la coexistence entre les “salauds” et les “traîtres”, une autre question me taraude : allons-nous devoir longtemps porter le deuil de l’information? Le premier mois, nous n’avons parlé que de l’Ukraine. Le deuxième mois aussi. Au troisième mois, notre vie n’a pas subi de changement : nous voyons nos amis, allons au spectacle, préparons les vacances, essayons de nouvelles recettes, tout en faisant mine sur les réseaux sociaux de ne faire que suivre l’actualité.

On va vieillir prématurément à s’interdire de poster des photos d’anniversaire. Combien sommes-nous, du simple quidam aux stars de la scène, à nous taire en estimant qu’il est inopportun de plaisanter, de rire, de parler de vacances, de la datcha ou de shopping. Il est temps

que quelqu’un le dise haut et fort : certes, nous sommes une seule nation, mais nous n’avons qu’une vie. Ni le passeport de “bon Russe” ni le Z [signe des militaires russes] gravé sur le front ne nous ont procuré une vie supplémentaire.

**La vie des Ukrainiens ne sera plus jamais la même, la nôtre n’aura pas tellement changé.**

C’est une réalité que d’aucuns trouvent monstrueuse mais, après la guerre, la vie de nos voisins ukrainiens ne sera plus jamais la même, tandis que la nôtre n’aura pas tellement changé. On retrouvera assez vite nos occupations habituelles. On fera à nouveau des selfies, on participera à des master class en ligne, on guettera les nouvelles séries, on ira à la mer. Et c’est normal. On pourra toujours voyager à l’étranger sans porter de “marque noire” de disgrâce. Presque tous ceux qui ont fui le printemps dernier le “Mordor” russe vont revenir la tête basse.

Certains d’entre nous feront passer des entretiens d’embauche à des gens qui affirmaient tout récemment que la Russie ne comptait plus que des fascistes. Certains verront leurs voisins revenir de Tbilissi, les os meurtris par les couchettes des auberges de jeunesse bon marché. Leurs enfants vont retourner à l’école, et nos enfants les aideront à repasser le bac qu’ils auront loupé cette année. Les enfants des “bons Russes” vont revenir de Lettonie et joueront avec les enfants des “méchants” qui auront tracé un Z sur la vitre de leur voiture.

L’effondrement n’a pas eu lieu. On n’échappe pas à la vie. Il est probable que nous ayons devant nous quelques années de vie normale, dans cette nouvelle réalité où l’on délivre des passeports à de nouveaux citoyens [venus du Donbass] et où l’euro n’est plus à 90 roubles. Sans plus de différence avec la vie que l’on vivait en février. Et si nous ne nous entendons pas sur un moyen de vivre ensemble, nous n’aurons de toute façon plus assez de réserve de fureur et de venin pour continuer ainsi.

—Anastassia Mironova  
Publié le 2 juin



**Du 15 au 17 juillet, Couthures-sur-Garonne accueille la sixième édition du Festival international de journalisme organisé par le Groupe Le Monde.**

**Trois jours de débats avec les rédactions du Monde, L’Obs, Courrier international, Télérama, La Vie, Le Huffpost pour échanger sur l’actualité et ceux qui la font. Rendez-vous au kiosque international en compagnie de nos invités, des journalistes étrangers qui décrypteront la situation en Ukraine, en Afghanistan, en Algérie et au Sahel.**

● Comme chaque année depuis six ans, les habitants de Couthures-sur-Garonne ouvrent leur village situé près de Marmande, dans le Lot-et-Garonne. Durant trois jours, dans les jardins, sur la place de la Cale qui domine la Garonne, dans l’église ou la prairie, journalistes, invités et festivaliers échangent et débattent autour de grands thèmes d’actualité préparés par l’équipe éditoriale du Festival international de journalisme, composée de journalistes des titres du groupe Le Monde (*La Vie, Le Monde, L’Obs, Télérama, Courrier international* et le *Huffpost*). Cette année, rendez-vous est donné du 15 au 17 juillet. Au programme, notamment : “La transition écologique au défi des inégalités”, “Faut-il encore faire des enfants?”, “L’info est-elle une arme de guerre?”, “Les frontières, prisons ou protection?”, “Les médias au défi de l’hyperconcentration”. Au total, 45 rencontres pour réfléchir, débattre et s’interroger ensemble, en direct, loin du filtre des écrans et des réseaux sociaux. Des débats durant lesquels vous pourrez notamment écouter et questionner le réalisateur et militant écologiste Cyril Dion, l’écrivain Gaël Faye, le fondateur et directeur de Mediapart, Edwy Plenel, la directrice d’Oxfam et ancienne ministre Cécile Duflot, le propriétaire de *L’Express*, Alain Weill. Mais également des journalistes de nombreux médias.

**Rendez-vous au Festival international de journalisme**

Marraine de cette édition, Charline Vanhoenacker, journaliste et humoriste, figure de France Inter, apportera son regard ironique et insolent sur ces échanges. *Courrier international* organise durant ces trois jours le kiosque international. Fidèles à notre ambition de décaler le regard sur l’actualité, nous y donnerons la parole à nos confrères étrangers. Pour décrypter ce qui se joue dans la guerre en Ukraine, nous avons convié la journaliste ukrainienne Alla Lazareva, rédactrice en chef adjointe de l’hebdomadaire *Oukraïnsky Tydjen*. Elle dialoguera avec le journaliste russe Denis Kataev, réfugié en France. La photojournaliste afghane Roya Heydari, également réfugiée en France, nous parlera de l’Afghanistan un an après le retour au pouvoir des talibans. Le journaliste burkinabè Serge Oulon nous expliquera la perte d’influence de la France au Sahel et la façon dont la guerre en Ukraine y est perçue. Ancien rédacteur en chef du journal algérien *Liberté*, récemment fermé, Hassane Ouali évoquera comment de l’Algérie on a observé les élections en France, mais aussi, ce qu’il est advenu du Hirak, le soulèvement populaire contre le pouvoir algérien. Tous débattront avec les journalistes des médias partenaires : *The Guardian, El País, Le Temps* et le *Corriere della Sera*.

—Courrier international

ITALIE

# Giorgia Meloni, une chevauchée vers le pouvoir

Les élections municipales de juin ont fait du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia la formation qui a obtenu le plus de voix au sein de la coalition des conservateurs. *L'Espresso* a suivi sa présidente, Giorgia Meloni, pendant sa campagne électorale.



—*L'Espresso* (extraits) Rome

La petite musique qui l'accompagnera jusqu'aux législatives de 2023, c'est à Gênes que Giorgia Meloni a commencé à l'entonner. À l'occasion d'un meeting électoral le 6 juin, sur le vieux port. "Nous n'avons pas voulu entrer au gouvernement jusqu'à maintenant : parce que nous ne sommes pas prêts ? Non : parce que nous voulons gouverner à nos conditions ! Notre but, ce n'est pas de faire voter l'Italie, mais de la retourner. La retourner 'comme une chaussette', comme on dit à Rome", s'exclame-t-elle devant un public de 500 ou 600 personnes qui applaudissent des deux mains. C'est la nouvelle Giorgia Meloni : les deux pieds dans la rue, la tête au gouvernement.

"Ce n'est que le début", souffle sur la place l'un de ses proches collaborateurs. Giorgia Meloni a attendu les dernières semaines de campagne pour vendre, étape par étape, ville après ville, un récit dont elle ne se départira pas jusqu'aux élections législatives : celui d'une droite conservatrice et modérée, "extrêmement rigoureuse", "extrêmement concrète", de moins en moins populiste, pétrie de volontarisme et de méritocratie ("le mérite, c'est le carburant de ce monde").

**Les femmes de droite l'adorent, elles se retrouvent en elle : elle fait l'objet d'une véritable adoration.**

Son libéralisme, c'est une sorte de troisième voie blairiste, dans une version droitisée ("créer les conditions permettant d'être à égalité sur la ligne de départ"). Un discours énergique, qui va de la volonté chevillée au corps ("tout est dans la volonté, la détermination, le sens du sacrifice, la passion") jusqu'à une forme de coaching mental ("il ne faut pas accepter les limites imposées par d'autres").

Une droite nouvelle mouture, donc, berlusconienne mais sans Berlusconi. Meloni, en politicienne de métier, entend s'adresser aux entrepreneurs, arpente davantage le Nord que le Sud, parle d'entreprises brimées par l'État, du made in Italy, se range à l'exact opposé du revenu de citoyenneté [aide sociale mise en

place par le Mouvement 5 étoiles], parle de "révolutionner la normalité", de "petites choses de bon sens", entend sabrer dans la fiscalité du travail.

Une chef de file qui plaît aux femmes de droite. Meloni, elles l'adorent, elles se retrouvent en elle : au pied de la scène, elle fait l'objet d'une véritable adoration. Rien chez elle, bien sûr, de féministe : mais

une nouveauté totale par rapport au machisme infantilisant d'un Berlusconi (sauce bunga-bunga) ou au machisme adolescent d'un Salvini. Les femmes lui réclament un selfie, une dédicace sur un livre, lui serrent la main, la caressent et même – geste devenu subversif – la prennent dans leurs bras. Des ménagères, des étudiantes, des dirigeantes d'entreprise...

**Répétition.** À La Spezia, au sud de Gênes, sous le soleil, à 11 heures du matin, des mères avec poussette l'écoutent dire du mal du "gouvernement des meilleurs" [comme on surnomme parfois l'exécutif d'union nationale de Mario Draghi]. À Gênes, on touche à l'extase. "Giorgia navigue dans un monde très difficile pour les femmes, c'est une leader politique, pas une patronne d'entreprise. Moi, je suis une boss, et c'est pour ça que j'ai du mal à être convaincue : mais elle, elle m'inspire", reconnaît ainsi Fulvia, dirigeante d'entreprise. Derrière elle s'avancent celles et ceux qui – par dizaines – font la queue pour aller saluer Meloni.

En chaussures plates et avec ces armes, Giorgia Meloni se prépare, pour la première fois, à doubler ses adversaires. Et pas que dans les sondages. Ces élections municipales sont une répétition générale avant les législatives, où se jouera la bataille pour le leadership et l'avenir du centre droit. Elles sont un premier test grandeur nature de la fiabilité des sondages, qui, ces derniers mois, avaient vu décoller Fratelli d'Italia, au point de le voir occuper la première place dans le paysage politique italien. Reste à savoir si Meloni va transformer l'essai [Fratelli d'Italia a été le premier parti de la droite sur ces élections, mais le deuxième en Italie derrière le Parti démocrate, centre gauche].

✓ Giorgia Meloni lors d'un discours à Milan. Photo Pier Marco Tacca/Getty Images

En tout cas, le parfum du *sorpasso* [doubler en voiture] est partout dans l'emploi du temps des deux leaders du centre droit dans ces derniers jours de campagne. Dans celui de Matteo Salvini, qui se remplit à vue d'œil, truffé de rendez-vous pour rattraper son retard, et dans celui de Giorgia Meloni, toujours plus concis, surfant sur sa lancée. Dix rendez-vous par

jour pour lui, deux pour elle : devinez qui est derrière qui dans les enquêtes d'opinion.

Dans ses meetings à travers l'Italie, Giorgia Meloni brosse du reste un tableau précis qui aide à cerner ses orientations pour les mois à venir. Elle y affirme que le centre droit "normal" est un centre droit uni, que l'anomalie c'est ce gouvernement d'union nationale [auquel participent Berlusconi et Salvini] et ce choix de s'associer à l'exécutif avec "une gauche qui n'est pas vraiment présentable".

Une alliance qui a les mains liées, selon Meloni. "Moi, je veux gouverner avec le centre droit", point. De préférence en position dominante. Et dans les communes où le centre droit se présente en ordre dispersé, comme à Parme, → 26



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Matteo Salvini n'est plus le patron de la droite italienne.** Lors du premier tour des élections municipales, le parti de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia, a obtenu bien plus de voix que la Ligue de Matteo Salvini. L'ancien ministre de l'Intérieur s'est fait doubler sur sa droite, analyse la presse transalpine, et les équilibres au sein de la coalition des conservateurs et du gouvernement vont sûrement être affectés.

25 ← elle explique : “Nous ne sommes pas un parti qui se contente de peu, qui accepte de vivre, nous sommes un parti qui veut faire la différence, qui n’a jamais accepté les limites imposées par d’autres.”

Et en effet, il y a déjà cinq ans – et tant pis pour la modestie –, Meloni disait déjà aspirer au poste de Premier ministre. La différence, c’est qu’à l’époque personne ne la prenait au sérieux. À l’image du journaliste Giovanni Minoli, lapidaire comme à son habitude, qui lui demanda : “Vous, au mieux, vous deviendrez ministre si le centre droit l’emporte : quel ministère vous plairait ?” Elle osa répondre : “Non, je réfute votre analyse : j’entends devenir présidente du Conseil.”

**“Nous ne sommes pas un parti qui se contente de peu, qui accepte de vivre.”**

**Giorgia Meloni, PRÉSIDENTE DE FRATELLI D’ITALIA**

C’était en décembre 2017, elle venait à peine d’être réélue présidente de Fratelli d’Italia, qui tournait autour de 5 %. Ce n’était pas alors “le premier parti d’opposition”, comme le qualifie aujourd’hui l’actuel président du Conseil, Mario Draghi. Elle n’avait pas encore adopté le look “Eva Perón”, ou plutôt la version cinégénique de Madonna, les cheveux ramenés en arrière et les boucles d’oreilles XXL. Elle n’était pas alors “ceinture noire de selfie”, comme aujourd’hui.

Elle était plus souriante, plus gloussante, moins sûre d’elle. “Mettez-vous en file indienne et activez la fonction ‘selfie’ sur vos téléphones portables, puis donnez-les moi, je m’occupe de la photo, ça ira plus vite”, ordonne-t-elle à la fin d’un meeting à celles et ceux qui font la queue devant la scène pour une petite photo avec elle. Un rite devenu incontournable dans la politique contemporaine. “Bon, d’accord, il fait chaud, donc pour l’instant restez à l’ombre, mais quand Giorgia arrivera, je vous demande de vous rapprocher de la scène parce que, sinon, les photos rendront mal”, demande gentiment un coordinateur local du parti.

La petite foule réunie devant le Théâtre civique de La Spezia s’exécute : des citoyens

spectateurs qui sont désormais habitués, comme on l’est sur un plateau de tournage. Des gens qui, à la fin, se feront interpellés par Giorgia Meloni. “Parce qu’on est en démocratie, c’est vous qui décidez qui fait quoi !” dit-elle en pestant contre le gouvernement Draghi.

Si elle veut un jour le remplacer, il lui faudra obtenir une voix de plus que Salvini et Berlusconi, pour devenir celle dont le centre droit soutiendra la candidature à la présidence du Conseil.

C’est justement pour cette raison que, dès à présent, ne pouvant s’en prendre à ses propres alliés, elle s’en prend à ceux de Berlusconi et de Salvini. “Pendant la pandémie, la gauche était à la Santé. Quand le pont Morandi s’est écroulé à Gênes, le Mouvement 5 étoiles était aux Infrastructures. Il y a la guerre et les 5 Étoiles sont aux Affaires étrangères. Et on nous dit que Fratelli d’Italia n’a pas l’étoffe du pouvoir ?” demande Meloni, posant ici une question rhétorique et faussement innocente. Juste avant de clamer haut et fort : “Je vous garantis que ces ministres, avec nous au gouvernement, vous ne les reverrez pas.” Et qui sait ? Au vu de sa graphomanie déclarée et de son refus affiché de se laisser fixer des limites, elle pourrait bien avoir déjà sa liste en poche.

— **Susanna Turco**  
Publié le 10 juin

## SOURCE

### L’ESPRESSO

Rome, Italie

Hebdomadaire, 295350 ex.

espressonline.it

Fondé en 1955 par Eugenio

Scalfari, qui créera ensuite

La Repubblica, le titre

s’est vite imposé comme

le grand hebdomadaire

du centre gauche.

Il appartient à l’industriel

piémontais Carlo De Benedetti,

qui possède également

La Repubblica. Newsmagazine

moderne, L’Espresso s’est fait

une spécialité des campagnes

contre les potentats et de

la dénonciation des scandales

économiques et politiques.

Il est devenu célèbre dans

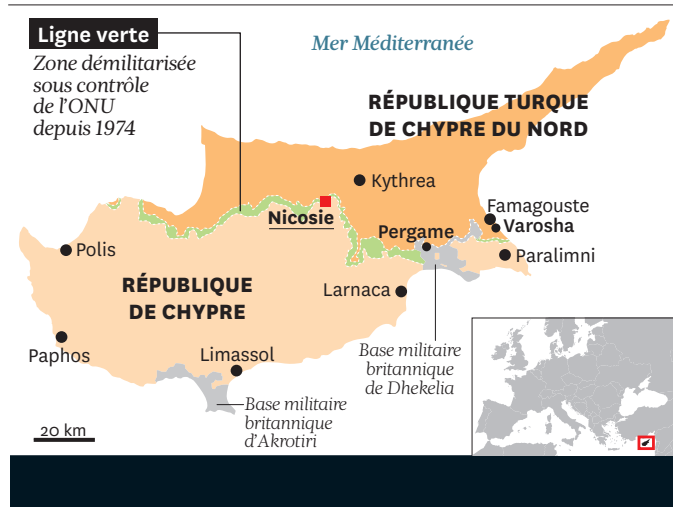
le milieu journalistique italien

pour ses enquêtes et dossiers.

## CHYPRE

# Faire le plein en zone turque, un choix controversé

L’inflation et les difficultés économiques poussent les Chypriotes grecs à se ravitailler dans la partie nord de l’île, occupée par l’armée turque.



— **Politis** (extraits) Nicosie

La nécessité est la mère de l’invention.” Les poches vides, les citoyens trouvent des moyens de survivre. La partie nord de l’île, occupée depuis 1974 par l’armée turque, est devenue une solution aux énormes problèmes économiques causés aux Chypriotes grecs par l’augmentation du prix de l’énergie et des biens de consommation courante.

Dans le Nord, ils peuvent acheter ce qu’ils veulent, car leur faible revenu est encore supérieur à celui des Chypriotes turcs, qui manifestent parce qu’ils ne peuvent pas suivre la hausse des prix. Que disent les Chypriotes grecs qui se rendent presque tous les jours dans les territoires occupés ? Les politiques de l’État sont pointées du doigt par des citoyens obligés de s’y rendre pour s’approvisionner en carburant.

Politis était au barrage routier de Pergame, point de passage du sud de l’île pour traverser la frontière, pour écouter l’avis des Chypriotes grecs qui y passent. Des dizaines de voitures, de taxis, de camions et de remorques attendaient avec impatience de traverser, principalement pour faire le plein.

Il faudra une demi-heure pour traverser le barrage routier et se diriger vers la station-service environ 500 mètres plus loin, pour faire le plein et revenir. “Soixante pour cent de la taxe sur le carburant se retrouve dans les poches du gouvernement, c’est pourquoi je viens mettre de l’essence en zone occupée”, déclare un certain Harris. Lorsqu’on lui a demandé s’il achetait d’autres produits en territoire occupé, il répond que non. “Je ne m’occupe que de l’essence. Et si notre gouvernement réduit la taxe, j’arrêterai de me ravitailler en zone occupée.”

Ils étaient aussi nombreux à se rendre sur le territoire occupé pour se fournir en produits pharmaceutiques. “Les deux raisons pour lesquelles je traverse, c’est pour acheter des médicaments et de l’essence, surtout maintenant que le taux de change de la livre turque nous avantage”, affirme Ian, un résident permanent de Chypre. Et si certains critiquent les personnes qui passent en territoire occupé, estimant que cela renforce économiquement l’armée turque, lui pense que ce n’est pas aux citoyens de résoudre ces problèmes, mais au gouvernement.

C’est aussi l’avis de Christos, qui répond à ceux qui critiquent ce comportement qu’il se moque de

savoir où va son argent. “Peu m’importe où finiront les 50 euros que je donnerai”, ajoute-t-il, estimant simplement que l’argent allait aux riches Chypriotes turcs au lieu des riches Chypriotes grecs. “Je ne pense pas qu’il y ait un propriétaire de station-service qui veuille donner son argent à l’armée.” M. George Koumi, après avoir fait le plein de sa voiture, se rend au bazar de Varosha [ville de la partie occupée]. “Dans la zone libre, les tomates sont à 4 euros le kilo, là-bas, c’est 2 euros”, précise-t-il.

Lorsqu’on lui a demandé s’il considérait qu’il soutenait l’armée d’occupation avec son argent, il a répondu qu’en ce moment c’était plutôt l’inverse : “Ce sont eux qui nous soutiennent en raison de leurs prix bon marché. On est nombreux à ne pas s’en sortir économiquement. Les zones occupées sont une porte de sortie.”

“Tant que l’État chypriote ne soutient pas ses citoyens et les pousse de plus en plus vers la pauvreté, nous nous défendons et essayons de survivre. Soit pour faire le plein d’essence, soit pour faire des achats dans les zones occupées de Chypre”, déclare M<sup>me</sup> Ioanna.

Elle souligne qu’elle ne se considère pas comme un sponsor de l’armée turque, mais qu’elle ressent une pression psychologique avec tout ce qu’elle entend à ce sujet. “Que nos dirigeants nous disent quoi faire, à nous, citoyens ordinaires, et proposent des solutions au problème de la hausse des prix, qui nous pèse.” Les raisons de la traversée de la frontière sont aussi économiques pour M. Michalis, hôtelier. “Si je paie 600 euros pour deux enfants qui étudient et que j’ai aussi un fils militaire, que voulez-vous que je fasse ?” se justifie-t-il.

Il ajoute que les politiciens qui accusent “[ceux] qui se rendent dans les territoires occupés de soutenir la Turquie sont les mêmes qui partiront avec le premier avion. Nous, nous serons ici pour combattre en cas de guerre.” Il explique que lui et ses collègues traversent des moments très difficiles, avec des salaires de misère, et que la plupart d’entre eux passent en territoire occupé. “Tous ceux qui attendent ici devraient être au palais présidentiel pour manifester. Les Chypriotes turcs descendent dans la rue, nous, nous dormons.”

— **Kostis Pitsiloudis**  
Publié le 13 juin

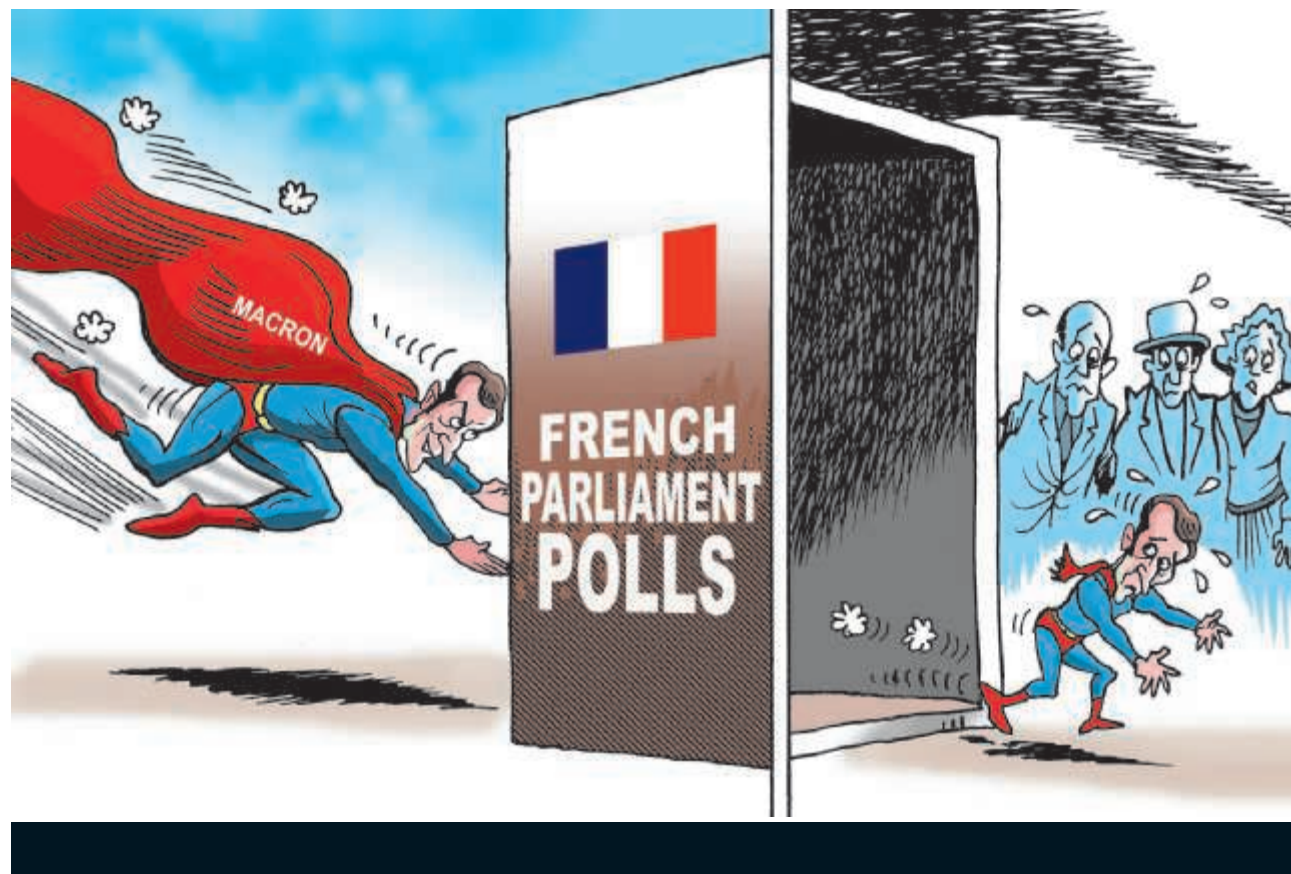




france

# Politique. Comment le pouvoir a traversé la Seine

Alors que le chef de l'État était en déplacement à l'étranger pour assister à plusieurs sommets internationaux, à Paris, la République française s'est réorganisée. Du grand projet de consensus au centre, il ne reste plus rien.



CAGLE CARTOONS

—Süddeutsche Zeitung Munich

Si l'on imagine le pouvoir comme un être humain, en France, aujourd'hui, il ne lui faudrait que vingt minutes pour marcher de son ancien à son nouveau logement. Son ancien logement, c'était le palais de l'Élysée, depuis cinq ans. Son nouveau domicile, c'est l'Assemblée nationale, au Palais-Bourbon, sur l'autre rive de la Seine. Le Paris politique est petit, certains diraient même exigu. Il suffit de traverser un parc, de passer devant l'obélisque de la place de la Concorde, puis d'emprunter le pont, et on passe du siège de la présidence, le palais de l'Élysée, au Parlement. Ce court trajet est devenu un symbole il y a peu : le centre de gravité de la République française a déménagé. De la rive droite à la rive gauche, du président à l'Assemblée.

Mardi matin [28 juin]. Première séance de l'Assemblée nationale nouvellement élue. Dans la cafétéria, on peut déjà constater à

quel point la situation a changé. L'homme derrière le comptoir déclare : "Nous n'avons pas assez à manger pour tous les gens qui arrivent en même temps." Le collaborateur d'un grand quotidien français fait observer à un collègue : "Nous n'avons plus d'accréditation à l'Assemblée nationale." Son collègue acquiesce : "Notre rédaction non plus, ici, il ne se passait jamais rien de toute façon."

Pendant cinq ans, Emmanuel Macron a voulu faire comme si, en dehors de questions pratiques, les concepts de gauche et de droite étaient devenus superflus, comme la dénomination des rives du fleuve. Il recrutait ses ministres parmi les socialistes et les conservateurs et avait promis aux électeurs que ce serait la fin de la guerre de tranchées, que tous se

**Le centre de Macron s'est rétréci. Les forces politiques s'affrontent comme jamais auparavant.**

retrouveraient pacifiquement au centre. Un mandat plus tard, les forces politiques s'affrontent comme jamais encore auparavant. Et le centre de Macron s'est considérablement rétréci. Lors des législatives du 19 juin, ses députés ont perdu leur majorité absolue. Les forces les plus importantes d'une opposition en expansion rapide sont les extrémistes, tant à gauche qu'à droite.

Tandis que la République se réorganisait, Emmanuel Macron s'est rendu au sommet du G7 à Elmau. Il s'est tenu aux côtés d'autres hommes avec en arrière-plan de hautes montagnes, dignes de leurs hautes fonctions. Vue de loin, la France reste ce qu'elle était : le pays de Macron. Sauf qu'à Paris s'annonce ce que Macron avait choisi comme titre pour son livre de campagne, en 2017 : *Révolution*. Peut-être, les révolutions aboutissent-elles juste à des résultats très différents de ce qu'elles étaient censées donner. Il y a cinq ans, Macron avait promis de

dépoussiérer la politique, de la rendre plus transparente et plus humaine. Des solutions pragmatiques plutôt que des luttes idéologiques. Macron n'était pas seulement devenu président, ses députés avaient remporté 350 sièges lors des élections à l'Assemblée nationale en 2017. Un triomphe pour la société civile, enfin des gens simples au Parlement, ont alors écrit les journaux. Or ces gens simples au Parlement ont été si fidèles à leur président pendant cinq ans que l'on a fini par avoir l'impression qu'il importait peu qu'ils soient là ou non. Ils ne débattaient pas, ils se contentaient de voter fidèlement. Et l'Assemblée s'est endormie.

Tous les yeux étaient rivés sur le palais de l'Élysée, tous les regards braqués sur Macron. Sur l'autre rive du fleuve, les occupants du palais présidentiel ont pris conscience, durant l'hiver 2018, de ce qui se passe quand un chef d'État se place toujours au centre. Il peut susci-

**Aujourd'hui, la colère s'est déplacée, exactement comme le pouvoir. Elle siège à l'Assemblée nationale.**

ter une haine brûlante. Dans les boutiques de luxe des Champs-Élysées, non loin de la résidence officielle de Macron, Chanel, Louis Vuitton et Swarovski ont promptement investi dans des panneaux en contreplaqué. Tous les samedis, pendant la deuxième année du mandat de Macron, les "gilets jaunes" ont marché sur l'Élysée, et tous les samedis, des vitrines ont été fracassées.

Aujourd'hui, la colère s'est déplacée, exactement comme le pouvoir. Elle siège à l'Assemblée nationale. Le parti d'extrême droite de Marine Le Pen, le Rassemblement national, compte 89 députés. Du jamais-vu. Lors de la campagne électorale de 2017, Macron avait affirmé qu'il souhaitait "éloigner la base des extrêmes". Après les législatives de 2022, cependant, une chose est sûre : au bout de cinq ans de Macron, les extrémistes de droite sont désormais plus forts que jamais.

Philippe Lottiaux, du Rassemblement national, se tient sur le perron devant le jardin de la cour intérieure de l'Assemblée, il fait l'expérience de sa première semaine en tant que député. Quiconque entrant au Parlement en France se voit offrir une mallette contenant tout ce qu'il faut pour représenter la République. "On se croirait à Noël", dit Lottiaux en caressant sa nouvelle mallette. *Comme si c'étaient les cadeaux sous le sapin, et que je pouvais les déballer.* Lottiaux en tire l'écharpe qu'arbore chaque député lors de ses apparitions officielles. En tissu soyeux, bleu, blanc et rouge, emblème honorifique de la démocratie. Lottiaux sort de l'École nationale

d'administration, qui forme directement l'élite politique. Mais jusque-là pas les nationalistes de droite. Sauf que cette année, c'est différent. Philippe Lottiaux est radieux. Son parti fournit deux des six vice-présidents de l'Assemblée nationale. Élus avec les voix de députés macroniens. Ce que l'on voyait depuis des années dans tous les talk-shows en France vaut maintenant aussi au Parlement : les positions d'extrême droite peuvent s'exprimer haut et fort.

En lisière de la foule de députés et de journalistes se tient Cyrielle Chatelain, députée d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) fraîchement élue. La foule est à elle seule spectaculaire. La politique ne se fait plus derrière les murs de l'Élysée, bien à l'abri du public. Au contraire, elle est de retour là où se déroulent depuis des siècles de vifs affrontements : au Palais-Bourbon, siège de l'Assemblée nationale. Chatelain se dit "fière et émue" d'être ici. Sa mission la plus importante ? "Se battre pour le climat. Et contre l'extrême droite." La plupart des observateurs politiques s'entendent dorénavant à reconnaître que les députés de Le Pen ont été aidés massivement par le fait que les ministres de Macron ont rejeté l'opposition de gauche au même niveau que l'extrême droite avant le second tour des législatives.

Le parti EELV de la députée Chatelain fait partie de la Nupes, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, une alliance de partis qui regroupe également les communistes, les socialistes et La France insoumise. Qui a suivi la campagne électorale des partisans de Macron aurait pu avoir l'impression que la Nupes était une sorte de repaire des ennemis de la République. Tout aussi radical que Le Pen. "C'est une erreur historique", commente Chatelain – une erreur qui a offert un viatique à l'extrême droite. Sans pour autant suffire à stopper la Nupes. À eux quatre, les partis qui forment l'alliance alignent 142 sièges. Alors, voilà à quoi ressemble la disparition de la fracture idéologique promise par Macron. La gauche est de retour, et les radicaux ont évincé les conservateurs de centre droit.

Quand on sort de l'Assemblée, on tombe sur une boutique de souvenirs. Depuis des années, on peut y voir en vitrine l'article le plus vendu : deux gants de cuisine, sur l'un est écrit gauche, sur l'autre droite. La dualité de la politique appliquée au quotidien. En théorie, la boutique aurait pu retirer les gants de son inventaire quand Macron a proclamé la fin des grands partis à l'ancienne, la fin du clivage entre gauche et droite. Habilement, les propriétaires s'en sont abstenus, non sans raison.

— **Nadia Pantel**  
Publié le 1<sup>er</sup> juillet

## Un beau trophée pour la gauche

**Deux vice-présidences pour le Rassemblement national, mais la commission des Finances pour la gauche. Cette répartition laisse présager une gouvernance difficile pour Macron.**

"La crainte enflait du côté de l'Hexagone. Allait-on confier les cordons de la bourse à l'Assemblée nationale à un élu d'extrême droite ?" Non, rassure **Le Soir**, c'est finalement l'insoumis Éric Coquerel qui a "rafté" la commission des Finances, le 30 juin. "Le poste le plus convoité de l'Assemblée nationale" a "échappé" au Rassemblement national (RN), résume **El País**. Le parti d'extrême droite, plus grand groupe parlementaire d'opposition grâce à ses 89 députés, espérait tellement l'obtenir qu'il a fallu trois jours pour aboutir à ce résultat,

que Marine Le Pen s'est empressée de dénoncer. Pour **Le Soir**, "la présidence de la commission des Finances – dont le mandat court sur un an – est un beau trophée pour la gauche", car, outre la symbolique, elle permet d'accéder à des informations protégées par le secret fiscal. Si Éric Coquerel a présenté son élection comme une première victoire législative pour un Parlement plus divisé que jamais, l'arrivée de "cet homme de la gauche radicale qui se dit antinolibéral et anticapitaliste [...] augure bien des ennuis au Parlement pour le gouvernement minoritaire du président Emmanuel Macron", prévient le **Financial Times**. "Le monde politique français entre dans une période de négociations et de compromis politiques auxquels Macron et ses partisans n'ont pas été habitués, car, pendant les cinq dernières années, ils tenaient à la fois

*l'Assemblée nationale et l'Élysée.*" Moins d'une journée avant l'élection de Coquerel, la gauche avait elle-même dénoncé l'obtention de deux vice-présidences par des lepénistes, accusant les députés d'Emmanuel Macron d'avoir préféré le RN à la Nupes, explique **El País**. Pour le quotidien espagnol, "au-delà des résultats, ces premiers votes – avec les alliances entre partis, les accusations de trahison du traditionnel front républicain contre l'extrême droite et les luttes pour le pouvoir cette semaine – montrent d'ores et déjà combien Macron va avoir du mal à gouverner pendant ce mandat sans la confortable majorité absolue de son premier quinquennat". "Et les obstacles ne viendront pas uniquement du Palais-Bourbon", poursuit **El País**. Au casse-tête parlementaire s'ajoutent un gouvernement remanié sous la pression et des questions sur la légitimité de la Première ministre, Élisabeth Borne.



**Remaniement ministériel, discours de politique générale, projets de loi...** Suivez la politique française, vue par la presse belge, suisse, allemande, italienne, britannique et bien d'autres, chaque jour, sur notre site Internet.

### SOURCE

**SÜDDEUTSCHE ZEITUNG**

Munich, Allemagne  
Quotidien, 317 200 ex. (2021)  
sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'état de droit et emploie les meilleures plumes du pays. Le quotidien se distingue aussi par l'importance qu'il accorde à la culture, traitée dans ses pages juste après l'actualité politique.

Mirdidingkingathi Juwarnda

**Sally Gaborni**  
exposition 3 juillet — 6 novembre 2022

Fondation **Cartier**  
pour l'art contemporain

261, boulevard Raspail, 75014 Paris  
fondationcartier.com

Mirdidingkingathi Juwarnda Sally Gaborni, Vinyiki – Main Base, 2009. Collection privée, Adélaïde, Australie.  
© The Estate of Sally Gaborni / Adapp, Paris, 2022. Photo © Simon Strong.

SÉRIE D'ÉTÉ

## Entre la Loire et l'Auvergne, un paradis méconnu

Cette correspondante britannique spécialisée dans la gastronomie et les voyages raconte comment elle est tombée amoureuse des monts et des vallées qui s'étendent entre Roanne, Thiers et Vichy.



↓ L'incontournable château de la Roche, au milieu de la Loire. Photo Christian Guy/hemis.fr

—The Guardian Londres

**E**n mettant un masque et en me désinfectant les mains avant de plonger dans la fraîcheur de la petite église, je saisisais tout de suite le côté ironique de ma visite, en pleine pandémie du XXI<sup>e</sup> siècle, de cette chapelle érigée au XVII<sup>e</sup> siècle pendant un épisode de peste. L'édifice avait été construit en 1628 pour que les malades puissent venir y prier à l'écart des autres habitants du village de Saint-Haon-le-Châtel. Comme il aurait très bien pu remplir la même fonction aujourd'hui pour les "covidés" locaux, ce fut un soulagement pour moi de le trouver vide.

Ce fut également le cas dans toute cette partie de l'Auvergne-Rhône-Alpes : le Roannais était un endroit tranquille et vide de touristes. Comme cet été marquera, pour beaucoup, les premières vacances à l'étranger après deux ans de restrictions, c'est l'endroit idéal pour s'évader, surtout si la menace persistante du Covid pousse à fuir la foule.

L'Auvergne est l'une des régions les moins peuplées d'Europe, et le Roannais est une mosaïque de vignobles et de villages aux tons verts et dorés, qui s'étendent entre les villes de Roanne et Vichy. Je savais déjà que l'Auvergne était une terre très peu habitée, faite de volcans et de parcs régionaux impressionnants, mais cette région rurale vallonnée aux hautes collines boisées, située presque au centre de la France, a été une véritable révélation pour moi, alors que cela fait pourtant seize ans que j'écris des articles sur la France.

Après nous être installés dans notre Airbnb près de la ville de Renaison, dans une maison appartenant à la famille sans doute la plus accueillante et la plus aimable que j'ai jamais rencontrée en France, nous nous sommes aventurés jusqu'à un barrage des alentours pour voir ce qui constitue le plus grand titre de gloire de la localité : l'arbre le plus haut de

France. À la question des enfants : "Comment sait-on que c'est le plus haut?", nous avons dû reconnaître que nous n'en avions aucune idée, tandis que nous suivions un sentier semi-ombragé sous de grands pins Douglas, jusqu'au fameux arbre d'une hauteur imposante de 66 mètres. Celui-ci a été planté relativement récemment,

en 1892, lorsque le barrage du Chartrain a été construit pour créer le réservoir. Certes, ce n'est pas un séquoia californien de 700 ans et de 100 mètres de hauteur, mais il a

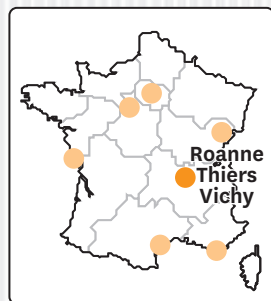
poussé quand même de 27 centimètres par an en moyenne, ce qui n'est pas si mal. Nul doute que l'environnement paradisiaque lui a permis de s'épanouir tranquillement. Après avoir escaladé la berge pour contempler son tronc, nous avons poursuivi notre marche pour traverser le barrage à son sommet, tandis que des martinets tournoyaient au-dessus de nos têtes et que le réservoir reflétait la forêt environnante, tel un miroir.



Cet arbre géant constitue certes un record, mais ce sont les villages médiévaux de la région qui remportent la palme du concours de beauté, avec leurs maisons un peu de guingois à pans de bois, leurs nombreux parterres de fleurs et leurs églises aux toits de tuiles vernissées colorées, comme ceux que l'on peut voir aussi en Bourgogne. Nous avons craqué pour Le Crozet et Ambierle, ainsi que pour Saint-Haon-le-Châtel, où nous avons flâné dans les ruelles baignées par la lueur chaleureuse des tonalités ambrées des bâtiments sous le soleil de fin d'après-midi. Nous sommes restés un moment près des remparts à contempler le paysage vallonné qui s'étend jusqu'au parc national du Morvan, en Bourgogne. Mais pourquoi donc personne ne venait ici? Cela me laissait perplexe...

**Cette région rurale vallonnée aux hautes collines boisées a été une véritable révélation.**

Si la beauté des villages et des paysages a été pour moi une surprise, je me doutais en revanche que nous allions bien manger et bien boire. En effet, la capitale gastronomique de la France, Lyon, se situe un peu plus à l'est, et une des grandes villes du département de la Loire, Roanne, abrite la dynastie culinaire des Troisgros. La famille y dirige un restaurant trois étoiles au Michelin et deux autres restaurants plus simples. Ils soutiennent, par leurs achats, des dizaines de fournisseurs locaux, dont le vignoble du domaine Sérol de Renaison, l'un des nombreux vignobles de la côte Roannaise, désormais dirigé par la huitième génération de la famille Sérol. Le cépage gamay de la région donne des vins faciles à boire, semblables à ceux du Beaujolais. Nous avons fait le tour du domaine qui se trouve sur la colline au-dessus de Renaison, puis avons abaissé nos masques pour déguster leurs rouges et rosés légers, avant de faire main basse sur ces bouteilles vendues autour de 8 € l'unité.



●●● De juin à septembre, *Courrier international* vous invite à suivre la presse étrangère dans les villes et les régions françaises. Un voyage en France, en sept étapes, qui a commencé à Marseille et se terminera à Paris. Tout l'été, venez redécouvrir la France vue par la presse allemande, italienne, belge et britannique. **La semaine prochaine, les presses belge et suisse arpentent le littoral de l'Hérault, et alertent sur l'érosion qui menace.**

Aux Halles de Renaison, un petit mais excellent marché alimentaire, où l'on trouve de tout, d'une belle panoplie multicolore de fruits et légumes jusqu'à des viandes succulentes, nous avons fait des provisions pour nos dîners en plein air. Pour le fromage, nous avons choisi la fromagerie Mons, à la notoriété mondiale, et qui possède ses propres points de vente à Londres. Nous avons salivé devant l'étalage du chocolatier François Pralus, un habitant du coin dont le père boulanger a inventé la divine praluline, une brioche bien beurrée et copieusement garnie de pralines roses, typique de la région. Le père Pralus aux multiples récompenses pensait que son fils allait signer la fin de la maison en devenant chocolatier, mais il lui a prouvé le contraire. Il possède maintenant des boutiques dans toute la France et sa "barre infernale", déclinée en plusieurs saveurs, est la confiserie la plus délicieuse que j'aie jamais goûtée. Les collines qui surplombent le Roannais, les Monts de la

Madeleine, étaient parfaites pour éliminer quelques calories. Lors de la journée la plus chaude de notre séjour, nous nous sommes promenés à l'ombre des chênes et des hêtres dans les gorges du Désert, le long d'une rivière qui jaillit habituellement en cascade mais qui n'était qu'un filet d'eau à l'époque à cause de la chaleur estivale. Nous sommes sortis

### Au début du xx<sup>e</sup> siècle, la vallée des Rouets comptait dix-huit ateliers de coutellerie.

du bois au sommet de la montagne, d'où nous avons profité d'une vue fabuleuse jusqu'aux Alpes (par temps clair), avant de redescendre sur le village de Saint-Alban-les-Eaux, célèbre pour son eau minérale. Un autre jour, nous avons poussé jusqu'au parc régional du Livradois-Forez, où nous nous sommes promenés dans les champs de bruyères violettes en passant devant des ânes

dans des enclos. Le belvédère promettait une vue sur le mont Blanc au loin, et même s'il était en réalité perdu dans la brume, le panorama était quand même à couper le souffle.

Tandis que le Roannais est dompté par ses vignobles et ses exploitations agricoles, le parc régional du Livradois-Forez offre des perspectives beaucoup plus sauvages, avec ses denses forêts de conifères, ponctuées de prairies, de landes et de petits hameaux. Sa plus grande ville, Thiers, ne compte que 11 000 habitants, soit deux fois moins qu'au début du xx<sup>e</sup> siècle, mais c'est la capitale française de la coutellerie. En chemin, j'ai fait une pause déjeuner pour goûter une spécialité étroitement liée au colportage : la saucisse de choux d'Arconsat. À la charmante auberge de Montoncel, Jean-Louis Garret, grand maître de la confrérie de la saucisse de choux, m'a expliqué comment, au xix<sup>e</sup> siècle, la moitié de la population active de la ville vendait des couteaux en faisant du porte-à-porte. L'un de ces colporteurs était allé jusqu'en Grèce, où il avait beaucoup apprécié la saucisse d'agneau et de chou locale, ce qui lui avait donné l'idée d'en confectionner lui-même à son retour. À la mi-novembre, la fête de la saucisse aux choux attire les foules avec pas moins de 1 700 personnes. Jean-Louis sert la saucisse avec une sauce faite à partir du fromage emblématique du parc, la fourme d'Ambert. C'est un plat riche et rassasiant ; le chou à l'intérieur lui apporte un peu de mâche, le type de nourriture idéale pour les couteliers comme pour les vendeurs ambulants de Thiers.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, la vallée des Rouets comptait 18 ateliers de coutellerie, dont les meules de pierre étaient actionnées par des moulins à eau situés sur la Durolle. Pour mieux maîtriser les meules qui tournaient rapidement sur elles-mêmes, les émouleurs (ces hommes qui façonnaient les pièces de métal brutes pour en faire des lames) travaillaient à plat ventre les uns à côté des autres, et en hiver, leurs chiens s'asseyaient sur leurs jambes pour les réchauffer. Dans cette position, ils pouvaient façonner une lame par minute. Bien que la mécanisation ait entraîné la fin de cette technique, Thiers possède toujours un commerce de couteaux

florissant, ainsi qu'un petit musée et des ateliers où les visiteurs peuvent observer à l'œuvre les créateurs d'aujourd'hui.

La ville grouillait de monde. Je n'avais pas vu autant de gens en toute une semaine ! Ils allaient d'une des dizaines de boutiques à l'autre pour acheter des couteaux de poche, des couteaux de chef, des couteaux de chasse, des rasoirs ou autres belles pièces de coutellerie. Après avoir jeté un coup d'œil dans le magasin le plus réputé de la ville, la coutellerie

### Avec ses deux mille ans d'histoire, Vichy propose des sujets d'émerveillement à tous les coins de rue.

Chambriard, où des représentants de la quatrième génération de la famille conseillent désormais les clients pour les aider à trouver le couteau qui convient exactement à leurs besoins, j'ai déambulé dans les étroites rues médiévales au pied des maisons à colombages. À l'extrémité de la rue principale, on a une vue surplombant la vallée vers la chaîne des Puys, une enfilade de volcans éteints qui fait la fierté de l'Auvergne. En contrebas, la vallée des usines était autrefois un centre industriel florissant, mais aujourd'hui, les usines de couteaux ne sont plus que des coquilles vides, qui attendent d'autres projets de développement. La plus célèbre d'entre elles, le Creux de l'enfer, a déjà été transformée en centre d'art contemporain.

Alors que les usines de couteaux manquent aujourd'hui quelque peu de charme, j'ai trouvé que ce n'était vraiment pas le cas de Vichy, à une heure de route de là. Célèbre pour ses sources d'eau minérale, la ville a connu son apogée sous le règne de Napoléon III. La combinaison de nombreux styles architecturaux y a donné naissance à un ensemble d'une grande beauté, que ce soit la façade art nouveau de son ancien casino ou les extraordinaires clocher et tour de son église art déco. Lorsque je suis arrivée sur place, seules quelques personnes étaient assises à l'ombre de la galerie ouvragée qui fait le lien entre les thermes, l'Opéra et l'ancien casino. Voyant

cela, je n'ai pu m'empêcher de m'interroger sur les séquelles laissées sur l'image de la ville par les quatre années durant lesquelles elle a abrité le siège du gouvernement collaborationniste du maréchal Pétain pendant la Seconde Guerre mondiale, en dehors de toute période Covid. Mais Alla, ma guide, a rejeté catégoriquement cette suggestion d'un signe de tête : "Ici, nous sommes en face de deux mille ans d'histoire. Comment quatre années pourraient-elles parvenir à gâcher tout cela ?"

Elle a bien raison ! De fait, Vichy propose des sujets d'émerveillement à tous les coins de rue. Ainsi, alors que ma guide me faisait traverser des parcs surplombés de villas à l'architecture très travaillée, pour me conduire au bord de la rivière jusqu'aux thermes dans le but de goûter aux cinq sources d'eau minérale, j'étais subjuguée par la beauté des lieux. Même les trottoirs sont incrustés de mosaïques aux couleurs rouge-blanc-bleu de la ville. Mais c'est l'Opéra qui constitue "la pièce de résistance" [en français dans le texte], avec sa décoration dans les teintes d'or et d'ivoire, son superbe plafond aux ornements sculptés et le toit en coupole de sa grande salle.

Grâce au contingentement du nombre de visiteurs, nous avons savouré le calme qui y régnait, en espérant – de façon tout à fait égoïste – que la prochaine fois que nous viendrions à Vichy, et dans le Roannais, nous pourrions avoir à nouveau ces lieux pour nous tout seuls...

— Carolyn Boyd  
Publié le 29 mai

#### SOURCE



#### THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni  
Quotidien, 134 443 ex.  
theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. Journal de référence de l'intelligentsia, orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.

à la une

# LA COURSE AUX OcéANS

## Surpêche

Une patrouille maritime escorte un navire de pêche chinois, pris en 2020 en train d'opérer illégalement dans la zone économique exclusive de l'Argentine.



ARGENTINA'S NAVY PRESS OFFICE/AFP

Extraction minière dans les grands fonds, pêche industrielle, transport maritime... Depuis trente ans, les activités humaines se développent massivement et font des ravages dans les océans, où la réglementation est quasi inexistante. Il est urgent de réguler la ruée vers l'or bleu, prévient le *New Scientist*.



—New Scientist (extraits) Londres

**D**ans les années 1970, le petit État insulaire de Nauru a brièvement été l'un des pays les plus riches du monde. Son revenu par habitant était équivalent à celui de l'Arabie saoudite, à ceci près que sa richesse n'était pas tirée du pétrole mais d'excréments. Pendant des millénaires, les oiseaux marins ont lâché leurs fientes sur l'île lorsqu'ils étaient de passage, créant ainsi une épaisse couche de guano riche en phosphate, ingrédient essentiel dans la fabrication d'engrais.

Mais le faste n'est pas éternel : au début des années 2000, il ne restait plus rien de tout ce guano. Aujourd'hui, Nauru n'est plus nantie, mais elle est à la pointe de l'exploitation d'une autre ressource, non sans polémique. Depuis 2021, le pays cherche à lancer au plus vite l'extraction minière dans les grands fonds marins, peut-être dès 2023.

L'exemple microcosmique de Nauru est une très bonne illustration de la conjoncture mondiale. À mesure que la concurrence s'accroît sur les sols et que les ressources terrestres s'épuisent, les gouvernements et les entreprises se tournent vers la haute mer et le plancher océanique, qui renferment selon eux les prochaines mannes. Que ce soit l'exploration minière, le transport maritime, l'énergie, le tourisme, la désalinisation, la pose de câbles, la bioprospection – la liste est longue –, les secteurs d'activité qui reposent sur les milieux marins sont en plein essor.

Cette "accélération bleue" en inquiète plus d'un. Sur les terres, on ne peut pas dire que



SOURCE

**NEW SCIENTIST**

Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire  
84 215 ex.

newscientist.com

Stimulant, soucieux d'écologie et bon vulgarisateur, *New Scientist*, créé en 1956, est l'un des meilleurs magazines d'information scientifique du monde. Il s'intéresse particulièrement aux développements scientifiques et technologiques dans le domaine de l'environnement comme dans celui de l'industrie ou, plus simplement, dans la vie quotidienne.



nous soyons parvenus à un développement durable. Dans la mesure où il est de plus en plus facile d'exploiter avec profit des ressources maritimes difficiles d'accès et où le droit en la matière reste flou, nous risquons la foire d'empoigne au fond des océans. "Notre société repose sur la dégradation de la nature, la destruction de la nature", affirme Enric Sala, un écologiste des milieux marins qui a le titre de National Geographic Explorer. *Il est vital de comprendre que nous ne pouvons pas réitérer dans les océans les erreurs commises sur les terres.* Reste une question à plusieurs milliards de dollars : comment s'y prendre ?

**Premier moteur de croissance.** L'exploitation – ou plutôt la surexploitation – des océans n'a rien de nouveau. Citons l'effondrement des populations de baleines à cause de la chasse aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, **l'épuisement de stocks halieutiques autrefois abondants et les dégradations provoquées par le chalutage de fond.** Mais depuis les années 2010 notre intérêt pour les océans a pris une tout autre ampleur. En 2016, l'OCDE – un club de pays riches – a prédit que l'économie de la mer deviendrait le principal moteur de la croissance économique mondiale, passant ainsi de 1 500 à 3 000 milliards de dollars entre 2010 et 2030.

"Nous sommes dans une nouvelle phase du rapport de l'humanité à l'océan", résume Jean-Baptiste Jouffray, qui travaille au Stockholm Resilience Centre, à l'université de la capitale suédoise. *L'océan concentre beaucoup d'espoirs et d'attentes, comme nouvelle frontière économique et comme moteur des futurs développements humains.* Jean-Baptiste Jouffray et ses collègues ont proposé le terme "accélération bleue" dans un article paru en 2020, une déclinaison de la "grande accélération", qui désigne la forte hausse, à compter de 1950, de toutes les mesures des répercussions humaines sur les terres – **la croissance démographique comme l'extraction des ressources.**

Ce plongeon récent dans l'océan est notamment lié aux avancées technologiques qui l'ont rendu possible, que ce soit le forage marin, les éoliennes en mer, les centrales de désalinisation ou les chalutiers-usines. Jean-Baptiste Jouffray explique : "De nombreuses activités offshore étaient impensables il y a encore quelques décennies."

On peut difficilement employer le mot "durable" pour décrire la plupart des industries maritimes. L'économie de la mer pèse actuellement 1 700 milliards de dollars, dont près de la moitié est tirée de la production offshore de pétrole et de gaz polluants (830 milliards de dollars [790 milliards d'euros] par an), suivie de la construction d'équipements maritimes, des pêcheries et du transport par conteneurs – ce dernier étant un pollueur de premier ordre qui échappe à presque toutes les réglementations. Dans cette liste, les secteurs durables de demain sont quasi invisibles. L'éolien en mer est à la traîne, en huitième place, avec des recettes d'à peine 37 milliards de dollars [environ 35 milliards d'euros].

**Plus de la moitié des océans ressentent les effets de la perte de leur biodiversité, de la pollution sonore, chimique et plastique liée à l'homme.**

Cet état des lieux n'est pas sans conséquences. "L'océan vit déjà une crise très grave", constate Sebastian Unger, de l'Institute for Advanced Sustainability, à Potsdam, en Allemagne. Plus de 50 % des océans ressentent déjà les effets de la perte de leur biodiversité, de la pollution sonore liée aux activités humaines, de la pollution chimique et plastique, affirme le scientifique, et rares sont les lieux intacts. Et pendant → 34



33 ← ce temps, nous avons loupé l'objectif de protéger 10 % des zones côtières et marines à l'horizon 2020, en particulier les zones les plus essentielles à la biodiversité : 7,7 % d'entre elles sont partiellement protégées et 2,4 % seulement sont totalement protégées. Seules 1 % des hautes mers font l'objet d'une protection.

Les visions d'un avenir plus durable se multiplient depuis les années 2010, parfois sous le couvert de "l'économie bleue", même si tout le monde n'est pas adepte de ce terme, parfois utilisé pour faire perdurer une surexploitation. "Ce n'est pas ce qu'on veut, souligne Julian Barbière, qui officie à la Commission océanographique intergouvernementale de l'Unesco. Nous devons trouver le bon équilibre entre préservation et développement économique."

**Investissements durables limités.** De nombreux facteurs compromettent actuellement cet engagement. Pour commencer, l'économie de la mer telle qu'elle existe aujourd'hui dépend d'une poignée d'entreprises. Neuf de ces dix plus grandes entreprises sont des compagnies pétrolières. Des travaux menés par John Virdin à l'université Duke, aux États-Unis, ont conclu que dans les huit plus grands secteurs de l'économie de la mer – les cinq cités plus haut, auxquels s'ajoutent la construction navale, les croisières et les ports – 100 entreprises monopolisent 60 % des revenus. Ces entreprises ont



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

**"Dans le Pacifique, le combat de l'île de Niue pour protéger une zone maritime grande comme le Vietnam."** Le micro-État du Pacifique s'est engagé à protéger, depuis avril, 100 % des 317 500 kilomètres carrés de sa zone économique exclusive (ZEE), notamment contre la pêche illégale. Un "défi colossal" pour les 1700 Niuéens, raconte **The Guardian**.

en majorité leur siège dans l'un des six pays suivants : les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Chine, la Norvège, la France et le Royaume-Uni. "Toujours les mêmes", résume Jean-Baptiste Jouffray.

Et le statu quo joue largement en leur faveur. Environ 40 % des recettes pétrolières et gazières, par exemple, finissent dans les coffres du Trésor public de ces États, et les gouvernements expriment leur reconnaissance par de généreuses subventions versées aux entreprises d'extraction. Ces dix dernières années, moins de 1 % de l'économie totale de la mer a été investie dans des projets durables, au moyen de bourses philanthropiques ou d'aides publiques, affirme Jean-Baptiste Jouffray. Réaffecter les subventions qui étaient actuellement la surpêche et le développement offshore des énergies fossiles est depuis dix ans à l'ordre du jour de l'Organisation mondiale du commerce.

Il y a bien quelques signes vaguement positifs. Le financement de l'économie de la mer vient en majorité des principaux gestionnaires d'actifs : BlackRock, Vanguard, State Street et consorts. Ils commencent à voir l'intérêt des investissements respectueux de l'environnement sur les terres, souligne Jouffray, et il est possible que le même raisonnement finisse par être appliqué aux investissements maritimes.

Le financement n'est pourtant pas le seul enjeu. L'obstacle au développement durable et à la protection des océans est aussi le manque de connaissances sur ce que nous voulons encourager et préserver. S'y ajoute la supervision inégale des activités maritimes, voire l'absence de supervision, par diverses agences des Nations unies : le transport incombe à l'Organisation maritime internationale, la pêche à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la biodiversité au Programme pour l'environnement (PNUE), la science à

l'Unesco, etc. "Et elles ne se parlent pas", souligne Sebastian Unger.

Le seul fil rouge est la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, entrée en vigueur en 1994. Ce texte a créé les "zones économiques exclusives" (ZEE), qui s'étendent sur 200 miles nautiques (370 kilomètres) à partir du littoral d'un pays : dans cette zone maritime, le pays

## Mines

Le robot Patania II de l'entreprise Global sea mineral resources (GSR), filiale du groupe belge DEME, est conçu pour extraire des nodules polymétalliques à une profondeur de 4 500 mètres. Il a été testé en 2021 dans le Pacifique.

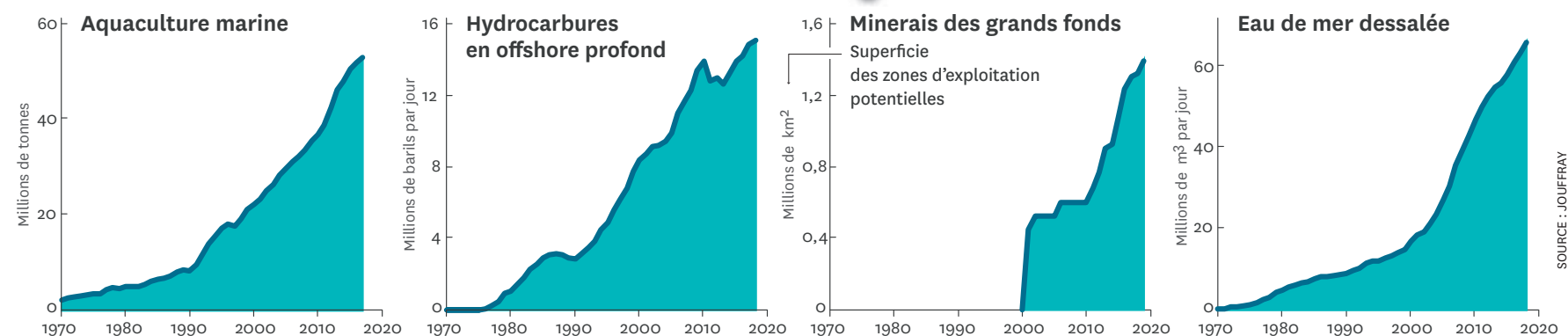
## Fret

Des cargos dans le port californien de Long Beach, en 2021.

# 10,2

**MILLIONS DE KILOMÈTRES CARRÉS.** C'est la surface totale des espaces maritimes français – la deuxième au monde après les États-Unis –, hors extension du plateau continental entrée en vigueur en février 2021. Les espaces maritimes ultramarins représentent près de 97 % du total. La France exerce sur cette aire – dite zone économique exclusive (ZEE) –, sa juridiction en matière de protection environnementale et dispose de droits souverains d'exploitation des ressources – du sous-sol et des eaux qui le surplombent –, conformément à la Convention dite "de Montego Bay", signée en 1982.

## L'accélération bleue en chiffres



SOURCE : JOUFFRAY ET AL. 2020.

SOURCE : JOUFFRAY



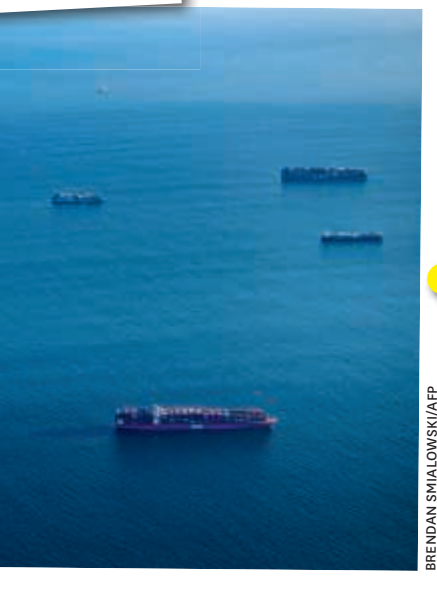
COURTESY OF DENE



### Photovoltaïque

En manque de terres, Singapour (ici, au large de la côte nord, en 2021) construit des fermes solaires flottantes pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

ROSLAN RAHMAN/AFP



BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

est souverain et dispose de droits d'exploitation exclusifs, sauf s'il y a chevauchement avec la ZEE d'un autre État. La convention a aussi instauré l'anarchie relative qui règne en dehors des ZEE. Appelées "zones ne relevant pas de la juridiction nationale", elles comprennent à la fois "la zone internationale" (le plancher océanique et son sous-sol) et la "haute mer"

(la colonne d'eau au-dessus de ces fonds). Les Nations unies indiquent que les ressources situées à ces endroits relèvent du "patrimoine commun de l'humanité" mais obligent chaque pays à protéger et à préserver les milieux marins.

"La Convention des Nations unies sur le droit de la mer est un accomplissement extraordinaire en matière de coopération internationale, mais elle laisse hors de toute juridiction les deux tiers des océans, analyse John Virdin, ou au moins deux tiers de tout ce qui n'est pas dans le sous-sol marin." Les eaux internationales sont régies par l'Autorité internationale des fonds marins, créée dans le cadre de la Convention sur le droit de la mer pour réglementer les futures exploitations minières; c'est un sujet qui, au vu de la décision prise par Nauru, est aujourd'hui tout à fait concret.

**Gouvernance à réinventer.** Ce cadre normatif, qui compte de nombreuses lacunes, est en grande difficulté depuis que l'accélération bleue a commencé. À mesure que les mannes potentielles des ZEE se sont multipliées, les pays se sont aussi évertués à revendiquer une

### Contexte

#### ÉTAT D'URGENCE

La deuxième conférence des Nations unies sur les océans, organisée à Lisbonne par les gouvernements kényan et portugais, s'est tenue du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet. Dès l'ouverture, l'ONU a déclaré un "état d'urgence" des océans par la voix de son secrétaire général Antonio Guterres.

Les océans, qui couvrent plus de 70 % de la planète, nous nourrissent, absorbent une bonne partie du CO<sub>2</sub> produit par les activités humaines, régulent le climat et la température de la Terre et regorgent de ressources. Mais ils sont menacés : pollution, acidification, pêche illégale, perte d'habitat et de biodiversité étaient les enjeux évoqués à Lisbonne.

plus grande partie des océans. Parallèlement, les nouvelles technologies permettent d'exploiter plus facilement certaines zones en pleine mer. Dans la situation actuelle, le développement durable des océans est quasi impossible, estime Sebastian Unger. Selon lui : "Nous devons réinventer la gouvernance des océans."

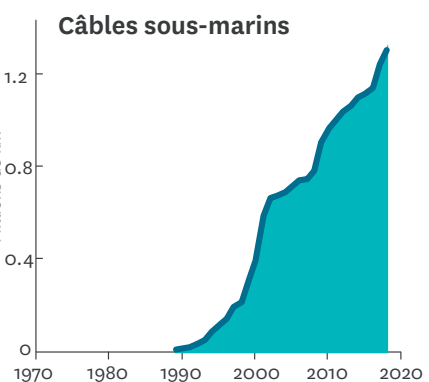
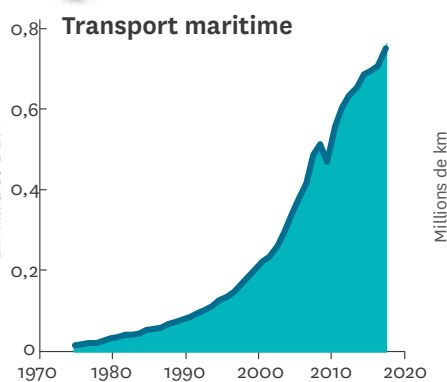
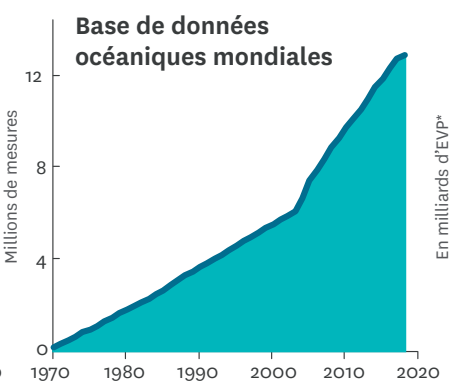
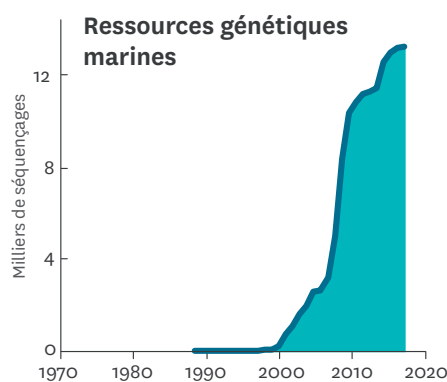
C'est l'état d'esprit qui règne dans certaines régions, du moins en théorie. Citons l'industrie de la pêche. La Convention sur le droit de la mer garantit l'accès à la pleine mer, qui n'est plus le Far West d'autrefois, explique Manuel Barange de la FAO. C'est toutefois une bonne chose qu'il n'y ait pas tant de poissons que ça en

### "La Convention des Nations unies sur le droit de la mer laisse hors de toute juridiction les deux tiers des océans."

John Virdin,  
CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ DUKE

haute mer. L'accès aux nutriments fait que les poissons ont tendance à être associés à un habitat précis, comme un fond océanique, un récif corallien ou un littoral. "Au milieu de l'océan, il y a du thon et du marlin, mais c'est à peu près tout", résume Manuel Barange. Les grandes zones où se trouvent les stocks halieutiques sont maintenant régies par une cinquantaine d'accords multilatéraux décousus, connus sous le nom d'"organisations régionales de gestion de la pêche" – un dispositif qui, selon Manuel Barange, devrait être appliqué aux eaux internationales.

Avec des réglementations adaptées, il n'y a pas de raison qu'on ne puisse pas répondre de manière durable à la demande en produits de la mer. Il en va de même pour d'autres ressources marines. L'une des initiatives en ce sens est le traité sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, dont la négociation se déroule sous l'égide de l'ONU. Ses principaux objectifs sont l'établissement de règles pour la création et la protection de réserves marines, l'évaluation obligatoire des répercussions environnementales de tout → 36



\* Équivalent vingt pieds.

35 ← plan d'expansion économique en haute mer, et l'utilisation équitable et durable des ressources génétiques, jugées essentielles pour le secteur émergent de la biotechnologie marine.

D'après Sebastian Unger, s'accorder sur un tel texte serait "une étape cruciale vers la concrétisation de cette nouvelle perspective" sur la gouvernance maritime pour les deux tiers des océans qui échappent actuellement à l'essentiel des réglementations. Les négociations traînent depuis des années, et la dernière série de pourparlers s'est terminée en mars 2022 sans aboutir à l'accord espéré.

**Un projet d'accord appelle à ce que 30% des terres émergées, zones d'eau douce et océans soient protégés d'ici la fin de la décennie.**

Et lors du sommet de la Convention sur la diversité biologique, qui a été reporté et doit se tenir plus tard dans l'année à Kunming, en Chine [il se tiendra finalement à Montréal, au Canada, en raison de la situation sanitaire], les pays doivent s'entendre sur de nouveaux objectifs à l'horizon 2030. Même si nous sommes passés complètement à côté des objectifs définis en 2010 à Aichi, au Japon – l'un d'eux visait notamment les zones marines protégées –, le projet d'accord pour 2030 est bien plus ambitieux : il appelle à ce que 30 % des terres émergées, des zones d'eau douce et des océans soient protégés d'ici à la fin de la décennie. Cet indicateur appelé "30 pour 30" serait "une révolution" en matière de protection marine, selon Peter Thomson, envoyé spécial pour l'océan du secrétaire général des Nations unies.

Pour ce qui est des objectifs de biodiversité marine, il y a cette fois-ci de quoi être optimiste, estime Enric Sala. Il souligne : "Des pays comprennent que leur économie maritime n'a pas d'avenir sans zones protégées."

Les zones de pêche, par exemple, sont bien plus productives et viables si elles jouxtent des zones où il est interdit de pêcher.

## Biodiversité

Un poisson-globe, dans la réserve marine égyptienne de la mer Rouge de Ras Mohamed.

EMILY IRVING-SWIFT/AFP



## Exploration

Le Nautilus, un sous-marin habité conçu par l'Ifremer pour l'observation et l'intervention jusqu'à 6000 mètres de profondeur, a réalisé depuis 1984 plus de 2000 plongées. Dont la campagne Ghass2, en 2021, qui étudie les aléas géologiques en mer Noire.

Plus de 70 pays se sont engagés à atteindre le but "30 pour 30" en adhérant à l'Alliance mondiale pour les océans menée par le Royaume-Uni. Plus de 90 pays ont rejoint la Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples, qui promet également de protéger 30 % des terres et des mers d'ici à 2030. En 2021, le Royaume-Uni a créé une zone de protection marine de 700 000 km<sup>2</sup> autour de l'archipel de Tristan da Cunha, dans l'Atlantique austral; le Costa Rica a multiplié par sept la superficie du parc national de l'île Cocos, dans le Pacifique. "Nous sommes témoins d'une augmentation incroyable et exponentielle des zones marines protégées", affirme Enric Sala.

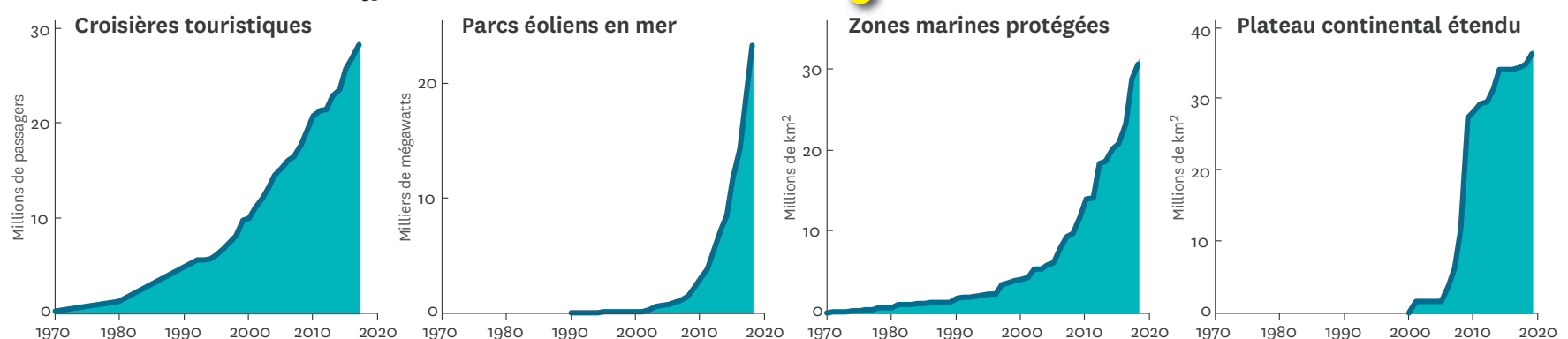
Ce ne sont pas les seuls signes encourageants. Le pacte de Glasgow pour le climat, signé à la COP26 en novembre 2021, a érigé en priorité le réchauffement et l'acidification des océans, tandis que les prochains pourparlers climatiques, prévus en novembre 2022 en Égypte, porteront sur ce qui, selon Peter Thomson, est "le plus grand ennemi de l'océan" : les émissions de gaz à effet de serre. Même le secteur du transport maritime, retardataire si l'en est en matière d'écologie, commence à réfléchir sérieusement à sa décarbonation :

les États membres de l'Organisation maritime internationale se sont engagés à réduire les émissions liées au transport d'au moins 40 % entre 2008 et 2030, et ils s'orienteraient vers un objectif de neutralité carbone d'ici à 2050.

**Deux scénarios possibles.** En mars 2002, le monde a pris la décision de négocier un traité pour gérer la pollution au plastique. En juin, l'OMC tentera à nouveau d'abolir les subventions néfastes accordées à la pêche, qui financent actuellement le pillage industrialisé des stocks halieutiques à hauteur de 20 à 30 milliards de dollars par an [le 17 juin, les 164 pays membres ont annoncé être parvenus à une série d'accords dont un qui permet de limiter, sans les supprimer, les subventions à la pêche illégale pour au moins les quatre ans à venir].

Vient ensuite la Conférence sur les océans, qui [s'est tenue] du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet à Lisbonne, pour fixer le cap d'une économie de la mer durable et fondée sur la science, en étroite coopération avec le secteur privé et les bailleurs de fonds.

## L'accélération bleue en chiffres



SOURCE : JOUFFRAY ET AL. 2020.



LESBATS STEPHANE (2021)/IFREMER

À la une

LE PORTUGAL, UN PAYS TOURNÉ VERS L'OCÉAN



Le 2 juin, le **Jornal de Notícias** a dédié une édition spéciale de 40 pages à l'économie bleue. Derrière le titre

“De l'océan à l'avenir”, plusieurs projets innovants lancés au Portugal y sont mis en exergue : éolien offshore, chantiers navals, technologie, tourisme maritime...

L'un d'eux occupe la une du quotidien portugais : le WindFloat Atlantic, premier parc éolien flottant semi-submersible au monde, situé à 20 kilomètres au large des côtes tempétueuses de Viana do Castelo, tout au nord du pays.



“L'avenir est dans l'eau”, titrait **Visão** le 9 juin, qui dédiait un dossier à cette ressource, au cœur de la décarbonation du pays. Le magazine précise : “Comment cette 'source de vie' est la solution pour l'indépendance énergétique et pour nous affranchir des combustibles fossiles.”

— **Graham Lawton**  
Publié le 20 avril

Mais l'heure continue de tourner. John Virdin voit deux trajectoires possibles d'ici à 2030, simple point d'étape vers l'échéance de 2050, une date à laquelle les Nations unies souhaitent que l'humanité vive en harmonie avec la nature. Dans le premier scénario, nous restons sur notre lancée, en continuant à avancer machinalement en crabe. Le second scénario est beaucoup plus positif, souligne John Virdin. “La protection s'accélère, peut-être atteignons-nous ce '30 pour 30'. Le transport maritime fait sa transition écologique, nos émissions baissent. L'OMC interdit ou réduit les subventions à la pêche. Nous lançons des mécanismes normalisés d'audit pour calculer l'empreinte écologique et sociale de l'économie de la mer en plein essor. Nous négocions un traité qui définit de vrais objectifs pour réduire les déchets plastiques, liste-t-il. Et ensuite, au moment de remettre en état l'environnement, les populations verront l'intérêt de s'y investir, et il deviendra une solution climatique naturelle. C'est un bon scénario pour 2030.”

Les décisions que nous prenons en 2022 détermineront la plausibilité de ce scénario ; elles définiront le chemin parcouru entre la situation actuelle et une économie de la mer qui soit à la fois rentable, durable et équitable. “Les réussites existent, l'optimisme a sa place”, insiste John Virdin. Je ne suis pas fataliste, je pense qu'on peut y arriver et qu'il vaut la peine de faire tout notre possible pour inverser la tendance.”

Malgré tout, la manœuvre sera particulièrement périlleuse. “Nous enregistrons un grave recul de la biodiversité, une grave pollution et une grave surpêche, rappelle Julian Barbière, de l'Unesco. Mais si, d'ici à 2030, une gestion durable des océans est mise en œuvre dans tous les pays du monde, nous serons en bien meilleure posture qu'aujourd'hui. Je suis convaincu que c'est possible.”

# Explorer et protéger les grands fonds

Les zones situées au-delà de quelques centaines de mètres de profondeur sont très peu explorées. Elles regorgent de richesses et de mystères que les scientifiques cherchent à identifier avant que l'industrie ne prenne définitivement les devants.

**D**ouze personnes ont marché sur la Lune. À peine dix de plus sont allées dans la fosse des Mariannes, tout au fond de l'océan Pacifique. C'est peu. Les abysses des autres océans ne sont d'ailleurs pas plus explorés. “Nous restons très ignares sur les grandes profondeurs, notamment les plus éloignées de nos continents”, note le **New Scientist**.

**The Guardian** renchérit : “Les grands fonds marins constituent l'environnement le moins connu de la planète, un domaine qui inspire toujours crainte respectueuse et émerveillement.” D'après une étude, 90 % des espèces qu'on y collecte sont inconnues des scientifiques. Les êtres qui vivent dans la zone dite “crépusculaire”, entre 200 et 1000 mètres de profondeur, sont particulièrement étonnants. “On y trouve le dragon à écailles, une créature très laide aux dents recouvertes de nanocristaux. Il y a aussi la méduse casquée, qui n'a pas de cerveau ni d'yeux mais un bulbe sensoriel qui lui signale quand elle doit se replier dans l'obscurité. Ainsi que le 'calmar fraise', une merveille rose vif dont les yeux n'ont pas la même taille : le plus petit regarde vers le bas pour détecter la moindre trace de bioluminescence dans l'obscurité, et le grand vers le haut pour repérer l'ombre des animaux qui évoluent plus près de la surface”, énumère **Nautilus**. Que dire de celles qui vivent au-delà ?

Il faut dire que l'exploration des zones des grandes profondeurs implique des technologies onéreuses, résistant aux fortes pressions exercées par la colonne d'eau. En outre, l'eau étant moins transparente que l'air, et la lumière du soleil y étant absorbée, la télédétection ou la télémétrie des océans et des fonds marins sont plus compliquées que sur la terre ferme, comme le souligne le rapport de l'OCDE intitulé “L'économie de la mer en 2030”. “Environ 20 % seulement des fonds marins sont cartographiés en haute résolution. L'observation systématique se limite aux deux premiers kilomètres, les eaux plus profondes sont très peu observées”, précise au **New**

**Scientist** Julian Barbière, de l'Unesco, qui chapeaute la recherche scientifique marine. Or une cartographie précise et complète constituerait une avancée cruciale de la science océanique. En particulier alors que l'industrie minière a jeté son dévolu sur le plancher océanique. Car, en plus de créatures extraordinaires qui y évoluent, les grands fonds marins sont le siège de nodules polymétalliques, comme le manganèse, utilisé notamment dans les batteries. Ce qui suscite une véritable ruée vers l'or sous-marin.

C'est pourquoi des programmes comme Jetzon (pour Joint Exploration of the Twilight Zone Ocean Network, soit “Exploration conjointe du réseau océanique de la zone crépusculaire”) sont lancés dans une course contre la montre. L'objectif : en apprendre un maximum sur la zone crépusculaire – où se trouvent les stocks de poissons les plus importants et les moins exploités des océans – avant qu'il ne soit trop tard pour maintenir son équilibre écologique et pour que la science comprenne mieux ce qui se cache en dessous.

— **Courrier international**



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

**À écouter.** Comment protéger les océans tout en préservant leurs écosystèmes ? Les invités de **notre podcast Six pieds sur Terre**, scientifiques, artistes, militants, répondent à cette question dans notre série “Les océans, sanctuaires ou eldorado?”. Bonne écoute.

**À lire dans ce numéro.** Embarquez pour la Baltique, sur les traces de Thomas Mann, dans le premier épisode de notre série d'été consacrée aux histoires de mer, pages 42 à 45.

**Une cartographie complète serait une avancée cruciale alors que l'industrie fonce sur le manganèse, une des richesses du plancher océanique.**

trans-  
versales.

environnement

Économie .....40  
Signaux .....41

# Les escadrons de la pollution

**Armée.** Le sujet est tellement tabou que personne ne sait évaluer l'impact des armées sur le climat. Pourtant, les conflits sont de loin l'activité la plus néfaste pour la planète.



↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

—Die Zeit (extraits) Hambourg

**I**l faut parfois ressentir les choses dans sa chair pour les comprendre. Richard Nugee en a fait l'expérience avec la chaleur. Officier dans l'armée, il était stationné en Irak en 2003, où le mercure est resté bloqué à 55°C pendant plusieurs semaines d'affilée. Des hommes de son unité ont dû être hospitalisés, voire rapatriés. "L'un d'eux allait mal même en buvant 16 litres d'eau par jour. C'est là que j'ai compris à quel point le dérèglement climatique était dangereux, même pour l'armée."

Dix-neuf ans plus tard, Richard Nugee, 58 ans, passe la main dans sa barbe poivre et sel, assis devant son ordinateur, dans le Wiltshire, dans le sud-ouest de l'Angleterre. Trente-six années durant il a été militaire, jusqu'à son dernier poste de lieutenant général au ministère de la Défense [britannique]. Il a commandé des troupes au Kosovo, en Irak ou en Afghanistan, avant de prendre sa retraite il y a un an. Aujourd'hui encore, il passe le plus clair de son temps à œuvrer pour son ancien employeur. Il s'est donné pour mission de rendre l'armée respectueuse du climat.

**Désintérêt.** Rares sont les activités plus nocives pour le climat que la fusion de l'acier pour fabriquer des armes. Que ces missiles qui explosent en ce moment à Kharkiv ou à Donetsk. Que ces avions qui effectuent des frappes au Yémen ou qui s'entraînent dans le ciel d'Allemagne. Jusqu'à présent, rares sont les voix, curieusement, qui demandent à l'armée de réduire son empreinte sur l'environnement. Mais à l'heure où tout désarmement est exclu, la question ne peut plus être glissée sous le tapis : une armée écoresponsable est-elle possible ?

Si l'on pose la question à Richard Nugee, il répond : "On n'a pas le choix." Pour lui, sauver la planète n'est même pas l'argument principal. La Terre qui se réchauffe pose de sérieux problèmes à l'armée. "Nous ne sommes pas taillés pour ça", observe-t-il. Ni pour les canicules ni pour les nouvelles guerres qui nous guettent lorsque l'eau se fera rare et qu'un nombre croissant de régions deviendront inhabitables, lorsque les gens n'auront d'autre choix que de migrer en

masse. Alors qu'il était encore en service, Richard Nugee a fait de la protection du climat son cheval de bataille. Au cours de sa dernière année de carrière, il a troqué son poste d'officier à la tête de 600 hommes au ministère contre un bureau individuel sans collaborateur. D'où il a rédigé un rapport formulant des recommandations pour conduire l'armée britannique à la neutralité carbone. "Comme j'étais un haut gradé, les gens étaient polis avec moi", raconte-t-il, la barbe tra-

**Aucune organisation sur la Terre ne consomme autant de carburant que l'armée américaine.**

versée d'un sourire. Mais personne ou presque ne s'intéressait au sujet. Nul besoin d'ailleurs : les armées ne doivent guère rendre compte de leur bilan carbone. Elles sont même exclues de l'accord de Paris. L'armée allemande est l'une des rares à publier un rapport de soutenabilité environnementale tous les deux ans. Autrement dit : nul ne sait, à ce jour, quel est l'impact des armées du globe sur le dérèglement climatique.

Pas même Neta Crawford. Cette politologue américaine est connue pour ses recherches sur les coûts de la guerre. Elle a calculé combien de civils sont morts en Afghanistan, combien d'enfants sont devenus orphelins en Irak. Elle a cependant négligé pendant des années un indicateur pourtant capital : le coût climatique. C'est en visitant quelques-unes des 750 bases militaires américaines à travers le monde qu'elle a ouvert les yeux. Un beau matin, elle est tombée sur un convoi interminable de camions-citernes. "J'ai été stupéfiée par la quantité de carburant qui était gaspillée chaque minute, confie-t-elle, j'en ai eu le tournis." Dans un vacarme assourdissant, des dizaines de pilotes rejoignaient leurs avions de chasse en 4x4, des appareils de plusieurs tonnes décollaient et atterrissaient dans un ballet ininterrompu. "Quand je me suis aperçue que personne ne prenait en compte les émissions pourtant colossales de l'armée, j'ai été sidérée. Je me suis mise au travail aussitôt." Elle garde encore le souvenir

d'un de ses premiers calculs : un bombardier B-52 brûle en une heure autant de carburant qu'un automobiliste lambda en sept ans.

Laisser parler les chiffres, c'est la méthode de Neta Crawford. "Je me retrouve sans arrêt face à des gens incroyables. Il faut dire que les chiffres font froid dans le dos." Pour mener à bien ses travaux, elle a compilé diverses données puisées dans les rapports des ministères de la Défense et de l'Énergie, a posé des questions aux administrations et interviewé des militaires. Bilan : aucune organisation sur la Terre ne consomme autant de carburant que l'armée américaine. Dans le seul cadre de la guerre contre le terrorisme, elle a émis plus de 1,2 milliard de tonnes de gaz à effet de serre. En un an, l'armée américaine en émet davantage que la Suède ou le Portugal.

**Mutisme.** Pour être précis, il faudrait en outre intégrer au coût climatique d'un conflit armé les maisons et les routes bombardées – et leur reconstruction. Dans certaines régions en guerre, des milliers de logements ont dû être reconstruits en béton et les routes regoudronnées. Cela représente des quantités considérables de gaz à effet de serre, qui n'ont pas été prises en compte dans les calculs de Neta Crawford. Ses chiffres, qui donnent la chair de poule à de nombreux climatologues dans le monde, sont encore très en deçà de la réalité. "Nos objectifs climatiques à l'échelle mondiale sont totalement inatteignables si les entreprises d'armement et les armées continuent d'émettre autant de gaz à effet de serre", dit-elle.

Plus on écoute Neta Crawford, plus on s'étonne que personne ou presque n'aborde ouvertement le sujet. Quand on contacte divers représentants du mouvement climat en Allemagne, on obtient toujours la même réaction : l'interlocuteur est d'abord surpris, puis songeur. Qu'il s'agisse de Fridays for Future, d'Extinction Rebellion ou de Letzte Generation

## L'utopie d'un monde sans violence ne facilite pas la transition de l'armée.

["Dernière génération"]. Certains parlent de discussions en interne où il a été décidé d'écarter l'armée des sujets de débat. Mais la plupart disent : "On ne s'est pas encore penchés sur le sujet." Comment l'expliquer ? "Fabriquer des armes, c'est déjà mal à la base, résume Carla Reemtsma, une des figures de proue [allemandes] du mouvement Fridays for Future. Quand on s'oppose à l'industrie de l'armement, on peut difficilement exiger tout à coup de recycler les armes."

L'utopie d'un monde sans violence, que partagent de nombreux responsables politiques et militants du mouvement climat, ne facilite pas la transition de l'armée. Inversement, il peut sembler cynique de mettre en garde contre les émissions de CO<sub>2</sub> des armes au beau milieu d'une guerre – au moment même où le peuple ukrainien a besoin du moindre blindé pour se défendre contre l'armée russe. Pendant une guerre d'agression, mieux vaut mesurer ses paroles.

Un mardi de mai, dans le Bade-Wurtemberg [dans le sud-ouest de l'Allemagne]. Des hommes en treillis traversent une rue en courant, des branches avec des feuilles sur le casque, sac sur le dos. "Allez, allez, allez !" scande l'un d'eux. Un après-midi tout ce qu'il y a de plus normal à la caserne Stauffer de Pfullendorf, un centre de formation de la Bundeswehr. Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit qu'à Pfullendorf tout n'est pas si ordinaire que ça. Non loin des militaires, un homme en chemise rose jette un regard fier sur un petit bâtiment. Trois grosses conduites émergent du sol bétonné, laissant entrevoir les hélices noires d'un système de ventilation et des affichages numériques. Une installation géothermique. Elle couvre l'essentiel des

besoins de chauffage de la caserne – de façon écologique. Sebastian Dekowski, ingénieur, travaille au pôle de compétences de gestion des bâtiments de la Bundeswehr à Stuttgart. Il a accompagné sa construction. Et "ce n'est que le début", dit-il.

La Bundeswehr a consacré des années de travail et 15,9 millions d'euros à ce projet. Sur le site, on découvre partout des panneaux solaires sur les toits et des véhicules électriques. Au loin, un dôme abrite une plateforme suspendue. Des pilotes s'entraînent à atterrir avec un parachute. Plus besoin d'avion. Ils pourront bientôt s'entraîner au tir dans un simulateur, ce qui permettra d'économiser des munitions. Les simulateurs permettent également d'éviter des accidents, comme cet incendie d'une tourbière qui avait duré plusieurs semaines sur un champ de tir en 2018, près de Meppen [dans le nord de l'Allemagne]. Un hélicoptère avait mis le feu à la zone pendant un exercice et 637 000 tonnes de CO<sub>2</sub> avaient été libérées dans l'atmosphère, soit l'équivalent de ce qu'émettent 60 000 Allemands en un an. Une catastrophe écologique.

Pfullendorf est un projet pilote et reste une exception. Il n'en est pas moins un symbole : au moins sur ses bases allemandes, la Bundeswehr tente depuis des années d'améliorer son bilan climatique. Elle compte aujourd'hui près d'un millier de postes dédiés à la protection du climat ou de l'environnement. Sebastian Dekowski fait partie de ces militaires qui veillent au tri des déchets, construisent des hôtels à insectes sur les terrains de manœuvres, installent des poêles à granulés ou s'occupent de l'exploitation des panneaux solaires.

L'armée affirme également avoir divisé par deux, en quinze ans, les émissions de CO<sub>2</sub> de ses blindés, navires de guerre et autres avions de chasse. Mais quand on se penche d'un peu plus près sur les chiffres, on s'aperçoit que cette

baisse tient essentiellement au dégraissage constant de l'armée et de ses équipements.

À l'heure où le ministère de la Défense annonce une enveloppe exceptionnelle de 100 milliards d'euros sur laquelle le gouvernement fédéral [une coalition des sociaux-démocrates et des Verts] et la CDU [première force d'opposition] se sont mis d'accord pour acheter de nouveaux avions de chasse, bateaux et blindés, ces chiffres devraient repartir à la hausse. À quoi il faut ajouter les hélicoptères et véhicules blindés vieillissants, qui sont actuellement sous-employés car ils passent le plus clair de leur temps en réparation. Les nouveaux matériels voleront et rouleront davantage, émettant ainsi plus de CO<sub>2</sub>.

Pfullendorf n'en incarne pas moins une mutation. Dans les médias, les sociétés d'armement parlent de moteurs à hydrogène et d'énergie solaire. Même la marine américaine, dont les porte-avions sont extrêmement gourmands en carburant, veut verdir son bilan. Son objectif est de baisser ses

## "Les technologies respectueuses du climat sont plus efficaces."

Richard Nugee, LIEUTENANT GÉNÉRAL À LA RETRAITE

émissions de CO<sub>2</sub> de 65% à l'horizon 2030, selon la revue spécialisée *Stars and Stripes*. La flotte américaine devra avoir atteint la neutralité carbone en 2050.

Ce ne sont pour l'heure que des annonces. Mais Richard Nugee, notre lieutenant général britannique, constate autour de lui que quelque chose a changé. Quand il parle de climat aujourd'hui, ses anciens collègues tendent l'oreille. "Ils n'ont pas que ça à la bouche, bien sûr, mais ça revient quand même très souvent, y compris au sein de l'état-major", se réjouit-il.

Richard Nugee multiplie les visioconférences sur le climat avec

des généraux ou des représentants de l'industrie de l'armement. Le rapport auquel il a consacré sa dernière année de service a été présenté officiellement par l'armée britannique en amont de la conférence des Nations unies sur le climat, la COP26, en 2021 [en Écosse]. Neta Crawford, la chercheuse américaine, considère elle aussi la Grande-Bretagne comme un modèle aujourd'hui. Cet été, elle s'installera à Oxford pour y travailler comme professeur à l'université. Le pays est en train de devenir un pôle de recherche internationale sur la thématique guerre-climat, observe-t-elle.

**Pièces détachées.** Reste à savoir ce qui pousse vraiment l'armée à changer. "L'efficacité, tranche Richard Nugee. Les technologies respectueuses du climat sont plus efficaces." Il évoque ensuite une autre mission qui l'a aidé à affiner son point de vue : l'Afghanistan. Richard Nugee y a travaillé autrefois au calendrier de retrait des troupes de l'Otan. "On avait laissé des générateurs pour les Afghans, pour produire de l'électricité", raconte-t-il. Seulement voilà, les différentes armées envoyées sur place utilisaient différents modèles de générateurs qui avaient besoin de pièces détachées différentes. Au bout de six mois, la plupart d'entre eux étaient en panne. "Imaginez qu'on leur ait laissé des panneaux solaires", analyse Richard Nugee, avant de marquer un silence et d'ajouter : "Nous serions stupides de ne pas nous transformer."

Le mouvement pour le climat et même les chercheurs sont souvent accusés d'être déconnectés de la réalité. Il ne viendrait à l'idée de personne de formuler la même critique à l'encontre de Richard Nugee. Et il le sait : "À un moment donné, je me suis dit : depuis ma position dans l'armée, je peux vraiment faire bouger les lignes. Si un civil était venu, personne ne l'aurait écouté."

—Laura Cwiernia, Hauke Friederichs et Annika Joeres

Publié le 7 juin

**LES MOTS DES AUTRES**

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

ÉCONOMIE



# L'inflation tirée par les coupes de cheveux

**Consommation.** Les tarifs qui flambent chez les coiffeurs aux États-Unis sont un indicateur sérieux et inquiétant d'une hausse des prix qui s'enracine dans l'économie.



—The Wall Street Journal New York

Certains des clients de Donna Homann viennent se faire coiffer chez elle depuis les années 1970 – quand elle facturait la coupe 1 dollar. En janvier, elle a augmenté les tarifs de son Side Door Beauty Salon, chose qu'elle n'avait pas faite depuis quatre ans, passant le shampoing-coupe unisexe de 18 à 20 dollars [de 17 à 19 euros] et le coiffage (séchage et lissage) de 14 à 16 dollars. Le coût de la vie augmente, comme celui de son affaire. Le prix de la coupe devait aussi augmenter, explique-t-elle.

L'initiative du Side Door Beauty Salon, dans le centre de l'Illinois, n'augure rien de bon pour ceux qui espéraient se débarrasser de l'inflation. Il n'est pas possible de délocaliser à l'étranger les services des coiffeurs. Lorsque le prix de la coupe de cheveux grimpe, pour les économistes, c'est le signe que l'inflation s'enracine profondément dans l'économie d'un pays.

En mai, ce prix a augmenté de 6,2 % par rapport à l'année précédente, selon le Bureau of Labor

Statistics [l'agence fédérale du travail et des statistiques], soit la plus forte hausse depuis 1982.

Donna Homann déteste augmenter ses tarifs. *“Je ne fais pas ça par plaisir”*, dit-elle. Au nombre des pressions qu'elle subit sur ses dépenses, on compte le renchérissement de l'affûteur qui aiguisé ses ciseaux – de 25 à 30 dollars la paire –, l'augmentation de sa facture d'eau, du prix des perruques et des laques ainsi que des frais d'expédition pour les shampoings et les produits de coiffage, qui ont presque triplé.

**En mai, le prix de la coupe de cheveux a augmenté de 6,2 % par rapport à 2021.**

Augmenter de nouveau ses tarifs pourrait l'aider à garder la tête hors de l'eau, mais la confronte à un dilemme. Certains de ses clients ont du mal à joindre les deux bouts et elle n'est pas sûre qu'ils puissent encaisser une nouvelle hausse, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie. Elle explique : *“Ils s'inquiètent du prix du carburant*

*pour venir en voiture jusqu'ici. Ils se demandent s'il leur restera assez d'argent pour manger.”*

De nombreux responsables américains pointent du doigt le jeu des forces mondiales, dont le dérèglement des chaînes d'approvisionnement jusqu'en Chine, qui ont provoqué une pénurie de puces électroniques et renchéri les voitures et les appareils électroniques. Ces perturbations se sont aggravées ces derniers mois, depuis que l'invasion russe de l'Ukraine a fait grimper les prix du pétrole, du gaz naturel, de la viande et des céréales. Les tarifs des coiffeurs montrent cependant que d'autres facteurs entrent en jeu quand il s'agit des tendances sous-jacentes de l'inflation.

Entre 2010 et 2012, alors que l'économie américaine sortait de la récession, le taux de chômage était élevé et l'inflation systématiquement en dessous de l'objectif de 2 % fixé par la banque centrale des États-Unis. Les prix des salons de coiffure n'ont alors pratiquement pas évolué, et n'ont commencé à augmenter qu'à la fin du dernier cycle d'expansion économique, alors que le taux

de chômage diminuait et que la main-d'œuvre devenait plus rare. Mais cette hausse n'avait rien à voir avec celle d'aujourd'hui.

Si les tarifs de la coupe de cheveux sont de bons indicateurs économiques, c'est parce que les loyers et le coût de la main-d'œuvre, deux des dépenses majeures des salons, sont aussi les deux principales composantes du niveau des prix dans l'économie globale. Les salaires représentent environ 50 % du budget moyen d'un salon et le loyer environ 20 %, explique Nina Daily, responsable de la Professional Beauty Association, qui regroupe les professionnels du secteur.

*“L'essentiel de cette inflation est désormais enraciné dans le système, il va falloir du temps et beaucoup de travail pour s'en débarrasser”*, analyse Stephen Cecchetti, enseignant en finance à l'université internationale Brandeis [dans le Massachusetts] qui, dans les années 1970, surveillait l'inflation pour la Maison-Blanche, quand les prix flambaient. Pour lui, les salons de coiffure sont un indicateur utile. Il se souvient d'un ancien collègue de la Banque des règlements internationaux, en Suisse, qui se faisait couper les cheveux à chaque voyage à l'étranger. Cela lui offrait un éclairage sur les coûts relatifs des services dans différents pays. Aller chez le coiffeur était *“comme une sortie sur le terrain économique”*, explique Stephen Cecchetti.

**Adaptation.** Aujourd'hui, l'augmentation des tarifs des coiffeurs confirme ses estimations : l'inflation sous-jacente – c'est-à-dire corrigée de la volatilité de secteurs comme l'énergie et l'alimentation – dépasse allègrement 5 % et n'est pas près de redescendre. Faire toiletter son chien par un professionnel coûte aussi plus cher : en mai, de 7,4 % par rapport à l'an dernier, indique le Bureau of Labor Statistics.

Nombre des 500 000 salons adhérents à la Professional Beauty Association ont revu leurs tarifs à la hausse, selon Nina Daily. L'association propose des formations sur la manière d'augmenter les tarifs sans faire fuir les clients, par exemple avec des hausses graduelles pour certains services plutôt que sur l'ensemble des prestations.

↳ Dessin de Belle Mellor, Royaume-Uni.

Lesley Rogers, propriétaire d'un salon à La Nouvelle-Orléans, a demandé un prêt dans le cadre des aides spéciales accordées aux PME pour maintenir leur activité durant la pandémie. C'était la première fois qu'elle s'endettait depuis la création de son entreprise, en 2014. Il y a quelques mois, elle a estimé qu'elle n'avait d'autre choix que de passer la coupe de 70 à 80 dollars. À ses débuts, elle la facturait 50 dollars. Aujourd'hui, elle envisage d'augmenter à nouveau ses prix de 5 dollars pour compenser l'inflation des produits de coloration notamment. *“On est obligés de s'adapter”*, résume-t-elle.

Avant la pandémie, le coiffeur de Vinny Frazetto, à Bayside, dans l'État de New York, lui coupait les cheveux pour 20 dollars. Quand la boutique a rouvert après plusieurs mois de fermeture, la coupe

**Les salaires représentent environ 50 % du budget moyen d'un salon.**

est passée à 25 dollars. Quand il est sorti du salon le mois dernier, après avoir payé 30 dollars pour la coupe et 10 dollars pour le pourboire, il s'est dit qu'il devrait peut-être songer à y aller moins souvent. *“[Financièrement], ça pèse nettement plus lourd qu'il y a un an”*, explique ce chargé de relations publiques.

À San Francisco, Shorty Maniace a fait passer ses tarifs de 55 à 65 dollars dans son salon, J. P. Kempt Barber Social, et envisage une nouvelle hausse. À l'ouverture, en 2013, une coupe coûtait en moyenne 45 dollars. Il dit qu'un certain nombre de gens quittent le salon en râlant après avoir pris connaissance des prix.

En juin, son loyer mensuel a augmenté de 800 dollars. En juillet, le salaire minimum en vigueur à San Francisco passe à 16,99 dollars l'heure pour ses employés de l'accueil. Il doit également dépenser davantage pour l'assurance-maladie de ses salariés ainsi que pour les frais des clients qui paient par carte bancaire. *“Ça craint vraiment, parce que nous, les petits commerçants, n'avons pas intérêt à être trop gourmands”*, conclut Shorty Maniace, coiffeur depuis trente-quatre ans.

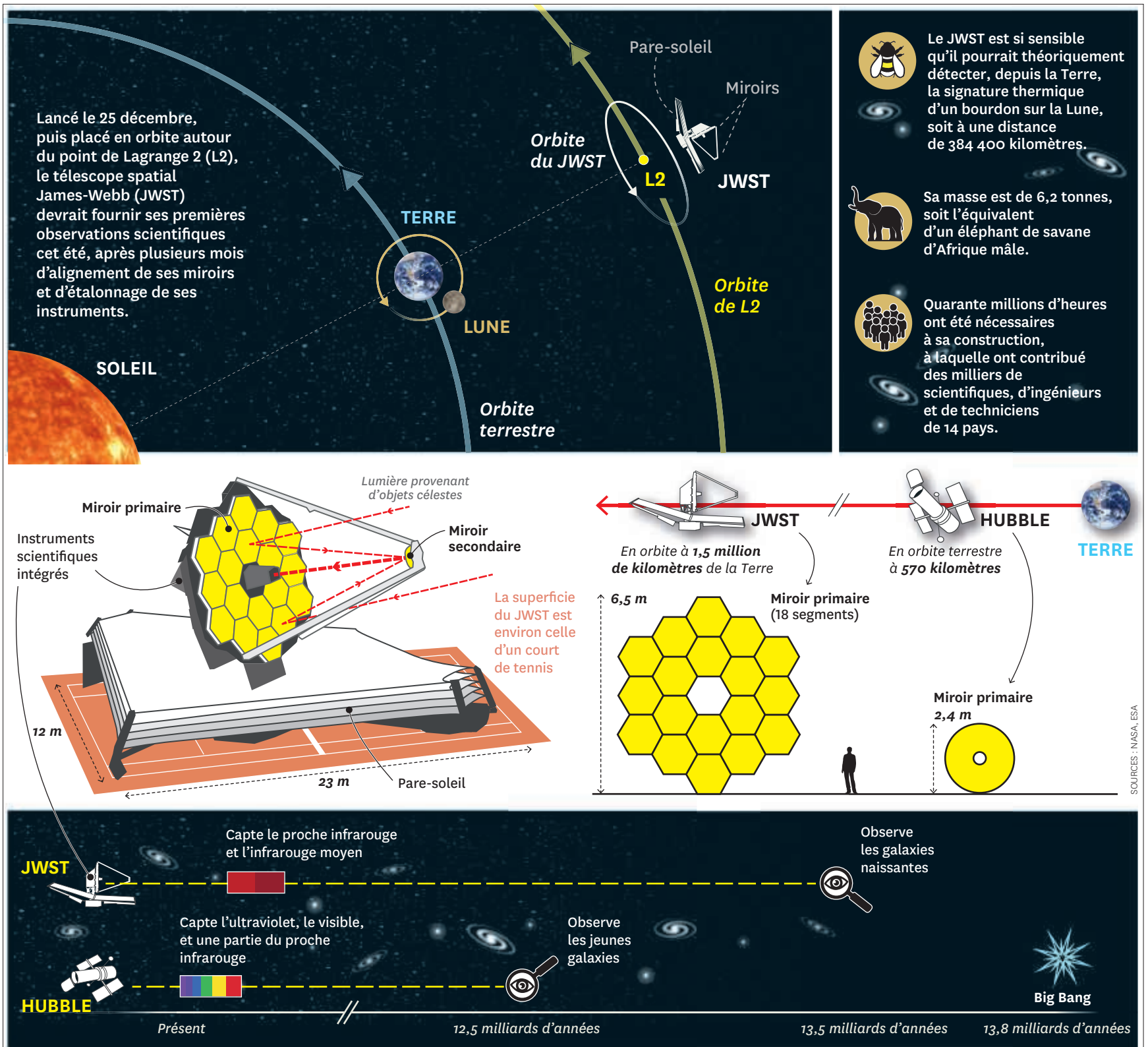
—Rachel Wolfe et Jon Hilsenrath  
Publié le 22 juin

**signaux**

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

# Un peu plus près des étoiles

Le 12 juillet, le télescope spatial James-Webb devrait commencer son exploration de notre Univers.



**Source** **COURRIER INTERNATIONAL.** Cette représentation a été conçue et réalisée par notre infographiste Catherine Doutey. Elle permet de visualiser les informations essentielles concernant le télescope spatial James-Webb (JWST) et de le comparer

à Hubble, un autre télescope spatial, en orbite autour de la Terre depuis 1990. Malgré l'impact d'un micrométéoroïde plus important que ce qui avait été modélisé au sol, JWST sera pleinement opérationnel le 12 juillet, a confirmé le patron de la Nasa.

# 360

## MAGAZINE

Les fantômes de Java-Est • Cinéma.....	46
Dans la toile d'un tueur iranien • Cinéma.....	47
Arpenter l'Angleterre et ses tourbières • Voyage	48
L'espionne aux nerfs d'acier • Histoire.....	50

## Au vent salé de la Baltique



Le grand écrivain allemand Thomas Mann adorait la mer. Sa fille Elisabeth a consacré sa vie à l'exploration et à la sauvegarde des océans. Un journaliste du magazine allemand *Die Zeit* embarque à bord du navire de recherche qui porte le nom de cette pionnière.

—*Die Zeit* [extraits] Hambourg

C'aurait été plus facile, évidemment, si on l'avait simplement baptisé *Neptune*, *Poséidon* ou *Cabillaud*, rien que pour les communications radio quotidiennes. Que nenni, à la place, ce long nom à la prononciation incertaine : *Elisabeth Mann Borgese*. Un nom inscrit en lettres d'un blanc éclatant sur la coque bleue du bateau amarré dans le port de pêche de Rostock. Né en 1987 sous le nom de *Schwedeneck*, "coin de Suède", il a à ses débuts servi la marine. Depuis 2011, il sert la recherche civile, la collecte de données sur le monde marin. La conservation des mers. On n'aurait su trouver meilleur nom pour la seconde vie de ce fier navire.

C'est pour ce nom que j'embarque à son bord. Cinq jours durant, j'observerai le travail des marins, des techniciens et des chercheurs. Je cherche un fantôme dans la réalité. Je cherche, dans le quotidien à bord, les sédiments d'une grande utopie. Je cherche l'héritage de la militante pour l'environnement et océanographe visionnaire Elisabeth Mann Borgese [1918-2002].

En Allemagne, on ne l'a découverte qu'à la fin de sa vie. Dans le documentaire de Heinrich Breloer sur la famille Mann [*Thomas Mann et les siens*, 2001], elle était la dernière enfant encore en vie, la dernière enfant à pouvoir être interviewée. Tous ceux qui ont vu le film se souviennent de cet être libre face à la mer. De cette petite femme mince, toujours riante, qui se retournait avec sérénité et assurance sur son existence, ainsi que sur celle de sa mère Katia et de son père, l'écrivain allemand Thomas Mann [1875-1955].

Presque toute sa vie était déjà derrière elle. Cinquième enfant de la fratrie, elle est venue au monde en 1918. Son père, avec l'injustice orgueilleuse et égomaniaque du grand écrivain, l'a aussitôt et publiquement désignée comme sa fille préférée, comme l'éluë, et l'a chantée dans la nouvelle *Gesang vom Kindchen* ["Chant du jeune enfant", non traduit en français]. Et tandis que tous ses frères et sœurs ont souffert dans leur vie ultérieure de l'ombre colossale de leur père, Elisabeth a toujours su trouver la lumière et le bonheur.



← Elisabeth Mann Borgese, en mars 1999.

Photo Süddeutsche Zeitung/Alamy

↓ À bord du *Elisabeth Mann Borgese*, un navire de recherche allemand.  
Photo Volker Weidermann/Die Zeit

SOURCE



DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne  
Hebdomadaire, 610 576 ex.  
[www.zeit.de](http://www.zeit.de)

C'est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Ce (très) grand journal d'information et d'analyse politique, pointu et

exigeant, se distingue aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées. Tolérant et libéral, il paraît tous les jeudis. Créé en 1946 par la force d'occupation britannique, basé à Hambourg, il appartient au groupe Holtzbrinck. Installé à Berlin, le site *Zeit Online* possède sa propre rédaction.



Elle a très tôt vécu de par le monde. En 1933, elle est partie avec ses parents [qui fuyaient le nazisme] pour le sud de la France, puis la Suisse, puis les États-Unis, où elle a épousé en 1939 le professeur de littérature italienne [et écrivain] Giuseppe Antonio Borgese.

Mais elle a consacré sa vie, l'essentiel de sa vie, à la mer. Elle était la *"lady of the oceans"*, comme la surnommaient ses étudiants. Il faut dire que son père lui a insufflé très tôt l'amour de la mer. Quand, en 1924, il lui a pour la première fois montré la mer Baltique – sa mer. Bien plus tard, à Chicago, en 1951, il l'a emmenée dans un musée d'histoire naturelle et a vu avec elle des *"éponges qui avaient survécu depuis 50 millions d'années"*, comme il le note dans son journal. La mer, comme l'a souvent souligné ce fils de

commerçant de Lübeck, est présente dans chaque page de ses écrits. La mer est un lieu qui inspire la nostalgie, où l'on s'abandonne, où l'on ne fait qu'un avec la nature et le passé. Dans ce musée de Chicago, ils ont éprouvé une *"ivresse biologique"*, écrit-il. *"Sentiment que tout cela est à la base de mon écriture, de mon amour et de ma vie, de mon humanité."*

Ainsi Elisabeth était-elle plus que prête, intérieurement, à sombrer elle-même, des années plus tard, dans une sorte d'ivresse biologique. Une ivresse qui durerait toute une vie. Une ivresse toutefois moins poétique et attachée au passé que politique, utopique, ouverte à l'avenir. En novembre 1967, elle a entendu Arvid Pardo, l'ambassadeur de Malte auprès des Nations unies, lancer un appel enflammé devant l'Assemblée générale et

déclarer que les mers étaient le patrimoine commun de l'humanité. Elisabeth a été électrisée. Elle a aussitôt su que ce serait désormais sa mission et le but de son action : *"C'était l'occasion de mettre enfin en pratique notre vision et nos mornes théories."*

Dès lors, c'est ce qu'elle a fait, avec toute la détermination qui lui est propre. Elle a élaboré en 1968 la première version d'une Constitution du droit de la mer et participé en 1970 à la fondation du Club de Rome [une association internationale de réflexion sur les problématiques de développement durable], seule femme parmi 150 hommes, ce qui a inspiré au président cette belle formule de salutation : *"Dear gentlemen, chère Elisabeth."* Elle a fondé l'International Ocean Institute et mis au monde

la Commission mondiale indépendante sur les océans. La grande Convention des Nations unies sur le droit de la mer repose largement sur ses travaux. Elle a été professeure de droit international de la mer dans la ville canadienne de Halifax sans avoir elle-même jamais étudié à l'université. Une vie au service de la politique des océans. Et, à la fin de cette vie de chercheuse militante, elle a dit : *“Les réalistes d'aujourd'hui sont les morts de demain. Et les utopistes d'aujourd'hui sont les réalistes de demain.”*

C'est donc chargé de ce lourd paquetage d'utopie que j'embarque. Le second officier, Sebastian, avec ses folles boucles noires et un sweat-shirt à capuche *Elisabeth Mann Borgese*, me salue amicalement, me montre le pont et mon exiguë cabine. Quand il m'interroge sur le sujet de mes recherches et que je lui parle, brumeux et quelque peu embarrassé, de *“l'esprit de celle qui a donné son nom à ce bateau”*, Sebastian hausse les sourcils, un brin étonné, et me signale avec douceur, comme pour me consoler par avance, qu'elle ne joue guère de rôle dans la vie quotidienne à bord. *“Oui, je m'en doutais. Je vais quand même faire mes recherches”*, rétorqué-je.

Bien. Il n'a rien contre. Nous buvons un café sur le pont. Il me demande si j'ai le pied marin. Je réponds que je n'en sais rien, par manque d'expérience. Une deuxième raison pour Sebastian de me souhaiter bonne chance, car un vent de force 9 nous attend au large. Il ajoute qu'il a avec lui des médicaments contre le mal de mer. Il faut juste le lui dire à temps. Quand il est trop tard, le comprimé ne reste plus là où il est censé rester...

**P**eu à peu, toute la troupe monte à bord : les onze hommes de l'équipage, y compris le capitaine et le cuisinier, huit scientifiques et techniciens de l'Institut Leibniz de recherche sur la mer Baltique, sis à Warnemünde [près de Rostock], qui exploite le navire de recherche océanographique, l'attachée de presse de l'institut et moi-même.

L'objectif principal du voyage est d'assurer l'entretien des trois grandes stations Marnet de l'institut dans la Baltique. Solidement ancrées dans la mer, elles permettent de collecter des données et de surveiller l'environnement en continu. Le point d'orgue de notre expédition : la réinstallation et l'ancrage de la station du plateau de l'Oderbank, laquelle, après avoir été arrachée l'hiver dernier par une tempête, a échoué sur une plage et a dû être dégaïée et remorquée jusqu'au chantier naval, nécessitant le déploiement d'importants moyens techniques. Poids de la station de trois étages : 48 tonnes.

Enfin, nous larguons les amarres ! En avant toute ! Nous descendons la Warnow, nous longeons les chantiers navals, le terminal en verre des bateaux de croisière, pour plonger dans la Baltique. *“Ne sous-estimez pas la mer Baltique”*, m'a averti l'attachée de presse Kristin Beck bien avant mon voyage. *“Des eaux providentielles”*, disait d'elles Thomas Mann. Il n'était pourtant pas souvent allé très avant dans ces eaux, il les connaissait surtout depuis la plage de Travemünde [un quartier balnéaire de Lübeck] et plus tard depuis l'isthme de Courlande, où il avait sa maison de vacances. Il avait tout de même effectué le voyage de *Tonio Kröger*. Ce voyage sur la Baltique dont il a fait sa plus célèbre nouvelle. C'était en 1899. Il était alors retourné à Lübeck pour la première fois depuis des années et avait traversé la Baltique jusqu'au Danemark.

*“La mer Baltique ! lit-on dans Tonio Kröger. Il appuya sa tête contre le fort vent salé qui venait à vous libre et sans rencontrer d'obstacles, sans enveloppait les oreilles, provoquait un doux vertige, un étourdissement léger où le souvenir de tout ce qui était mauvais, de toute souffrance, de*

*toute erreur, de tout vouloir et de tout effort s'anéantissait dans un sentiment de paresseux bonheur.”*

Un peu de cet étourdissement léger serait le bienvenu alors que nous progressons en pleine mer. Le vent plaque mes cheveux sur ma tête, l'*Elisabeth* est soulevé de plus en plus haut, les premières vagues balaient le pont. Évidemment, je suis le seul ici à tant soit peu s'en inquiéter. Où se cache donc l'officier Sebastian avec ses comprimés ?

Plus tard dans le salon, qui fait office de salle à manger, règne une atmosphère calme, d'une décontraction toute mecklebourgeoise. L'équipage est assis à une longue table, le personnel de l'institut à deux autres. On se connaît depuis longtemps. On n'a pas besoin de beaucoup parler. En Allemagne du Nord, la familiarité se passe de longs discours.

Ce que je vais pouvoir vivre ces prochains jours, c'est une sorte de croisière scientifique au milieu d'une communauté idéale. C'est ici que se créent les bases de la conservation des océans. Il y a un portrait encadré d'Elisabeth Mann Borgese à bord. Vêtue d'une veste bleu vif, elle se tient en riant sur le pont d'un bateau. La photo est



← Thomas Mann (casquette) en famille, sur l'île d'Hiddensee, en 1924. Elisabeth est à sa droite. Photo Ullstein/Akg Images



→ Le navire Elisabeth Mann Borgese dans le port de Rostock, en 2015. Photo Mison/Wikicommons

posée dans un coin du salon, sens devant derrière. On ne la voit pas. L'officier bouclé avait raison : Elisabeth ne joue vraiment aucun rôle sur ce bateau.

La première nuit est agitée. Un peu comme ce que, dans son livre *Traversée avec Don Quichotte*, décrit Thomas Mann en 1934 à propos de sa traversée de l'Atlantique : *“Vous êtes étendu bien amarré dans votre couchette ; ça monte, ça descend ; toute la complication des évolutions vertigineuses dans toutes les directions, qui vous retournent l'estomac et le cerveau : divertissement – et aussi martyre – des fêtes populaires.”*

Pour l'équipage, les chercheurs et les techniciens, la tempête a surtout ceci de pénible qu'elle empêche de travailler comme prévu. Avec cette houle, impossible de mettre un canot pneumatique à l'eau pour atteindre

est le cœur et le cerveau des expéditions Marnet. Il prépare tout, détermine quels scientifiques viennent et quels appareils sont montés à bord, a en tête un plan adaptable à chaque situation météorologique, que techniciens et scientifiques suivent comme des marionnettes actionnées par un fil invisible.

Robert Mars, ingénieur électricien, travaille depuis huit ans à l'Institut Leibniz de recherche sur la mer Baltique. Une vitre sépare ce fin travailleur à l'air juvénile, boucles brunes, grands yeux, jambes filiformes, de la salle où se trouve le “cheval de trait” qui ressemble pour sa part à un robot submersible entouré de réservoirs d'eau gris. Une trappe s'ouvre dans la coque du bateau, un homme de l'équipage manipule l'appareil en suivant les instructions de Robert.

*“J'ai terminé mon travail quand toutes les données sont sauvegardées”*, dit-il. Ces données sont ensuite gratuitement consultables depuis le monde entier. Les échanges scientifiques entre pays riverains de la Baltique, encadrés par la convention d'Helsinki pour la protection de la mer Baltique (Helcom), sont actuellement suspendus avec la Russie. Pour la première fois depuis sa création en 1974. La guerre en Ukraine a ici aussi, dans la mer aux neuf pays, des conséquences directes.

Un grand écran plat est accroché au mur derrière Robert. Des images y sont diffusées en direct. Une immensité

**Elisabeth  
a toujours su  
trouver la lumière  
et le bonheur.**



verte, vide. Mais plus la caméra descend dans les profondeurs, plus les particules en suspension dans l'eau sont nombreuses. Par la suite, la doctorante Sophie Kache, qui étudie ces particules, m'explique qu'il s'agit de "neige marine" : du phytoplancton arrivé au terme de son cycle de vie; des fragments d'algues. "C'est un festin pour les micro-organismes qui s'y agglutinent", poursuit Sophie. Une sorte de fête sous-marine, "comme quand, sur terre, les humains se jettent sur le buffet de l'hôtel". Et c'est à ce festin que nous sommes en train d'assister! La vie et la mort célèbrent une grande fête et s'enfoncent ensemble lentement vers les fonds marins.

Sophie étudie le processus de nitrification des zones côtières, à savoir la transformation de l'ammoniac en nitrate, une pièce importante du puzzle du cycle de l'azote sur les côtes, qui jouent un rôle de filtre et contribuent à éviter que tous les nutriments produits par l'agriculture ne finissent dans la mer et ne la fertilisent à l'excès.

Elle a son propre appareil de mesure à bord, baptisé Knut. Un parallélépipède rectangle argenté sur pilotis, avec une batterie et une kyrielle de petits réservoirs



d'eau en son centre, sur lesquels elle branche des tuyaux avant qu'il ne soit immergé. Elle mesure à divers moments les nutriments que les sédiments relâchent dans l'eau.

La mer s'est lentement apaisée. Le pont est métamorphosé. Un observateur étranger pourrait croire à une petite fourmilière avec de gigantesques fourmis en combinaison de sécurité orange qui s'agitent tout à coup. L'équipe travaille main dans la main, selon le plan de Robert en cas d'absence de vent. Elle met en place les cordages et le canot pneumatique. Le premier maître d'équipage, lunettes et bottes brun clair, clope au bec à demeure, actionne la télécommande de la petite grue. Knut est débarqué, puis un long filet est lancé pour capturer des particules en suspension et larves de poissons, un autre pour attraper de minuscules crustacés. Où que je sois, je suis dans le passage. Le plan de Robert n'a pas prévu de rôle pour moi, si ce n'est de gêner.

Le jeune scientifique Markus Steinkopf récupère les minuscules crustacés. Il les attire ensuite à l'intérieur d'une éprouvette à l'aide d'un piège lumineux, les sépare, plus les congèle et les sèche. Les crustacés sont maintenant prêts à être étudiés. Markus procède à une analyse isotopique des acides aminés. Les cheveux blonds, la barbe blonde et hirsute, l'avant-bras tatoué, il est totalement passionné

par l'objet de ses recherches et les méthodes scientifiques. "Apprendre à lire les modèles isotopiques, c'était comme apprendre une langue étrangère.

Puis, à un moment, la machine a été en marche. Alors, appliquer pour la première fois l'analyse, c'était comme commander pour la première fois un café dans une langue étrangère."

Il étudie les "réseaux trophiques", ou "réseaux alimentaires", de la Baltique, l'influence des algues bleues sur les stocks halieutiques, les raisons de l'effondrement des populations de cabillaud de l'est de la Baltique ces dernières années. En bref : cette chute libre vient de ce que les chaînes alimentaires se sont allongées. En temps normal, le zooplancton (minuscules crustacés), qui se nourrit de phytoplancton (plantes microscopiques), est mangé par les harengs, lesquels se font à leur tour boulotter par les cabillauds. L'apparition massive d'algues bleues, ou cyanobactéries, crée un chaînon alimentaire supplémentaire. Ces algues ne peuvent être directement consommées par les crustacés. Ce n'est qu'une fois qu'elles se sont décomposées et que d'autres bactéries s'en sont repues que les crustacés peuvent les consommer et les intégrer ainsi dans la chaîne alimentaire. Sachant qu'à chaque niveau de la chaîne alimentaire, seuls 10% de l'énergie sont transmis, les animaux qui se trouvent au bout de cette chaîne allongée ont d'autant moins à se mettre sous la dent. Et comme les populations d'algues bleues explosent depuis quelque temps dans l'est de la Baltique, le cabillaud périclite.

Notre bateau a une seconde marraine. Celle qui l'a baptisé. Son portrait se trouve, le visage tourné vers nous, dans le salon : Antje Boetius, la biologiste marine allemande la plus renommée de notre époque, directrice de l'Institut Alfred Wegener pour la recherche polaire et marine [basé à Bremerhaven, dans le nord de l'Allemagne]. Depuis le bateau, je lui demande par SMS comment elle comprend l'esprit de Borgese et comment elle le vit. Elle m'écrit : "Elle défendait le droit des générations à naître à vivre sur une planète en bonne santé, dans la lignée du concept d'océan comme patrimoine commun de l'humanité. Pour elle, cet ordre maritime devait aussi être la base d'un ordre social, économique et politique mondial à venir. J'aimerais que nous en soyons déjà là."

Nous glissons sur une mer lisse comme un miroir. Pas un souffle de vent, le bateau progresse lentement. Nous remorquons la gigantesque station de mesure. Un navire de l'Office de la navigation nous l'a remise peu avant la frontière polonaise. Les hommes sont descendus dans le canot, ont fixé les cordes, et désormais la plateforme nous suit.

Nous devons de nouveau l'ancre à sa place, sur l'Oderbank. Nous récupérons deux bouées géantes qui marquaient l'emplacement de la plateforme. Nous les déposons sur le pont avec une grue. L'Office de la navigation avait annoncé un poids de 150 kilos par bouée. Un zéro a dû se perdre en cours de route. Quoi qu'il en soit, la petite grue sur le pont est dépassée. Le matelot avec son éternelle cigarette au coin de la bouche jure doucement et dit : "Une grue ne ment pas." La grande grue doit prendre le relais. Les tonnes sont déposées en douceur sur le pont.

Thomas Mann avait été quelque peu déçu par sa traversée de l'Atlantique. La mer, réduite à un espace de transport et de travail, lui avait paru vidée de toute mystique. "C'est un désenchantement", écrit-il sur le pont, qui repose manifestement sur la transformation démythificatrice

## Dans l'immensité verte des profondeurs tombe la "neige marine". Quelle fête !

de l'élément en voie de circulation et itinéraire de voyage, lors de laquelle il perd son caractère d'image, de rêve, d'idée, d'aperçu spirituel de l'éternité, pour ne devenir plus qu'un environnement."

Les hommes se tiennent dans le soleil couchant, ouvrent des canettes de bière et regardent la plateforme flotter légèrement dans leur sillage. Ils ont fini leur journée de travail. Cet "aperçu spirituel de l'éternité" ne semble pas leur manquer. Le lendemain matin, ils remontent dans le canot pneumatique puis amarrent solidement la plateforme pour qu'elle puisse fidèlement collecter des données contre vents et marées.

À la fin du voyage, nous remontons la Warnow, de plus en plus étroite, des pêcheurs de harengs dans de minuscules embarcations se sont rassemblés à un point où se trouve manifestement un banc. Les petits poissons argentés frétilent dans la lumière du soleil levant. Une fois que nous avons accosté, la grue dépose les laboratoires mobiles sur la terre ferme. On raconte qu'à terre le marin inexpérimenté, après avoir passé plusieurs jours en mer, souffre quelque temps du "mal de terre". À peine accoutumé aux oscillations du bateau, l'organisme se plaint de la terre ferme, qu'il considère comme démesure, comme erreur. Le corps veut remonter à bord. L'esprit aussi.

Un jour, très tard, Elisabeth Mann Borgese a écrit qu'elle avait pris conscience à quel point "la relation d'amour de [s]on père pour la mer" l'avait influencée. "Quand je relis ses œuvres aujourd'hui, à l'âge mûr, alors que je suis moi-même si unie à l'océan, je me dis que son analyse du rapport de l'homme à la nature, et en particulier à la mer, est la plus profonde que j'ai jamais connue. Il avait compris le respect de l'homme pour le caractère infini et sauvage de la mer, à l'opposé des restrictions de la civilisation."

Et pourtant, dans la vie et les écrits de Thomas Mann, la mer est le lieu où l'on se perd. C'est le lieu de la tentation, de l'extase de la mort, comme il l'a décrite dans *La Mort à Venise*, *Les Buddenbrook*, mais aussi dans l'envoûtant paysage marin de *La Montagne magique*. Elisabeth a hérité de cette magie, mais au lieu de l'attirance pour la mort et du grand abandon de son père, elle en a conçu la responsabilité politique de préserver les mers et s'y est engagée avec toute la force de sa personnalité joyeuse, combative, optimiste. Elle a dit un jour ne pas croire à l'existence d'une vie individuelle après la mort. Elle croyait à la survie de l'énergie, telle que l'enseignent les religions asiatiques. À bord du bateau qui porte son nom, sa théorie se confirme de jour en jour.

—Volker Weidemann

Publié le 22 mai

### LA SEMAINE PROCHAINE

#### Rachel Carson, le don de l'émerveillement

La biologiste américaine (1907-1964) a révolutionné notre façon de concevoir les océans.

# plein écran.



—Kompas (extraits) Jakarta

Le succès du film *KKN di Desa Penari* [“Stage de fin d’études dans le village des Danseuses”, inédit en France] peut être considéré comme l’apogée du parcours créatif que peut accomplir un cinéaste quand il est soutenu par la puissance des réseaux sociaux. Le réalisateur, Awi Suryadi, avait déjà tourné une série de trois films d’horreur qui avait bien marché [la trilogie *Danur*, elle aussi inédite en France, mettant en scène une jeune fille qui a des amis fantômes]. Mais rien à voir avec le succès fulgurant rencontré par son dernier long-métrage.

Le capital créatif [de *KKN di Desa Penari*] s’est accumulé au fil du temps, depuis qu’en 2019 une histoire d’horreur sur le compte Twitter @SimpleMan est devenue virale. Elle raconte un fait divers qui se serait réellement produit en 2008, lorsque six étudiants et étudiantes de Surabaya sont partis faire leur stage de fin d’études dans un village de Java-Est. [Un jour, un couple parmi eux se serait éloigné dans la forêt pour avoir un peu d’intimité. Il aurait rencontré une femme qui l’aurait invité dans sa maison du village dit “des Danseuses”. Au retour, en ouvrant un cadeau qu’elle leur avait offert, les deux amants auraient succombé à une mort terrifiante.]

**Lieu secret.** L’auteur anonyme de l’histoire, surnommé désormais SimpleMan, dit avoir changé les noms des protagonistes et les toponymes. Son récit a été publié en roman. Puis SimpleMan en a cédé les droits cinématographiques [en révélant au réalisateur le nom du village concerné, pour qu’il puisse tourner sur place, à Bayu, dans le district de Banyuwangi, à Java-Est],

## Les fantômes de Java-Est vous saluent bien

Tout est parti de tweets anonymes, publiés en 2019, qui racontaient la mort mystérieuse d’étudiants dans la forêt de Java-Est. Ils sont devenus un film qui bat des records au box-office indonésien.

à condition que le lieu du fait divers soit gardé secret par l’équipe de tournage jusqu’à la commercialisation du film.

Le 30 mai 2022, juste un mois après sa sortie en salle, le film comptabilisait déjà 8,66 millions d’entrées. Un record absolu dans l’histoire du cinéma indonésien. Le dernier record remontait à 2017 et était détenu par un autre film d’horreur, *Pengabdil Setan* [“Serviteur de Satan”, de Joko Anwar], avec 4,2 millions d’entrées.

Au départ, la diffusion de cette histoire sur Twitter a permis une interaction directe entre les internautes, qui ont commencé à multiplier les commentaires et à partager le contenu sur les réseaux sociaux. Le tweet anonyme est devenu rapidement un objet de discours public, transdimensionnel, ne se limitant pas à l’espace virtuel. Il est entré dans les cercles de la vie

quotidienne et s’est invité au menu de toutes les réunions amicales ou familiales.

La popularité de ce tweet montre à quel point le peuple indonésien adore les histoires mystiques et les récits de fantômes. C’est un des six aspects du caractère de “l’être indonésien” décrit par Mochtar Lubis [dans un célèbre discours que le journaliste et écrivain (1922-2004) a tenu en 1977 pour définir l’âme du pays, nouvellement indépendant], à savoir son fort penchant pour le fantastique et la magie.

Dans notre cas d’étude, le fantastique est lié à l’expérience surnaturelle vécue par ces six étudiants et étudiantes dans un village situé près d’une zone forestière à Java-Est. Le texte du tweet laisse entendre que ces événements se seraient réellement produits. Mais ils sont si étranges qu’ils semblent plutôt relever de la fiction.

↳ Tissa Biani Azzahra dans le film indonésien *KKN di Desa Penari*.  
Photo Arsip MD Pictures

Ce débat sur le caractère réel ou fictif des faits n’a pas cessé d’alimenter les conversations et d’entretenir la passion du public pour cette histoire. Nombre d’internautes se sont lancés à la recherche de preuves de l’existence de ce fait divers terrifiant. C’est dire à quel point le contenu d’un tweet a le pouvoir de déplacer les masses.

**Parfait timing.** Les histoires surnaturelles exercent une réelle fascination sur les Indonésiens, comme le montre le succès de la chaîne YouTube intitulée “*Récits de la terre de Java*”, qui compte 2,1 millions d’abonnés. Son fondateur s’appelle Hari Kurniawan, mais il est plus connu sous le nom familial d’Om Hao [“Oncle Hao”]. Sa chaîne est consacrée à l’exploration des histoires de magie qui se produisent sur l’île de Java, allant des phénomènes quotidiens tels que les charmeuses de pluie [des chamanes qui peuvent, à la demande, faire tomber une averse, la détourner ou la suspendre] à la mobilisation des internautes partis sur les traces du village des Danseuses.

Un deuxième facteur a contribué au succès du film : son arrivée à point nommé. Tourné en 2019, il a vu sa diffusion retardée de deux ans en raison de la pandémie de Covid-19. Il est sorti en salle le 30 avril 2022, juste avant l’Aïd, qui avait lieu le 2 mai. Les fêtes de la fin du mois de ramadan sont une période faste pour le cinéma. Beaucoup de gens profitent de leur temps libre pour aller voir un film en salle, avec des amis ou en famille.

À partir du lundi 9 mai, certains employés avaient déjà repris le travail, mais à ce moment-là le gouvernement a lancé un appel au télétravail pour anticiper les embouteillages au plus fort du reflux [en 2022, 85 millions d’Indonésiens sont partis dans leur village natal pour célébrer l’Aïd en famille]. Cette annonce a retenti comme une sorte de bonus, un supplément de vacances pour la collectivité. De plus, certaines écoles n’ont commencé à organiser des activités en présentiel que le 11 mai. Beaucoup de cours se déroulaient donc encore en ligne. Le lundi suivant, c’était un long week-end, avec la célébration de Vesak [l’éveil de Bouddha, qui est un jour férié en Indonésie].

Depuis que le travail a repris, le nombre d’entrées pour le film a un peu diminué, mais il reste très élevé. C’est visible à la fréquentation des salles qui le projettent : pratiquement toutes les places sont vendues [à la date du 2 juillet, plus de 9,2 millions de spectateurs l’ont vu, un record absolu pour un film indonésien].

Autre phénomène qui a contribué au succès du film : la peur de ne pas être dans le coup, connue sous l’appellation Fomo (*fear of missing out*, en anglais). Ce phénomène se retrouve dans les cercles d’amitié d’âges et de milieux variés. Ça commence par la question “*Tu as vu ce film?*”

CINÉMA

Repères

LA VEINE INDONÉSIENNE

George Romero, David Cronenberg, Dario Argento... Les Nord-Américains et les Italiens ont longtemps régné en maîtres sur le cinéma d'épouvante. Mais aujourd'hui, qui veut éprouver "une peur viscérale" tout en savourant "des commentaires sociopolitiques acerbes" doit se tourner vers l'Asie, prévient Marco Ferrarese dans **Nikkei Asia**. Le journaliste italien, contributeur régulier du magazine nippon, a en tête les films et séries produits au Japon ou en Corée du Sud. Mais ces pays ne sont pas les seuls à déborder de créativité. "Les fans et les critiques ont appris à respecter les films d'horreur indonésiens pour leur outrance dans l'épouvante, leur virtuosité époustouflante et leurs décors authentiques qui puisent dans les riches traditions du folklore démoniaque [local]", écrit Marco Ferrarese. Le réalisateur et scénariste Joko Anwar est l'un des chefs de file de cette école, de plus en plus connue à l'international et dont les productions présentent une autre caractéristique : "L'abondance d'héroïnes fortes, les sorcières et les démons qui les harcèlent étant du nombre."

Puis suit le flot de commentaires d'amis ou de parents sur les réseaux sociaux, si bien que la personne se sent forcée d'aller voir le long-métrage, elle aussi.

Si tant de gens sont attirés par ce film, c'est aussi parce qu'ils veulent s'assurer que l'adaptation cinématographique est bien conforme à la façon dont ils s'étaient imaginé les événements après la lecture des tweets. C'est là que se joue le pic de satisfaction ou de déception du public. Parce que les millions d'imaginaires différents qui se sont appropriés l'histoire sont soudain confrontés à une seule et unique vision cinématographique.

Mais une fois devant le grand écran, grâce au talent d'Awis Suryadi, les spectateurs ne sont plus vraiment curieux de savoir à quoi ressemblent Badarawuhi, la femme-serpent du village des Danseuses, ou les six étudiants et étudiantes du stage de fin d'études, ou l'atmosphère de la forêt hantée. Ils sont comblés par l'interprétation que propose le réalisateur, marqueur du moment culminant de leur aventure en tant que lecteurs défricheurs du tweet.

—Yohanes Advent Krisdamarjati

Publié le 31 mai

# Les Nuits de Mashhad, dans la toile du tueur

Après sa projection au dernier Festival de Cannes, le nouveau film d'Ali Abbasi a fait l'objet d'une vive controverse en Iran. Il sort le 13 juillet en France.

L'une des raisons du courroux de la République islamique contre ce film – outre le spectacle d'immigrés iraniens brillant sur la scène internationale – est que son intrigue se déroule à Mashhad, une ville sainte pour les chiïtes, qui attire chaque année des dizaines de milliers de pèlerins", analyse **IranWire**, un site d'information de la diaspora iranienne, installé à Londres. C'est à Mashhad, dans le nord-est de l'Iran, qu'Ali Reza, huitième imam chiite duodécimain, a trouvé la mort par empoisonnement en 818. Le mausolée qui célèbre son martyre est l'un des rares lieux saints chiïtes en Iran, d'où son importance.

La polémique qui a éclaté en Iran autour du long-métrage d'Ali Abbasi, réalisateur né à Téhéran et aujourd'hui installé au Danemark, a d'abord concerné le prix d'interprétation féminine décerné sur la Croisette à Zahra Amir Ebrahimi, l'actrice principale des *Nuits de Mashhad*. L'Iranienne s'était illustrée dans des séries télévisées à succès avant qu'une affaire de sextape ne ruine sa réputation et ne la contraigne à quitter son pays, en 2008.

Mais aux yeux des ultraconservateurs iraniens, le film a aussi et peut-être surtout pour tort de s'emparer d'un fait divers sulfureux : le parcours meurtrier de Saïd Hanaï. Surnommé "le tueur araignée" par les médias, ce père de famille quarantenaire a, au début des années 2000, étranglé seize

prostituées à Mashhad. Arrêté et jugé, il a clamé lors de son procès avoir voulu éradiquer le vice des rues de la ville sainte – justification qui lui a valu une certaine popularité dans la ville.

L'acteur iranien Mehdi Bajestani campe le tueur. Zahra Amir Ebrahimi incarne quant à elle un personnage fictif, la journaliste Rahimi, débarquée de Téhéran pour enquêter sur les meurtres. À travers cette héroïne, c'est la misogynie et l'hypocrisie religieuse de la société iranienne qu'Ali Abbasi entend entre autres dénoncer. Une ambition qui ne pouvait pas passer auprès de la presse conservatrice de Téhéran.

Citée par le journal **Quds**, l'Organisation cinématographique d'Iran, liée au gouvernement, a ainsi dénoncé le "choix politique" du Festival de Cannes de récompenser un film qui présente une "image déformée" de la société iranienne. Et le ministre de la Culture, Mohammad Mehdi Esmâïli, a menacé de "punir" tous les Iraniens qui auraient collaboré au film, tourné en Jordanie plutôt qu'à Mashhad en raison de son sujet.

Pour le journal ultraconservateur **Kayhan**, *Les Nuits de Mashhad* ne sont "pas un film", mais "un ouvrage de propagande visuelle contre le peuple iranien et la religion musulmane". "Réalisé en Jordanie par un groupe d'Iraniens expatriés, dénonce le quotidien, le film brosse un tableau révoltant

↓ Une scène des *Nuits de Mashhad*. À gauche, Zahra Amir Ebrahimi. Photo Metropolitan Films

des Iraniens et représente sous des traits inhumains les croyants du pays."

Sur les réseaux sociaux, les internautes ultraconservateurs ont lancé une campagne contre le long-métrage, partageant une photo empruntée à l'une des séquences initiales, la plus choquante selon eux. Elle montre le tueur rentrant chez lui de nuit, après s'être débarrassé d'un corps. La caméra s'élève pour offrir une vision aérienne et nocturne de Mashhad, les rues éclairées semblant composer les fils d'une toile d'araignée. Décryptage du journal **Farhikhtegan**: "Cette image retouchée de Mashhad place le mausolée de l'imam Reza, situé au centre de la ville, au cœur de la toile d'araignée du fou d'Allah qu'est le tueur. Pourtant, selon le quotidien, l'affaire Hanaï n'avait rien à voir avec la religion, car, contrairement à ce que montre Ali Abbasi, "à l'exception de quelques personnes tordues, qui étaient pour la plupart des proches du tueur, aucun musulman n'a jamais approuvé ses crimes".

Le quotidien **Jam-é Jam**, publication de la télévision d'État, dénonce pour sa part "un projet politique" visant "à noircir et donner une image violente de l'Iran et de l'islam". Il appelle les figures réformatrices à revenir "au plus vite" sur leur soutien à ce "film scandaleux". Le journal nomme notamment l'ancien vice-président Mohammad Ali Abtahi, qui a félicité chaleureusement Zahra Amir Ebrahimi sur son compte Twitter après son prix cannois : "Elle montre qu'on peut se hisser au sommet en dépit des épreuves." La secrétaire générale du principal parti réformateur, Azar Mansouri, a elle aussi applaudi l'actrice. "Les affirmations puériles selon lesquelles ils ne connaissaient pas le contenu du film ne seront plus acceptées", lance le journal. Et ce même si *Les Nuits de Mashhad* n'ont bien sûr aucune chance de sortir prochainement en Iran.

—**Courrier international**

Courrier international est partenaire de ce film.



↓ Un matin d'hiver sur le chemin de grande randonnée de la Pennine Way, dans le Derbyshire. Photo R. A. Kearton/Getty Images



—The Economist Londres

L'une des joies de la Grande-Bretagne réside dans les sentiers de grande randonnée qui permettent de vagabonder à travers ses vastes campagnes. Le plus ancien est la Pennine Way, qui s'étend sur 431 kilomètres le long de la "colonne vertébrale" de l'Angleterre [comme on appelle la chaîne de montagnes des Pennines, qui traverse sa partie nord] depuis le village d'Edale, dans le Peak District (Derbyshire), jusqu'aux monts Cheviot en Écosse.

À la mi-avril, nous avons décidé avec un ami de nous lancer sur ce chemin. Nous comptons 126 printemps à nous deux et aucun de nous ne peut être qualifié de grand sportif. Mais après dix-sept jours passés à mettre péniblement un pied devant l'autre, nous avons fini par atteindre la ligne d'arrivée, où nous avons été récompensés par une demi-pinte de bière et un certificat délivré par le Border Hotel du village de Kirk Yetholm, qui marque la fin du parcours.

Ce qui nous a le plus surpris, c'est l'étendue de la nature sauvage. Il nous est souvent arrivé de scruter l'horizon sans voir aucun signe de présence humaine, hormis une ou deux fermes au loin. Les seuls bruits que nous entendions étaient le chant des alouettes et le bêlement des moutons, mille fois plus nombreux que les humains. À d'autres moments, le sentier nous faisait carrément traverser la cour d'une ferme : nous sommes passés devant des vaches stupéfaites et des chiens furieux, et parfois à quelques mètres des fenêtres des gens. Pour employer le patois local, le sentier

## Arpenter l'Angleterre et ses tourbières

La Pennine Way est un chemin de grande randonnée qui relie le Derbyshire à la frontière de l'Écosse. Filant à travers la campagne anglaise, il est l'occasion de croiser quelques personnages excentriques.

emmène le marcheur par *fells* (collines) et *dales* (vallons), le faisant grimper sur des rochers et patauger dans des tourbières détrempées (le livre de l'écrivain-voyageur Barry Pilton sur son expérience de la Pennine Way s'intitule d'ailleurs *One Man and his Bog* ["Un homme et sa tourbière", inédit en français]). L'autre défi à relever est celui de l'hébergement. Les endroits où passer la nuit peuvent être séparés par 25 kilomètres ou plus et, à moins de prendre une tente avec soi, il est essentiel de s'organiser à l'avance.

**Camaraderie.** L'hospitalité anglaise est parfois bizarre. L'une de nos hôtesse est restée perplexe devant le concept de "petit déjeuner végétarien". Après que nous lui avons longuement expliqué les différentes options (œufs, champignons, haricots

blancs à la sauce tomate), elle est revenue le lendemain matin avec trois saucisses de porc et deux tranches de bacon. Dans un pub, nous avons été réveillés à 23 heures par le propriétaire, qui s'était aperçu en fermant son établissement qu'il avait donné la carte de crédit de mon ami à un autre client (et celle du client à mon ami).

Toutefois, à certains points névralgiques du sentier comme Keld ou Byrness, les randonneurs partageront une auberge avec d'autres personnes de leur genre et tisseront une joyeuse camaraderie en échangeant leurs histoires de routes bloquées ou de panneaux trompeurs. Une demi-douzaine de personnes tentaient l'aventure en même temps que nous, dont une jeune femme déguisée en Wonder Woman qui nous dépassait parfois sur des collines escarpées qu'elle gravissait sans effort.

Le Pennine Way croise d'autres sentiers, comme celui qui relie la région des Lacs [sur la côte ouest de l'Angleterre] à Robin Hood's Bay [dans le Yorkshire, à l'est] en traversant tout le pays, ou celui qui suit le mur d'Hadrien (et qui est plus difficile à arpenter qu'un simple touriste ne pourrait le croire).

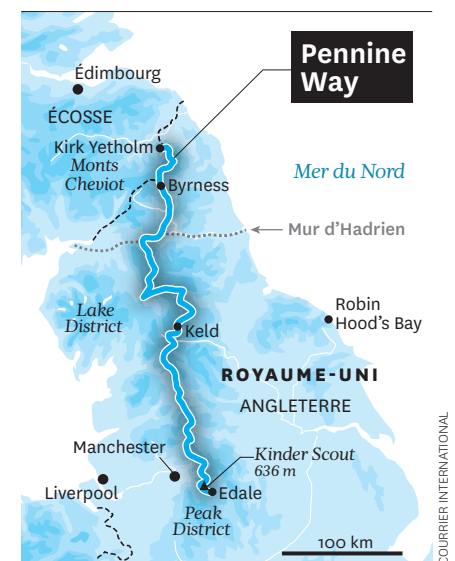
Les randonneurs ne sont pas les seuls à emprunter la Pennine Way. En juin, la Spine Race [la "course de la colonne vertébrale"] réunit des coureurs intrépides, appelés *fell runners* [adeptes de courses en montagne], qui ont moins de 156 heures pour effectuer le parcours. Le record est de 58 heures et 4 minutes, ce qui est à la limite de la décence.

Certaines parties du sentier sont ouvertes aux cyclistes. Nous avons été doublés à un moment par deux types à moto qui ont soulevé de la boue sur leur passage, maculant la clôture d'une ferme.

Mais c'est au marcheur amateur qu'appartient vraiment la Pennine Way. Au tout début du trajet se trouve Kinder Scout, un plateau dans le Peak District qui a été le théâtre d'une intrusion de masse en 1932, lorsque des militants ont tenté d'établir le "droit de marcher librement" dans les campagnes anglaises (une manifestation similaire pour le "droit de nager" en eau libre a eu lieu en avril dernier). La zone était auparavant réservée à la chasse au tétras [un gallinacé].

Cette action a débouché sur l'adoption de la "loi sur les parcs nationaux et l'accès aux campagnes" (National Parks and Access to the Countryside Act) en 1949, qui a permis la création de nombreux sentiers de grande randonnée. Tous les marcheurs, même s'ils maudissent parfois leurs pieds mouillés et leurs mollets douloureux, seront reconnaissants de pouvoir être au grand air avec une vue panoramique, et d'avoir la possibilité d'accomplir un modeste exploit sportif.—

Publié le 13 mai



# FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

15, 16, 17 juillet 2022

Couthures-sur-Garonne

UN ÉVÉNEMENT PARRAINÉ PAR LE GROUPE LE MONDE

Le Monde

L'OBSS

Télérama'

Courrier international

la 1<sup>re</sup>

IHUFFPOSTI



LOT-ET-GARONNE  
Le Département Cœur du Sud-Ouest



Marwande  
TERRE DE GARONNE

Couthures-sur-Garonne

VIGNOBLES DU  
SUD-OUEST  
DES ORIGINES À L'INNOVATION



Les Paysans  
de Rougeline



Google



PRIX PHILIPPE  
CHAFFANJON



3 nouvelle  
aquitaine

LE TEMPS

EL PAÍS

The Guardian

CORRIERE  
DELLA SERA

arte



avec : IJBA, ALCA et Far Ouest

histoire. 

## L'espionne aux nerfs d'acier

**1908-1952 — Pologne et Royaume-Uni** L'audacieuse agente d'origine polonaise fut un rouage essentiel des renseignements britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale.

—**The History Magazine** (extraits)  
Budleigh Salterton (Royaume-Uni)

**N**ée à Varsovie en mai 1908 d'un père polonais issu de l'aristocratie, Krystyna Skarbek – alias Christine Granville – apprend dès son jeune âge à monter à cheval et à manier les armes à feu.

En novembre 1938, elle épouse le diplomate Jerzy Gizycki. Peu après leur mariage, ils partent pour l'Afrique, où Gizycki doit tenir un poste au consulat polonais d'Addis-Abeba. Pendant ce temps, la menace de la guerre étend son ombre en Europe, et, peu après, alors que le jeune couple se trouve toujours en Éthiopie, l'Allemagne envahit la Pologne. Apprenant la nouvelle, Krystyna et son mari se rendent à Londres, où la jeune femme offre ses services pour jouer les espionnes.

Cette proposition est tout à fait singulière et va à l'encontre de la procédure habituelle de recrutement. Krystyna parvient néanmoins à convaincre les services secrets britanniques de son utilité en leur révélant le projet qu'elle a concocté pour se rendre en Hongrie.

La jeune femme se propose de voyager jusqu'à Budapest – la Hongrie est encore neutre – avant de traverser à ski les montagnes des Tatras pour entrer en Pologne et y établir des lignes de communication. Skieuse accomplie, Krystyna veut se servir de ses amis et de ses relations dans la région pour soutenir la résistance polonaise.

Cet audacieux projet est d'abord accueilli avec une dose de scepticisme mais aussi de curiosité. En décembre 1939, Krystyna embarque donc pour Budapest, où elle doit retrouver Andrzej Kowerski, également agent et héros de guerre polonais, dont le courage lui vaudra de perdre une jambe. Le courant passe immédiatement entre eux, et ils entretiendront une liaison pendant de longues années.

Krystyna passe la frontière à plusieurs reprises, à skis, pour faire transiter de l'argent, des armes et même des personnes. L'espionne fournit des informations essentielles et parvient même à rassembler des données, ainsi que des photographies, sur les troupes allemandes stationnées à la frontière avec l'Union soviétique, alors que Moscou et Berlin sont officiellement liés par un pacte de non-agression.

En janvier 1941, Krystyna et Andrzej sont découverts par la Gestapo et arrêtés en Hongrie. Alors qu'ils semblent condamnés, deux jours avant leur interrogatoire, Krystyna décide de se mordre la langue jusqu'au sang afin de faire croire à ses geôliers qu'elle souffre de tuberculose. Craignant que les deux détenus ne soient contagieux, les autorités préfèrent les libérer.

Une fois sortis, ils obtiennent des passeports britanniques ainsi que de nouvelles identités : Krystyna devient Christine Granville, tandis qu'Andrzej se rebaptise Andrew Kennedy. Elle gardera ce nom une fois la guerre terminée, après avoir été naturalisée citoyenne britannique.

Les deux agents partent clandestinement de la Hongrie pour gagner la Yougoslavie. Puis, cachés dans un coffre de voiture, ils quittent

↳ Krystyna Skarbek,  
alias Christine Granville. Photo  
Pictorial Press Ltd/Alamy Photo

les territoires occupés par les nazis et parviennent jusqu'au siège des services secrets britanniques en Égypte. Christine reste un rouage essentiel dans la machine des services britanniques. Ayant à juste titre anticipé l'invasion allemande de l'Union soviétique, elle devient l'"*espionne préférée*" de Winston Churchill.

Formée au Caire à l'utilisation des communications radio, Christine part pour une nouvelle mission en juillet 1944, cette fois en France. Parachutée en territoire occupé, l'auxiliaire polonaise est chargée d'aider la résistance française avant le débarquement des Alliés. Elle devient le bras droit de Francis Cammaerts, responsable des actions de sabotage dans la région. Ensemble, ils parcourent les zones occupées par les nazis pour y maintenir les lignes de communication entre les unités de la résistance. Ils parviennent également à échapper à une attaque allemande en marchant sur plus de 110 kilomètres.

**Des grenades sous les aisselles.** La réputation de Christine en matière de sang-froid n'est plus à faire. Un jour, à la frontière italienne, elle est arrêtée par des soldats allemands qui lui ordonnent de lever les mains en l'air. Celle-ci – qui travaille alors sous le nom de code Pauline Armand – obtient... et dévoile deux grenades coincées sous ses aisselles qu'elle n'a qu'à laisser tomber si les soldats ne prennent pas immédiatement leurs jambes à leur cou. Ces derniers n'hésitent pas longtemps.

La jeune femme est également réputée pour son courage, notamment lorsqu'elle parvient à sauver Cammaerts et deux autres agents des griffes de la Gestapo. Dotée de nerfs d'acier, elle se présente à la police allemande en tant qu'agente britannique et nièce du général Montgomery, affirme avoir l'autorité nécessaire pour obtenir leur libération et menace les hommes de la Gestapo de sévères représailles si ses auxiliaires sont exécutés alors que l'offensive britannique est imminente. Aidée par un agent de liaison belge, et une enveloppe de 2 millions de francs, Christine obtient leur libération : les trois hommes sortent immédiatement. Ce sera sa dernière mission, la guerre touche à sa fin et la défaite allemande est proche.

Sa vie après la guerre est malheureusement moins réjouissante. L'ancienne espionne peine à s'adapter à sa nouvelle vie, et, très vite, le versement de ses demi-indemnités de départ des services secrets est suspendu. Elle est contrainte d'accepter des petits boulots de femme de ménage, de vendeuse ou d'opératrice de téléphonie. Employée comme hôtesse sur un bateau de croisière, elle attire l'attention d'un membre de l'équipage, Dennis Muldowney, qui développe une obsession malade pour Christine.

Le 15 juin 1952, Christine quitte sa chambre d'hôtel pour embarquer avec son amant de longue date, Kowerski. Voyant ses bagages, Muldowney l'interpelle. Alors qu'elle explique qu'elle s'en va, il la poignarde et la tue dans le couloir de l'hôtel. Muldowney plaide coupable et est pendu dix semaines plus tard.

—**Jessica Brain**  
Publié le 27 avril

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier  
international**

**Hors-série** Juillet-août 2022

## EUROPE : LE RETOUR EN FORCE



*Brexit, pandémie, guerre en  
Ukraine... Et si les dernières crises  
relançaient l'Union européenne ?  
Les analyses de la presse étrangère.*

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier  
international**



Devenons l'énergie qui change tout.

# C'EST AU TOUR DES FEMMES D'ENTRER EN JEU.

EDF, partenaire de l'Équipe de France féminine de Football  
et de toutes celles qui veulent s'engager pour la transition énergétique.



AUSTRALE.GAD - RCS PARIS 552 081 317 - ©Nick Meek



Rejoignez les équipes EDF sur [edf.fr/edf-recrute](https://edf.fr/edf-recrute)

L'énergie est notre avenir, économisons-la!  
En savoir plus sur EDF et la transition énergétique : [edf.fr/climat](https://edf.fr/climat)